

## Michael Dukakis vu d'Europe

Qu'est exactement Michael Dukakis ? Que veut-il, sinon, bien sûr, devenir président ? En fait son élection nous affecterait-elle ? Autant de questions auxquelles nombre d'Européens espéraient avoir une réponse après la convention d'Atlanta, qui a consacré l'apparition au premier rang de la scène des États-Unis d'un homme que l'on ne connaît que par son nom, mais les réponses se font toujours attendre. Homme solitaire, fervent adepte du secret, extrêmement méthodique, M. Dukakis est obsédé par la hantise de la « gaffe » et observe donc un silence prudent sur bien des dossiers d'importance. Cela lui évite certes de commettre des erreurs, mais son silence permet toutes les hypothèses.

Deux sujets viennent en tête des préoccupations de l'Europe : quelle sera l'attitude de M. Dukakis, s'il entre à la Maison Blanche, en matière de protectionnisme commercial, et qu'en est-il de ses idées sur l'engagement militaire américain sur le Vieux Continent ? Les deux dossiers, d'une certaine façon, se recoupent, ne serait-ce que par la volonté de bon nombre de parlementaires, surtout démocrates, d'établir un lien. Le président Reagan, quoi qu'on en pense, est souvent intervenu pour leur lettre contre cette dérive du Congrès.

M. Dukakis est un homme à l'air sérieux, à l'expression grave, qui semble à l'origine d'un mouvement de l'autre côté de l'Atlantique, de l'apparition d'une Europe économique et politique de poids, que son successeur ose aller à contre-courant d'idées protectionnistes et isolationnistes, souvent payantes en période électorale. Bien qu'à un moindre degré, la remarque vaut également pour M. George Bush.

Le vice-président sortant et le candidat démocrate viennent bien d'avoir quelques passes d'armes sur les questions militaires, mais ils n'ont guère évoqué l'engagement militaire américain en Europe, que M. Dukakis s'est cependant déclaré prêt à réduire si M. Gorbatchev retire les troupes soviétiques « jusqu'à l'Ukraine ».

Pour le reste, le gouverneur du Massachusetts a surtout voulu prouver qu'il était tout aussi patriote que son rival : s'il est toujours opposé à la construction du supercavilier B-1, M. Dukakis n'a plus rien contre les missiles embarqués Trident D-5, le bombardier invisible Stealth, conçu pour échapper aux radars, et la mise au point d'un nouveau missile stratégique basé au sol. Il a même récemment modifié son rejet de l'initiative de défense stratégique (IDS) en affirmant que, si l'idée est irréalisable, il n'en faudra pas moins poursuivre certains programmes de recherche.

Comme les Américains, dont les sondages en dents de scie révèlent l'indécision entre deux hommes qui ont du mal à s'affirmer, les Européens devront donc attendre pour en savoir davantage les deux débats télévisés — fin septembre et début octobre — au cours desquels les deux candidats vont s'affronter. Par-delà les brumes de l'Atlantique, ils ne devinent pour l'instant en M. Bush qu'un tenant d'un régime tempéré, et en M. Dukakis un homme sans doute résolu à exercer le pouvoir mais dont le grand dessein n'a toujours pas pris forme.

M 0147 - 09170 - 4,50 F



3790147004500 09170

## Un entretien avec le président sud-coréen

### « Les Jeux olympiques nous apportent le printemps de la réconciliation »

Six pays seulement, contre cent soixante et un, se sont solidarisés avec la Corée du Nord dans son refus de participer aux Jeux olympiques de Séoul. Ce score constitue pour la Corée du Sud un succès qu'elle compte exploiter au maximum pour une politique étrangère dont l'ouverture est le maître mot.

« Monsieur le président, les XXI<sup>e</sup> Jeux olympiques vont s'ouvrir dans quelques heures à Séoul. Qu'en attendez-vous pour votre pays ? »

« De toutes les Olympiades de l'histoire, c'est celle-ci qui réunit le plus de participants. Elle a d'autant plus d'importance que la péninsule coréenne a longtemps constitué un foyer de dissensions de toutes sortes, entre l'Est et l'Ouest et qu'elle a été le théâtre d'une guerre particulièrement cruelle dont on peut encore voir aujourd'hui les cicatrices. La tension persiste entre les deux Corées. Compte tenu du volume et de la complexité des armements qu'elles détiennent, de la présence des troupes américaines au Sud et de la possibilité d'une intervention soviétique au Nord, une nouvelle guerre comporterait un risque d'escalade internationale. »

M. Roh Tae-Woo, président de la République de Corée, s'exprime sur ce point sans la moindre ambiguïté dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde » la veille des Jeux. Mais l'ouverture ne se limite pas seulement à la diplomatie. La Corée du Sud fait l'expérience d'une évolution démocratique notable.

« C'est avec l'espoir de ramener la paix dans cette zone de danger que la République de Corée, il y a sept ans, a cherché à ce que les Jeux se déroulent cette fois sur son sol. Notre ambition est de faire tomber toutes les barrières raciales, culturelles, idéologiques et religieuses, de mettre fin à l'esprit d'affrontement, et d'éliminer, d'ici à la fin du siècle, tous les

facteurs de nature à provoquer une nouvelle guerre de Corée. Dans cette optique, les Jeux nous apportent ce que j'appellerais le « printemps de la réconciliation ».

Propos recueillis par  
ANDRÉ FONTAINE.  
(Lire la suite page 3.)

Lire également :

- L'article de Philippe Pons « La fièvre et la saturation » Page 3
- Le tableau du programme des retransmissions télévisées Page 14

## Les négociations avec l'opposition

### Varsovie serait prêt à accepter un « pluralisme syndical »

Un processus de négociation entre le pouvoir et l'opposition est désormais lancé en Pologne. Après la seconde rencontre qu'ils ont eue jeudi, M. Lech Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, devaient se retrouver vendredi 16 septembre au cours d'une réunion élargie à d'autres représentants de l'opposition pour décider des conditions de la tenue d'une table ronde qu'ils sont convenus de convoquer « le plus tôt possible ».

Selon un communiqué commun publié jeudi par MM. Walesa et Kiszczak, cette table ronde sera consacrée « aux problèmes les plus importants pour la Pologne, y compris les problèmes majeurs du monde du travail ». Cette formulation nouvelle suggère que la question du pluralisme syndical figurera à l'ordre du jour.

C'est ce qu'a confirmé au « Monde », dans une interview d'un ton remarquablement optimiste et modéré, M. Josef Czyrek, membre du bureau politique et virtuel numéro deux du PC polonais. M. Czyrek reconnaît l'existence de facto de Solidarité mais exclut

une rélegalisation de cette organisation telle qu'elle existait avant 1982. Il estime que les Polonais, dans la recherche du pluralisme syndical, peuvent tirer parti du « modèle austro-allemand ». Par une intéressante coïncidence, M. Lech Walesa, dans un entretien à la revue officielle *Konfrontacja*, se déclare lui-même attiré par le modèle syndical ouest-allemand, où, dit-il, les conseils d'entreprise sont composés des représentants des divers syndicats en fonction de leur nombre d'adhérents.

(Lire page 2 les propos de M. Czyrek recueillis par SYLVIE KAUFFMANN.)

## Les paradoxes du plan emploi

### Bas salaires, salaires coûteux...

Le plan Rocard-Solisson pour l'emploi a été bien accueilli par la Confédération des petites et moyennes entreprises, de façon plus réservée par le CNPF dans la mesure où les dispositions qu'il contient vont rencherir le coût des moyens et hauts salaires. D'une façon générale, la portée du plan semble avoir été sous-estimée.

Les mesures pour l'emploi annoncées le 14 septembre par le gouvernement sont beaucoup

plus importantes qu'il n'y paraît. Non pas parce qu'elles auraient pour effet de déclencher un vaste mouvement d'embauche qui ne se produira probablement pas à court terme, mais parce qu'elles posent pour la première fois au grand jour une question cruciale qui, depuis des années, empoisonne les discussions entre pouvoirs publics et responsables patronaux : les bas salaires ont-ils, oui ou non, en France, un coût trop élevé pour l'entreprise ?

En déplaçant et en abaissant le taux des cotisations fami-

liales, en exonérant des charges sociales la rémunération versée par l'entrepreneur individuel qui embauche un premier salarié, le gouvernement va réduire — en agissant sur sa composante sociale — le coût des bas salaires. Le SMIC, qui est évidemment au cœur du débat, ne représente que 4 000 F net pour le salarié (4 860 F brut), mais coûte à l'entreprise presque 8 000 F par mois.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 26.)

## Le mécontentement des détenus et les projets de l'administration

### Les prisons à bas bruit

Aux mutineries de l'automne et de l'hiver derniers, aux multiples incidents de cet été, a succédé dans les prisons françaises une situation incertaine. Les détenus, sous une forme originale, presque syndicale, revendiquent. La chancellerie élabore de multiples projets. Le personnel pénitentiaire, désorienté, vit un profond malaise.

Explosives, les prisons françaises n'ont pas explosé. L'avait-on assez craint, pourtant... Saint-

Maur, Besançon, Ensisheim : images de flammes, de saccages, de prises d'otages. Brusquement interrompue, la violente révolte pouvait, assurait-on, repartir ici ou là sans prévenir, comme elle était venue, ailleurs. Qu'allait nous fabriquer l'étrange alchimie de la vie pénitentiaire ? On savait les prisons surpeuplées, souvent vétustes, l'atmosphère toujours tendue malgré les effets de l'amnistie.

Tout au long de l'été les incidents sporadiques se sont multipliés : il a fallu déloger — quel

spectacle ! — deux détenus restés sur un toit de la Santé pendant trente-huit heures (leurs compagnons leur avaient enjoint de lâcher l'antenne de télévision qui leur servait d'appui), faire face aux graves incidents de l'île de Ré, à la grotte des détenus de Loos-les-Lille, aux évasions parfois sanglantes qui ont entraîné la colère à la fois des syndicats de gardiens de prison et des policiers.

AGATHE LOGEART.

(Lire la suite page 13.)

## Nouvelles propositions de M. Gorbatchev

Le numéro un soviétique offre de faire de la base de Krasnoïarsk, en Sibérie, un « centre de coopération international » pour l'espace.

PAGE 32

### Polémique sur l'avion Rafale



« Le dossier est dans un état de sinistre avancé », déclare M. Rocard.

PAGE 12

### Les élections législatives en Suède

Les Verts trouble-fête

PAGE 2

### Les recherches sur le SIDA

Des « souris humaines » pour mettre au point un vaccin

PAGE 12

Le sommaire complet se trouve en page 32

CHRISTIANE ROCHEFORT  
La porte du fond ROMAN

GRASSEI

Le Monde

SANS VISA

De Bangkok à la frontière birmane par le col des Trois-Pagodes, en passant par un pont sur la rivière Kwai.

■ Gastronomie. ■ Escapes. ■ Jeux.

Pages 15 à 18



## Etranger

SUÈDE : les élections législatives

## L'incertitude vient des Verts

Six millions trois cent mille Suédois se rendent aux urnes le dimanche 18 septembre pour élire 349 députés au Riksdag et renouveler les conseils municipaux et généraux. Les sociaux-démocrates du premier ministre Ingvar Carlsson ont de bonnes chances de conserver le pouvoir. Mais l'entrée des Verts à l'Assemblée et l'éventuelle sortie du petit Parti communiste, qui traditionnellement soutient le gouvernement minoritaire socialiste, pourraient brouiller les cartes.

STOCKHOLM  
de notre envoyé spécial

Événement exceptionnel au royaume de la stabilité politique en Europe : pour la première fois depuis plus de soixante-dix ans, un nouveau parti pourrait faire son entrée au Parlement suédois et se joindre ainsi au cercle des cinq membres « permanents » du Riksdag qui sont, par ordre d'importance, les sociaux-démocrates, les conservateurs, les libéraux, les centristes et les communistes. Ces « intrus » sont les Verts du Miljöpartiet. Le parti de l'environnement, fondé en 1981, est déjà assez solidement établi dans quelques conseils municipaux où il tient un rôle charnière, et parfois de trouble-fête, entre les blocs traditionnels socialiste et bourgeois.

Dans un pays où le respect de la nature frise la religion et où les pouvoirs publics sont fiers de dire qu'ils imposent à l'industrie les normes antipollution les plus sévères d'Europe, la percée des écologistes, créditée de 6 à 10 % des intentions de vote dans les sondages, a de quoi surprendre. Certes les rapports alarmants publiés au cours de l'hiver et du printemps sur la pollution de la Baltique et de la mer du Nord, les marées d'algues vertes le long des côtes et la mort des phoques ont ému l'opinion et ne sont pas étrangers à ce bond en avant du Miljöpartiet.

## Les « affaires »

Mais paradoxalement les Suédois, qui aiment les discours clairs et les programmes chiffrés, se laissent maintenant séduire par l'idéologie brumeuse d'un parti qui annonce avec le sourire : « Nous n'avons pas réponse à tout ».

Ces Verts défendent le « petit homme », et le « petit peuple », le village, l'entreprise de taille humaine, l'agriculture propre et citent Gandhi. Ils parlent en guerre contre les projets d'autoroutes et de pont entre la Suède et le Danemark, réclament la fermeture de douze réacteurs nucléaires dans un délai

de trois ans, disent « oui à l'Europe, mais non au Marché commun » et veulent interdire les exportations d'armes « indignes d'un pays neutre ». Ces thèmes, qui font appel aux sentiments, ne sont pas nouveaux, mais cette année ils « accrochent ».

En fait, le progrès des Verts s'explique aussi par le malaise ressenti dans une partie de la société à la suite des nombreuses « affaires » qui ont secoué le petit monde politique suédois depuis deux ans : le meurtre d'Olof Palme en février 1986, l'échec et l'enlèvement de l'enquête officielle, le démantèlement d'une « enquête parallèle » menée par un éditeur social-démocrate avec le feu vert de la garde des sceaux, la démission de deux ministres de la justice en moins d'un an et les sombres ventes d'armes à divers pays peu recommandables.

« Après l'assassinat de notre premier ministre, estime un éditeur du journal Dagens Nyheter, les électeurs sont plus que par le passé à la recherche de la sécurité et de la protection. Ils veulent être sécurisés et protégés contre les produits toxiques dans la nourriture, contre les poisons dans la mer et dans l'air qu'ils respirent, contre la violence, le SIDA, etc. Ils sont en quête de sécurité dans la société et dans le travail ».

## Moins de 2 % de chômeurs

Toutes ces affaires non élucidées auront montré que les dirigeants politiques suédois ne sont sans doute pas aussi irréprochables qu'ils le prétendent. Les sociaux-démocrates en particulier, au pouvoir pendant cinquante ans au total depuis 1932, ont parfois une fâcheuse tendance à confondre parti et Etat. Le capital de confiance dont jouissait la classe politique en Suède bat de l'aile. Les mécontents et les inquiets vont probablement exprimer leur colère en votant dimanche pour les Verts, qui affirment préférer « des amateurs engagés à des professionnels corrompus en politique ». Même si à quelques jours du scrutin les écologistes ont eux aussi été déçus par une « affaire » — l'expert fiscal du parti a été contraint de démissionner après que la presse eut révélé qu'il n'avait pas déclaré de revenus depuis six ans et que les agents des impôts étaient à ses trousses.

S'ils expliquent partiellement la poussée des Verts, tous ces événements n'ont cependant pas vraiment bouleversé le paysage politique. Les Suédois se perdent un peu dans tous ces mystères et ne sont pas malheureux de voir cette campagne électorale prendre fin. Le rapport de forces entre les deux blocs reste à peu près stable : entre 42 % et 45 % des intentions de vote pour les sociaux-démocrates, qui accusent un léger recul, de 39 % à 43 % pour les partis « bourgeois ». Si les communistes réussissent à franchir la

barre des 4 %, seuil de la représentation parlementaire, les socialistes devraient se maintenir au pouvoir.

Hormis les questions d'environnement, le débat pré-électoral a porté sur des thèmes très concrets : politique familiale, soins et impôts. C'est une habitude dans un pays où les prélèvements obligatoires représentent plus de 55 % du revenu national. En revanche, les dossiers purement économiques sont passés au second plan, sans doute parce que dans ce domaine la Suède est plutôt en bonne santé. Le chômage touche moins de 2 % de la population active, les entreprises tournent à pleine capacité et vont même jusqu'à chercher de la main-d'œuvre temporaire... en Grande-Bretagne. Le déficit budgétaire, qui était supérieur à 80 milliards de couronnes (autant de francs français) en 1982, a été ramené à environ 4 milliards de couronnes. Difficile pour l'opposition d'attaquer un tel bilan, même si certains nuages pointent à l'horizon. La surchauffe menace, les salaires augmentent plus rapidement en Suède que dans les pays concurrents, et l'inflation est de l'ordre de 6 % en rythme annuel.

Fidèles à leurs habitudes, les sociaux-démocrates, non sans arrogance, tiennent à peu près ce langage aux électeurs : « Nous sommes les seuls en Suède capables de gouverner sérieusement, même en minorité, et si par malheur les trois partis bourgeois gagnent les élections, le pays entrerait dans une phase d'instabilité permanente. Un changement de régime affaiblirait, d'autre part, la voix de la Suède sur la scène internationale ». Dans ses discours, le premier ministre Ingvar Carlsson fait sans cesse référence à la période 1976-1982, au cours de laquelle la Suède a connu quatre gouvernements de coalition non socialistes, en proie à des divisions internes.

Cette fois encore le handicap de l'opposition est de ne pas présenter de programme commun. Conservateurs, centristes et libéraux ont sans doute tiré les enseignements des erreurs passées, mais ils ne sont pas en mesure de présenter une véritable alternative. Pas plus tard que la semaine dernière, le leader centriste, M. Olof Johansson, et son collègue libéral, M. Bengt Westerberg, qui apparaît maintenant comme le chef de l'opposition, se sont disputés publiquement à propos d'une réforme fiscale. Certes, ils ont finalement signé la paix autour d'une tasse de café devant les caméras de télévision, mais ces accrochages laissent des traces et ne renforcent pas leur crédibilité. À l'issue d'une campagne électorale qui s'est déroulée sur un ton modéré, tranchant avec les précédentes, où Olof Palme dominait la scène politique, personne à Stockholm ne s'aventurerait, en fin de compte, à faire des pronostics sur l'issue du scrutin, les scores des communistes, et surtout des Verts, étant par trop incertains.

ALAIN DEBOVE.

POLOGNE : un entretien avec le numéro deux du POUP

## « Lech Walesa a dit que nous avons tous changé. Il a raison », nous déclare M. Jozef Czyrek

VARSOVIE  
de notre envoyé spécial

« Vous parlez du communisme... mais c'est une vision tellement lointaine ! Il ne faut pas tout voir en noir et blanc. Nous apprenons beaucoup à nuancer les couleurs. » A la fois grave et serein, M. Jozef Czyrek, membre du bureau politique du POUP, secrétaire du comité central, virtuel numéro deux du parti après avoir été longtemps ministre des affaires étrangères, était, jeudi 15 septembre, un homme optimiste. « Je suis convaincu que la table ronde aura lieu », estimait-il moins de deux heures après la fin de la seconde rencontre, jeudi, de Lech Walesa et du général Czesław Kiszczak, qui ont décidé de convoquer une réunion élargie pour le lendemain, préliminaire à la table ronde. « Le fait que les tentatives de construction de la table ronde aient eu lieu, que les rencontres Walesa-Kiszczak aient eu lieu suivant le principe qu'il n'y a ni vainqueur ni vaincu, c'est déjà un succès », déclare M. Czyrek. « Le fait aussi d'avoir passé une barrière psychologique et politique très difficile pour chaque partie. De chaque côté, une porte de la base a réagi avec les mêmes cris, les mêmes épithètes et les mêmes émotions ».

Pendant deux heures d'entretien, ce dirigeant polonais parlait de « Solidarité », de « M. Walesa », de « mon partenaire Stelmachowski » (le président du club de l'intelligentsia catholique, KJK, proche de Solidarité, avec lequel il a négocié l'organisation de ces différentes rencontres), dans un langage que ne renierait aucun politicien occidental. A aucun moment M. Czyrek n'a utilisé le qualificatif d'« extrémiste » si longtemps en vigueur dans le vocabulaire officiel, pour fustiger les dirigeants de Solidarité. Le jour même de cet entretien et de la rencontre Walesa-Kiszczak, le magazine officiel *Konfrontacje* publiait pour la première fois une longue interview de M. Walesa, dans laquelle le président du syndicat insistait sur ses conceptions du pluralisme syndical et politique.

A plusieurs reprises, on fait observer à M. Czyrek que ses propos rejoignent ceux de responsables de Solidarité. « C'est pour cela que je suis optimiste sur les résultats de la table ronde », rétorque-t-il. Solidarité y sera-t-elle représentée en tant que telle ? « Si je vous dis oui, je me mets hors la loi puisque c'est une organisation illégale. Mais il existe un « courant Solidarité » dans le cadre de divers courants syndicaux. Il existe des partisans de Solidarité. » N'est-ce pas là une reconnaissance de l'existence de facto de ce mouvement ? « J'ai les pieds sur terre, pas dans les nuages », acquiesce-t-il. « En tant que politicien, je ne peux pas fermer les yeux, je ne suis pas un autruche. » Mais lorsque le pouvoir négocie avec Lech Walesa, c'est en quelle qualité ? « En qualité de M. Walesa. Chaque homme, indépendamment du poste qu'il occupe,

représente par lui-même une valeur, un poids, une autorité, un histoire. »

## « Préparer les états-majors »

Il faudra pour la préparation de la fameuse table ronde « deux à trois semaines », pense M. Czyrek. « Elle devra être représentative mais ne doit pas tourner au meeting », dit-il. Il faudra donc limiter le nombre des participants « sans déformer le pluralisme politique ». L'Eglise devrait y participer à part entière et non plus en tant qu'observateur. Les décisions y seront adoptées par consensus et non par vote.

A maintes reprises la direction de Solidarité a fait savoir qu'elle entendait obtenir, avant de s'associer à la table ronde, une déclaration d'intention du pouvoir sur la légalisation du mouvement. Sur ce point M. Czyrek prend soin de ne pas laisser percer les intentions précises du pouvoir, tout en ménageant une marge de manœuvre suffisamment large pour ne pas donner l'impression de fermer

différencie la conception universelle du pluralisme de notre conception ce n'est pas le contenu mais les règles du jeu. C'est pourquoi nous utilisons les expressions « pluralisme de confrontation » et « pluralisme basé sur les principes du dialogue et de l'entente ».

Né en Allemagne, spécialiste des affaires allemandes, M. Czyrek trouve d'ailleurs dans l'expérience constitutionnelle de la RFA un exemple « intéressant dans le contexte de Solidarité » : celui de la dissolution du Parti communiste allemand, le DKP, considéré comme anticonstitutionnel puis légalisé plusieurs années après sous un autre nom, le PKD. « Vous voyez, observe-t-il, d'autres pays ont eu les mêmes dilemmes. La façon dont ils les ont résolus peut être riche d'enseignements ».

Mais attention, « pas de malentendu : je veux dire par là qu'il n'y a pas de simple retour de Solidarité, il n'y a pas de simple enregistrement de Solidarité aux termes de la

## Deux délégations et quatre observateurs

Destinée à déterminer l'ordre du jour, la composition, la procédure et le calendrier de travail de la future table ronde, la réunion élargie de vendredi devait rassembler une vingtaine de personnes réparties en deux délégations de huit ou neuf membres chacune et quatre observateurs laïcs et religieux.

La délégation de l'opposition est conduite par Lech Walesa, entouré de l'un de ses principaux conseillers, Tadeusz Mazowiecki, du professeur Stelmachowski, de Władysław Frasyniuk, l'un des dirigeants de Solidarité, et de plusieurs chefs des comités de grève du mois d'août.

La délégation du pouvoir est conduite par le général Kiszczak, ministre de l'intérieur et membre du bureau politique, accompagné notamment de M. Stanisław Cio-

sek, secrétaire du comité central et membre suppléant du bureau politique. Plusieurs représentants des syndicats officiels OPZZ y participent.

La rencontre plus restreinte de jeudi dans une villa du gouvernement à Varsovie, a été marquée, selon M. Czyrek, l'un des dirigeants polonais par « une atmosphère très ouverte et sincère ». « On y a discuté de tous les problèmes, y compris des problèmes difficiles. C'était une rencontre utile avec un résultat constructif qui traduit la volonté des deux côtés de poursuivre le dialogue ».

Pour le président de Solidarité qui a brièvement commenté la rencontre « les problèmes sont difficiles mais l'atmosphère est encourageante, nous avons discuté des heures entières et cela a fait un peu avancer les choses ».

la porte. « Les problèmes essentiels du modèle polonais, du système politique, économique et social, seront discutés, dit-il. Parmi ces sujets il y a évidemment le problème du pluralisme syndical. Mais nous sommes opposés à faire dépendre d'un seul sujet l'analyse de l'ensemble du programme polonais de reconstruction ».

Evidemment, tout dépend de ce que l'on entend par pluralisme, et M. Czyrek est bien d'accord qu'il s'agit là d'une question capitale. Le pouvoir, lui, préfère parler de « pluralisme socialiste ». Mais cette expression, affirme M. Czyrek, « ne se réfère pas à un contenu politique ou idéologique ». Elle signifie uniquement qu'il existe un pluralisme dans la Pologne socialiste. Le pluralisme c'est la diversité. Ce qui

législation, actuelle sur les syndicats. « Solidarité, telle que nous l'avons connue jusqu'à 1982, s'est déterminée comme un mouvement social plutôt que comme un syndicat et, de facto, par sa structure et ses activités, était un parti politique. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas un modèle polonais de développement du pouvoir syndical. Mais le courant syndical Solidarité ne peut pas redevenir l'ancien mouvement politique. Pour les problèmes politiques, il faut un forum adéquat, un Parlement, la presse, des clubs, des associations, des discussions. Mais, au sein des entreprises, les syndicats ne doivent pas être une plate-forme pour des revendications politiques. » C'est en gros ce que disait le professeur Geremek, conseiller de Solidarité, dans une récente interview au Monde (le Monde du 3 septembre). « Pour les activités politiques, nous allons avoir des structures, poursuit M. Czyrek. Nous verrons cela avec le futur député Walesa qui le futur député Geremek. » M. Czyrek caresse là en souriant le grand rêve du pouvoir polonais depuis la dissolution de Solidarité : attirer Lech Walesa dans les institutions officielles. Cette remarque tendrait donc à confirmer les craintes de plusieurs dirigeants de l'opposition qui voient dans la table ronde le moyen de noyer la revendication d'un syndicat indépendant dans un amas de réformes institutionnelles.

Entretenu l'ambiguïté sur le pluralisme syndical, M. Czyrek ajoute : « Il existe plusieurs modèles de pluralisme. Il y a le modèle franco-italien, il y a le modèle austro-allemand avec un seul syndicat dans l'entreprise mais à caractère pluraliste. Moi, quand je dois penser au modèle polonais, je pense plutôt à tirer profit du modèle austro-allemand. Il me semble qu'il faut chercher des conceptions qui satisfassent les différents courants syndicaux. » Mais si M. Czyrek parle volontiers des syndicats ouest-allemands, il est impossible de lui faire dire concrètement où à plusieurs syndicats, dont Solidarité, dans l'entreprise polonaise.

Malgré cela il reste confiant dans l'avenir des négociations. « Si dans ce dialogue les deux parties sont guidées par le sentiment de responsabilité de la Pologne, de son destin, de son développement, de sa position internationale, je suis convaincu que nous pourrions nous mettre d'accord. » Et M. Czyrek de conclure : « Lech Walesa a dit que nous avions tous changé ces dernières années. Il a raison ».

SYLVIE KAUFFMANN.

## Afrique

Visite de Jean-Paul II et prise d'otages

## Triste Lesotho...

a pesé lourd dans la dégradation de l'atmosphère pastorale.

## Pardoner

Le dernier bilan de l'assaut, désormais officiellement lancé « en commun par la section spéciale de la police sud-africaine et les forces armées nationales », de la dictature militaire locale, est de six morts, dont deux otages et « les quatre terroristes » qui s'étaient emparés pendant plus de vingt-cinq heures d'un autobus chargé de soixante et onze pèlerins basothos (et non sud-africains comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 16 septembre).

Le dernier des preneurs d'otages, capturé vivant au cours de l'assaut, est mort, jeudi, dans des circonstances non élucidées. La vie de deux des otages blessés, dont celle du conducteur de l'autobus, transporté dans un état critique en Afrique du Sud, est encore en danger, affirmait les médecins. Un autre otage âgé d'environ quarante ans a été amputé, mercredi, des deux jambes à l'hôpital de Maseru.

« Le pape n'a été informé du déroulement sanglant de ce drame qu'après le massacre de mercredi à Roma, vers 23 h 30 », soit trois heures après l'assaut, a affirmé le porte-parole du Vatican. « Le Saint-

Jean-Paul II a quitté, vendredi 16 septembre, le Lesotho pour se rendre dans un autre mini-royaume d'Afrique australe, le Swaziland, quatrième escale officielle de sa visite dans la région. Le pape devait, en fin de soirée, gagner le Mozambique, ultime étape de son quatrième voyage en Afrique.

MASERU (Lesotho)  
de notre envoyé spécial

« L'étape de Maseru entrera sans doute dans l'histoire des voyages pontificaux comme l'une des plus pénibles pour tout le monde, y compris le Saint-Père. » Cette réflexion d'un habitué des tournées papales résume bien l'impression générale qui régnait, jeudi soir, dans la suite de Jean-Paul II.

Dans la matinée, la messe de béatification d'un missionnaire français, le Père Joseph Gérard, qui devait attirer, selon les autorités religieuses locales, entre un demi-million et un million de pèlerins, essentiellement sud-africains, n'avait rassemblé qu'environ vingt-cinq mille fidèles. Les orages, le vent, les pluies qui s'abattaient sur le triste royaume Basotho depuis l'arrivée du pape ne pesaient pas seuls en cause. Le sang versé mercredi soir dans la capitale

Faites une affaire  
avec un de nos derniers  
modèles 88 !

Nous vous proposons :

- 104 Style Z Gris fumé métallisé
- 205 XR 1124 et 1360 cm<sup>3</sup> Blanc, Gris Winchester
- 205 XT-70 Gris graphite
- 205 GTI 115 et 130 cv
- 205 GRD et SRD
- 305 GLS Diesel Gris Futura, Gris Winchester
- 309 XS Rouge Vallerlunga
- 309 GR Beige Thèst
- 309 GTI Gris graphite, Rouge Vallerlunga
- 505 GRD Bleu glacier
- 405 GR et SR 1.91"

\*Différentes couleurs  
et options

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34



## Asie

### La Corée du Sud à l'heure des Jeux olympiques

#### La fièvre... et la saturation

SÉOUL  
de notre envoyé spécial

« Moins un... » Les tableaux électroniques qui depuis deux ans scandent l'écoulement des J.O. olympiques indiquent que le compte à rebours touche à sa fin. A la veille de ce 17 septembre dont les Coréens attendent parler quotidiennement depuis plus de sept ans comme de l'événement qui consacrerait la reconnaissance internationale d'un petit pays sorti il y a trente-cinq ans des ruines de la guerre, Séoul pomponnée, fleurie et décorée est prête — ou presque.

La Corée du Sud a dépensé entre 3 et 4 milliards de dollars pour la préparation des Jeux. Les orchestres et les participants aux mouvements d'ensemble ont répété depuis des mois, les enfants ont entonné pour la première fois les hymnes de la cérémonie et même si, lors d'une répétition générale, ce jeudi, un parachutiste a failli tomber dans la flamme olympique, tout semble au point. Avec quelques retards cependant : l'ambitieux pont suspendu, dit « Olympique », n'aura pas droit à son nom car il n'est pas terminé, pas plus que le Lotte World du quartier de Chamshil, cet immense « Disneyland » pour adultes (hôtel, grands magasins, parc d'attractions) non loin du site olympique où, ce vendredi, on installe encore des chambres de portes en verre dans des murs dont le ciment n'est pas tout à fait sec.

Chaque chauffeur de taxi a son petit manuel d'anglais, les prostituées sont en carte et d'importantes mesures de sécurité

fusion du SIDA (comme d'ailleurs les arrivants, à qui sont distribuées, dès leur descente d'avion, des brochures en anglais du ministère de la santé) ; les restaurants de viande de chien des alentours du village olympique ont été fermés ou se sont faits discrets pour ne pas offenser la sensibilité des visiteurs occidentaux. Bien entendu, ceux des rues reculées continuent leur commerce : « Vous, les Occidentaux, qui nous qualifiez de sauvages, vous abandonnez bien vos chiens en été pour partir en vacances. Vous croyez que c'est mieux ? », nous dit un restaurateur spécialisé dans ce mets « au goût merveilleux », d'après les Coréens, supposé en outre avoir des vertus fortifiantes.

Autre souci de respectabilité : les autorités ont chassé des rues les marchands ambulants (quelques trois cents mille à Séoul) opérant dans les « zones de paix », ces quartiers du centre (Myeongdong, par exemple) ou situés à proximité des installations olympiques, où il ne doit y avoir de troubles d'aucune sorte ; ils gênent la circulation et on avait peur qu'ils fassent mauvaise impression. De même les *por-jang macha*, ces bistrotiers des rues sous des tentes, ont été balayés des rues de certains quartiers de Séoul. Afin de décongestionner une ville de dix millions d'habitants (et de réduire la pollution), la mairie a en outre incité les automobilistes à n'utiliser leur véhicule qu'un jour sur deux en fonction du numéro pair ou impair de leur plaque d'immatriculation pendant la période des Jeux. Incitation seulement (dont la « violation » est cependant sanctionnée d'un autocollant de « non-

civisme » apposé sur le pare-brise du récalcitrant), car des mesures autoritaires auraient été inconstitutionnelles.

La nervosité des services de sécurité, qui obligent, entre autres, les clients des hôtels à porter, accrochés à leur veste, une carte permettant de les identifier lorsqu'ils circulent dans l'établissement, et avaient inopinément confisqué leurs flèches aux membres de l'équipe féminine mongole de tir à l'arc, est alimentée par une guerre des rumeurs de menaces (contre M. Samaranich, président du Comité international olympique (CIO), la princesse Anne d'Angleterre, les athlètes japonais...) que se livrent les agences de presse : les uns, se référant à leurs « propres sources », s'employant à démentir ce que les concurrents viennent d'annoncer.

#### Que vont faire les étudiants ?

Les Coréens éprouvent sans doute une légitime fierté de voir leur pays, longtemps ignoré du reste du monde, devenir soudain le théâtre d'une sorte de grand cocktail diplomatique où les ennemis d'hier se sourient, et d'un spectacle cosmopolite répercuté aux quatre coins du monde. Mais la « fièvre olympique » n'est pas partagée par tous. Beaucoup de Coréens de la rue ressentent aussi une saturation, sinon un certain agacement à l'égard des J.O. « Il y a sept ans qu'on nous rebat les oreilles avec ces J.O. Ils ont légitimé tous les abus. Aujourd'hui, on ne peut même pas y accéder : la police est partout et on en a marre des contrôles.

Quant aux billets, ils sont l'objet de trafics qui les mettent hors de notre portée. Ce sont les Jeux des riches et des étrangers. Pas les nôtres », dit un commerçant du marché de Pyong-Hwa, non loin du stade de Tongdaemum, où auront lieu notamment les rencontres de football. Soulignant ce sentiment diffus de frustration qui règne dans la population, des journaux critiquent dans leur édition un phénomène qui ne peut qu'« accentuer les antagonismes entre les classes sociales ».

Les billets d'entrée à la cérémonie d'ouverture, qui valaient au marché noir 1,5 million de won au début de l'été, sont passés désormais à 3 millions et 4 millions de won (30 000 et 40 000 F), soit vingt fois le prix initial. Dans les petites annonces des journaux, de curieuses « sociétés » se présentent comme intermédiaires dans ce trafic de billets, beaucoup de grandes entreprises étant prêtes à payer le prix fort pour s'en procurer et les offrir comme cadeau à leurs clients.

Pour l'instant, les affaires tant attendues à l'occasion des J.O. sont loin de s'être matérialisées. « Les étrangers n'ont pas encore ouvert leur porte-monnaie », dit, amère, cette marchande de sacs de contrebande du marché de Namdaemum. Il y a moins de touristes que prévu (on en attendait 250 000) : les hôtels sont loin d'être pleins, et Korean Air, qui a organisé quatre-vingt-dix vols supplémentaires, ne parvient pas à remplir ses avions. Alors qu'il y a un mois, tous les vols étaient complets, on trouve désormais sans grande difficulté des places pour aller ou

revenir de Séoul. Comme il faut bien trouver un coupable, les autorités laissent entendre que c'est la faute des médias japonais qui ont trop parlé des problèmes de sécurité, ce qui a dissuadé les spectateurs nippons de venir. Il semble aussi qu'il y ait moins d'Américains que ne l'escomptaient les organisateurs.

A quelques heures de l'ouverture des J.O., personne ne paraît savoir très bien comment ils se dérouleront. Inquiets de retombées financières incertaines et pour pallier toute déconvenue, les commerçants ont, en tout cas, systématiquement augmenté leurs prix. Le noyau dur des étudiants fait des manifestations sporadiques et plus symboliques qu'efficaces (comme tenter d'arrêter le cortège de la flamme olympique), se réservant peut-être pour des opérations plus spectaculaires à l'intention des journalistes en mal de sensation, ou des athlètes qui, entre deux séances d'entraînement, prennent part aux multiples tours organisés à Pannun-jom, sur le 38<sup>e</sup> parallèle. Dernier stigmate de la guerre froide, Pannunjom est devenu inopinément l'un des grands lieux de tourisme de ces Quatorzièmes Olympiades... Il est recommandé d'y être vêtu correctement, et les femmes ne doivent pas porter de mini-jupe, stipule une note du commandement unifié des forces des Nations unies et des Etats-Unis, afin de ne pas encourager la propagande du Nord sur la « décadence des étrangers ». Le prix de ces excursions de bon ton a aussi augmenté de 15 à 20 %.

PHILIPPE PONS.

### Un entretien avec le président Roh Tae-woo

(Suite de la première page.)

— La présence d'équipes venues de la plupart des pays communistes préfigure-t-elle, selon vous, la normalisation des rapports entre ces pays et votre gouvernement ?

— Les vestiges de la guerre froide disparaissent peu à peu. La participation aux J.O. de l'URSS et d'autres pays communistes facilite les échanges économiques et culturels. Nous avons qui amènent les sportifs à Séoul servent pour la première fois les territoires soviétiques et chinois. La Hongrie va échanger avec nous des délégations permanentes. La signification de ce changement est importante, non seulement pour la Corée, mais pour tous les peuples épris de paix. Cette évolution va dans le droit fil de l'esprit de Pierre de Coubertin, qui, comme les Français, nous aimons et respectons beaucoup.

— Depuis la fin de la guerre de Corée, en 1953, les gouvernements du Sud ont toujours cherché à isoler un maximum le régime du Nord. Vous avez pris le parti contraire. Ce changement n'est-il déjà apporté des résultats tangibles ?

— La division du pays résulte de la rivalité des grandes puissances. Elle contredit la volonté de ses habitants comme l'histoire d'un pays dont l'unité, qui date du VII<sup>e</sup> siècle, a survécu à de nombreuses invasions. Si nous avons cherché à isoler le régime du Nord tout en accroissant nos moyens de défense, c'était dans l'espoir de le voir renoncer à son attitude hostile. Mais cette politique a échoué, et la Corée du Nord est devenue de plus en plus agressive.

— C'est pour cette raison que, le 7 juillet dernier, j'ai fait une déclaration qui vise essentiellement à mettre fin à l'état d'affrontement entre les deux parties du pays et à créer entre elles des liens de coopération. Je suis sûr que de nombreux gouvernements, y compris ceux de Moscou et de Pékin, approuvent cette politique. Dans l'immédiat, la Corée du Nord ne paraît pas prête à donner suite à ma proposition, et elle maintient sa stratégie de base, qui vise à commettre la péninsule entière par la force. Mais il lui sera beaucoup plus difficile de le faire, compte tenu notamment de l'économie écartée entre le rythme de développement du Nord et celui du Sud. Après les J.O., la Corée du Nord n'aura d'autre possibilité que d'accepter ma proposition et, comme le font désormais la plupart des pays communistes, d'ouvrir progressivement sa société, qui reste très renfermée sur elle-même, comme vous avez pu le constater quand vous êtes allés à Pyongyang. Les pays communistes la pousseront certainement dans ce sens.

— De nombreux étudiants, qui se sont heurtés avec violence à la police, vous reprochent de ne pas faire assez d'efforts pour améliorer les relations avec le Nord.

— Il existe actuellement chez les étudiants deux courants à l'égard de la réunification. Le premier, qui est largement majoritaire, réclame avec une passion tout à fait spontanée le retour à l'homogénéité de la nation coréenne. Mon gouvernement partage cette aspiration, qui nous paraît devoir contribuer à l'amélioration des rapports inter-coréens. Une minorité épouse, en revanche, purement et simplement les thèses du Pyongyang sur la dictature de prolé-

triat et la réunification par la force. La plupart des Coréens, qui se souviennent de ce qu'a été la guerre, sont hostiles à ce mouvement. Faute de soutien populaire, il est voué à disparaître progressivement.

— Croyez-vous que la Corée finira par être réunifiée et, si oui, quand et par quelle méthode ?

— Ce n'est pas une tâche qui puisse être accomplie en une fois. Il faut d'abord dissiper la méfiance, grâce au développement du dialogue et des échanges économiques, sociaux et culturels. Les deux parties doivent ensuite lier des liens de coopération qui rétabliront l'homogénéité de la nation, permettant alors de parachever la réunification en



accord avec la volonté de la majorité des Coréens. Ce qu'il faut donc faire désormais est d'éliminer progressivement les obstacles artificiels à cette réunification. Tous les pays du monde, dont l'URSS et la Chine, agissent actuellement dans le sens de l'ouverture et de la coopération. Il est inévitable que la Corée du Nord en fasse autant. Ce qui facilitera à n'en pas douter la réunification.

#### De longues années de dictature

— Votre pays s'est sensiblement démocratisé au cours des derniers mois, mais l'opposition estime qu'il y a encore beaucoup à faire. Considérez-vous que vous disposez d'une autorité suffisante, alors que vous avez été élu avec 36 % seulement des voix et que vous n'avez pas la majorité au Parlement ?

— L'accès mis pendant trente ans sur la sécurité de la République et la rapidité du développement économique ont eu pour effet de limiter les efforts de démocratisation. Pendant de longues années, la politique intérieure coréenne a été caractérisée par la dictature, par un pouvoir personnelisé et par la contestation du régime en place par l'opposition et la population. Cette contestation n'a plus de raison d'être depuis le 29 juin de l'année dernière, date à laquelle les appels en faveur de plus de liberté et d'un respect complet des droits de l'homme ont été entendus. La nouvelle Constitution a été approuvée par référendum et l'élection du président de la République au suffrage universel institué.

— Comme nous n'avons pas ici de deuxième tour, contrairement à ce qui se passe en France, et qu'aucun

des quatre candidats n'a obtenu la majorité absolue, j'ai été tout à fait régulièrement élu, puisque j'étais en tête avec 36,7 % des voix. Aux législatives, les partis de l'opposition ont obtenu plus de voix que le parti au pouvoir, ce qui pose parfois des problèmes. Mais l'existence d'une opposition puissante facilite la démocratisation, dans la mesure où elle impose le dialogue et le compromis.

— La plupart des pays d'Europe ont mis cent ou deux cents ans à rattraper leur démocratie. Les Coréens ont hérité de l'impérialisme et de tout de suite une démocratie complète de type américain ou européen, le fait est que les partis d'opposition, qui refusaient autrefois la concertation, l'acceptent à présent et que nous avons établi avec eux des liens de partenariat qui correspondent à l'esprit d'une démocratie évoluée.

— La Législation du Parti communiste sera-t-elle un jour consensuelle ?

— La Constitution autorise la formation d'un parti socialiste. Les Coréens n'accepteront pas celle d'un parti communiste aussi longtemps qu'il préconiserait la révolution par la violence ou la lutte des classes, car ils n'ont pas oublié les épreuves de la guerre. Un parti communiste ne pourra être autorisé qu'après un changement complet des mentalités ou de l'environnement politique.

— Comment voyez-vous l'évolution de la situation dans cette partie du monde ? Imaginez-vous l'avenir en termes de rivalité entre le Japon, la Chine et les autres « dragons » de la région, ou bien croyez-vous que leur coopération se développera en une sorte de marché unique comparable à la CEE ?

— Les pays d'Asie du Nord-Est font traditionnellement partie d'une même zone culturelle, et leur développement à long terme suit un processus identique. Mais aujourd'hui le niveau de ce développement est très inférieur. Il est donc difficile de prévoir une intégration rapide de leurs économies sur le modèle de ce qui s'est fait en Europe. Il faut d'abord développer entre eux des liens de coopération mutuelle. Si cela se passe bien, ils rejoindront à la fin de ce siècle ou au début du prochain la nécessité d'institutions régionales dont je suis convaincu qu'elles contribueront beaucoup à promouvoir la prospérité mondiale.

#### « Savoir relever les défis »

— Où en sont les relations de la Corée avec la France ? Que ressentent-vous devant la perspective du grand marché européen de 1993 ?

— Nos relations bilatérales remontent à plus d'un siècle, et je suis heureux de constater qu'elles ne cessent de se développer dans tous les domaines. Je voudrais ajouter que les jeunes Coréens s'intéressent de plus en plus à la culture française.

— Le taux annuel moyen d'accroissement de nos échanges commerciaux depuis cinq ans a été de 28 %, ce qui est considérable. Pour les huit premiers mois de cette année, il est de près de 70 % par rapport à 1987, soit une somme de 1,7 milliard de dollars.

### Pouchkine ce soir à Apostrophes.

**Patrick Besson.**  
**La statue du commandeur.**

ALBIN MICHEL

Patrick Besson, la statue du commandeur. Roman. Albin Michel.

مكتبة الأصيل



## Asie

### Les inondations au Bangladesh

#### A qui la faute ?

Au Bangladesh, le nombre des victimes des inondations s'aggrave quotidiennement et c'est déjà par centaines de milliers que se chiffrent officiellement les cas de diarrhée et de dysenterie. Outre les appels répétés à l'aide internationale, le président Ershad a demandé à plusieurs organisations et personnalités internationales, et notamment à M. Mitterrand, d'appuyer son projet d'une conférence d'experts chargés d'étudier les causes et les conséquences des inondations qui affectent régulièrement son pays.

25 ou 30 millions de sans-abri (sur une population totale d'environ 100 millions de personnes) ; 100 000 kilomètres carrés (sur une superficie totale de 144 000 kilomètres carrés) sous les eaux pendant plusieurs jours ou plusieurs semaines ; 15 000 kilomètres carrés de rizières détruits et 20 000 autres très endommagés ; 600 000 maisons détruites et 1 500 000 autres plus ou moins dévastées ; 30 000 kilomètres de routes disparus, auxquels s'ajoutent les voies ferrées, les ponts et les digues détruits. Ces chiffres effrayants conduisent forcément à s'interroger sur les causes d'une catastrophe de cette ampleur.

La première est la présence, dans ce petit pays guère plus grand que la Grèce, du Gange, du Brahmapoutre et du Meghna. A eux trois, ces fleuves drainent l'eau qui tombe sur 2,5 millions de kilomètres carrés situés en Inde, au Népal et en Chine. Et une bonne partie de ces bassins versants reçoit de très abondantes pluies de mousson d'été. Les débits sont donc extrêmement importants, avec des maxima de 70 000 mètres cubes par seconde pour le Gange et pour le Brahmapoutre, de 13 000 mètres cubes pour le Meghna. Les pluies de mousson tombées cette année sur les trois bassins versants ayant été, semble-t-il, les plus fortes qu'on ait enregistrées depuis soixante ans, on peut penser que les débits ont dépassé ces valeurs maximales. Par comparaison, le débit de la Seine à Paris est de 300 mètres cubes par seconde en moyenne et de 2 500 mètres cubes en période de crue...

#### Démographie et érosion

En outre, la pente du Gange et du Brahmapoutre est extrêmement faible. L'un et l'autre sont à l'altitude de 2,2 mètres lorsqu'ils entrent au Bangladesh, et ils ont encore 400 ou 450 kilomètres à parcourir avant de se jeter dans le golfe du Bengale. Sur ces parcours, leur pente est donc de l'ordre de 0,05 pour 1 000. L'eau coule vers la mer très paresseusement et encore faut-il que les fleuves de hautes terres ne soient pas obstrués par la pollution ou la coupe de la forêt. Or la nouvelle lune — période de vive eau — tombait le 11 septembre.

La seconde cause du désastre est l'extraordinaire densité de la population du Bangladesh : environ 700 habitants au kilomètre carré, alors que celle de la France, par exemple, n'est que

de 100 habitants au kilomètre carré. Tout le pays, ou presque, est donc couvert de villages ou de villes.

Lorsque survient une catastrophe semblable, tout le monde cherche à l'expliquer par des idées simples, de préférence anthropologiques. Ainsi, au Bangladesh, accuse-t-on l'Inde d'être responsable : les Indiens ont édifié plusieurs barrages tout autour du Bangladesh, malgré l'opposition des autorités successives de Dacca. C'est méconnaître totalement la réalité des chiffres. Que peuvent des barrages contre des débits pareils ? Rien. Tout au plus fournissent-ils des kilomètres et alimentent-ils des réseaux d'irrigation.

Autre accusation classique : la déforestation des flancs sud de l'Himalaya. Certes, la coupe des arbres va bon train au Népal et en Inde : la population, en augmentation constante, a de plus en plus besoin de bois de feu — elle ne peut se payer d'autre combustible — de plus en plus de terres à cultiver et de prairies où mettre le bétail. Peut-être cette déforestation joue-t-elle un rôle en mettant à nu des sols dont les débris sont entraînés vers l'avant par l'érosion violente des eaux et exhaussent les lits des cours d'eau.

Mais est-ce bien sûr ? L'Himalaya est un système très jeune qui « monte » toujours. Il est donc loin d'avoir atteint ses profils d'équilibre, et l'érosion purement naturelle y est extrêmement active. On s'en rend compte à l'œil nu lorsque l'on voit les gorges vertigineuses qui entaillent l'Himalaya, le Karakorum ou le Ladakh sur des centaines de mètres de hauteur. Cette érosion naturelle suffit, à elle seule, à entraîner vers l'avant des quantités énormes de débris arrachés à ces hautes montagnes.

Enfin, les crues très importantes qui ont marqué ces dernières années peuvent être dues à des variations naturelles de la circulation atmosphérique (et de la circulation océanique) causées par des facteurs encore mal compris.

Que peut-on faire pour éviter que pareille catastrophe ne se répète ? Rien ne peut influencer le débit des cours d'eau ni la topographie du pays. Tout au plus songe-t-on à utiliser les rares points « hauts » comme autant d'îlots-refuges temporaires sur lesquels une partie seulement de la population pourra trouver asile...

Le retour des eaux à leur niveau habituel ne va pas mettre fin à la situation catastrophique du Bangladesh. Dans les semaines et les mois à venir, ce malheureux pays — un des plus pauvres du monde — va être victime de la faim et de maladies (choléra, dysenterie, amibiase, typhoïde, hépatite virale, polio-myérite, filariose, dengue, malaria) liées à l'eau. Certes, toutes ces maladies sévissent au Bangladesh à l'état chronique. Mais elles vont, sans nul doute, se développer dangereusement. Quant à la famine, les autorités la craignent déjà puisqu'elles ont demandé à la communauté internationale 3 millions de tonnes de céréales et 5 000 tonnes de semences.

YVONNE REBEYROL.

## Proche-Orient

### La répression anti-kurde en Irak place M. Perez de Cuellar dans une position délicate

Le Parlement européen a très violemment condamné, jeudi 15 septembre, l'extermination de milliers de civils kurdes en Irak par des armes chimiques, « qui n'est pas loin d'atteindre les dimensions d'un génocide ». Dans une résolution adoptée à la quasi-unanimité de ses membres, le Parlement demande aux Douze de « suspendre immédiatement toute livraison d'armes à l'Irak ainsi que l'exportation de substances chimiques et d'équipements pouvant être utilisés pour produire des armes chimiques ».

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

La tournure prise par l'affaire kurde met le secrétaire général de l'ONU dans une situation particulièrement délicate. Plusieurs membres importants du Conseil de sécurité, les Etats-Unis en tête, affirment disposer de renseignements suffisamment solides pour accuser l'Irak d'avoir gazé des villages kurdes. Or la Turquie soutient le contraire et refuse à l'avance de recevoir les experts désignés. Si seul le secrétaire général a le pouvoir de décider de l'envoi d'une mission d'enquête, les pays concernés peuvent, eux, refuser de la recevoir.

En tout état de cause, une enquête de l'ONU ne saurait être envisagée sans la coopération des autorités des pays visités. Aussi est-il fort peu probable, dans la situation actuelle, que M. Perez de Cuellar ordonne officiellement une enquête, car il se heurterait au refus des pays concernés, à des exigences irakiennes qu'il lui serait malaisé de satisfaire.

Parallèlement, M. Giscard d'Estaing a demandé, dans une question écrite, à M. Roland Dumas « s'il dispose d'informations précises sur l'utilisation de l'arme chimique par les forces armées irakiennes contre la population kurde », estimant que « cet emploi, s'il était confirmé, (...) devrait être formellement condamné par la France ».

A l'ONU, à la suite de la demande d'enquête formulée par douze pays occidentaux — les Pays-Bas et la Belgique s'étant

Cependant, l'insistance avec laquelle les douze pays occidentaux demandent l'enquête en question ne saurait laisser le secrétaire général indifférent, et il sera intéressant d'étudier la voie qu'il aura choisie pour sortir du piège créé par une configuration diplomatique particulièrement complexe.

#### Le nucléaire du pauvre

L'insistance des Etats-Unis à expliquer, en partie, par un formidable regain d'intérêt de la presse américaine pour ce que le *Wall Street Journal*, appelle, dans un article publié en première page, « le nucléaire du pauvre », qui ferait désormais très peur au Pentagone et désormais très peur aux médias, est un véritable battage, dit notamment à l'effet d'entraînement, qui a fait dire, le jeudi 15 septembre, au représentant de la Ligue arabe à l'ONU, M. Clovis Makoud, que « les intérêts sionistes ont déclenché

joint à la demande faite par dix autres pays (le *Monde* du 15 septembre), — une équipe d'experts a été désignée mais ne sera déployée dans la région qu'avec l'accord des pays concernés. M. Perez de Cuellar s'est entretenu avec les représentants turc et irakien à ce propos. Alors que la Turquie considère toute inspection des camps de réfugiés kurdes sur son territoire comme « inopportune », l'Irak a adopté une attitude ambiguë, se disant prêt à recevoir les experts, mais « à certaines conditions » et si cela n'est pas « en contradiction avec la souveraineté irakienne ».

devrait pas être institutionnalisée, et qu'elle devrait s'appliquer à des situations exceptionnelles, limitées à l'appréciation du secrétaire général. Au passage, ces gouvernements font remarquer que l'interdiction des armes chimiques fait partie d'une procédure générale sur le désarmement, actuellement en cours à Genève et qu'il est inopportun de diluer les responsabilités entre les négociations de Genève et le Conseil de sécurité.

Pour ajouter à la complexité de la situation, l'Irak demande que les négociations sur le paix dans le golfe Persique soient transférées à Genève, à New-York, où la présence permanente du secrétaire général des Nations unies lui paraît constituer une possible garantie de succès. Irrités par ce qu'ils considèrent comme une « campagne américaine contre l'Irak », les dirigeants de Bagdad refusent d'envisager des « négociations approfondies » sur le sol américain. Or M. Perez de Cuellar, soucieux de ne pas laisser les discussions s'enlisent, souhaiterait effectivement leur transfert au siège des Nations unies.

CHARLES LESCAUT.

### L'élection présidentielle libanaise Intenses tractations américano-syriennes à Damas

BEYROUTH  
de notre correspondant

Les Libanais vivent, depuis quarante-huit heures, les yeux braqués sur les entretiens du secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Richard Murphy, à Damas, avec les dirigeants syriens. De ces conversations dépend entièrement le sort de l'élection d'un président libanais pour succéder à M. Amine Gemayel. Un black-out total les entoure.

Arrivé mardi soir dans la capitale syrienne, accompagné d'une forte délégation, l'ambassadeur de Washington a déjà rencontré trois fois le vice-président syrien, M. Abdel-Alim Khaddam, chargé du dossier libanais pour le compte de son pays, le ministre des affaires étrangères, M. Farouk El Charrach, et le ministre de l'économie et du commerce extérieur, M. Mohamed Inadi. Quinze heures d'entretiens en tout, dont huit avec M. Khaddam.

Mais M. Murphy n'a toujours pas été reçu par le président Hafez El Assad. Une éventuelle rencontre dépend du résultat des négociations en cours : s'il est positif, le chef de l'Etat syrien entrera en scène pour les parachever et les concrétiser. Sinon, ce sera la rupture et, pour le Liban, la vacance de la présidence de la République.

Rarement présidentielle libanaise sera à ce point passée au-dessus de la tête des Libanais, pourtant habi-

tués à ce qu'elle soit télévisée de l'étranger. En l'absence d'informations précises, les spéculations sur les pourparlers de Damas agitent tout le monde politique de Beyrouth, dépassant par des événements qui se déroulent en dehors de lui et dont il n'arrive à rien savoir. Elles permettent toutes les interprétations. En particulier, la longueur et le rythme des entretiens sont autant considérés comme signes de complication difficilement surmontables que comme l'indication d'un progrès. « Sinon, ajoute-t-on, que signifiaient toutes ces heures de palabres ? »

On croit savoir, néanmoins, que le volet régional de la négociation se rapporte principalement au rôle de la Syrie vis-à-vis des Palestiniens dans une éventuelle conférence internationale sur le Proche-Orient, et le volet libanais, à la définition des grandes lignes d'une réforme institutionnelle en échange de l'acceptation par Damas d'un président de compromis.

On note aussi deux interventions arabes dans un sens de conciliation : celle de l'Arabie Saoudite, dont l'homme de confiance, le milliardaire libano-saoudien Rafik Hariri, est arrivé jeudi à Damas, où il a rencontré M. Murphy durant deux heures ; celle de l'Algérie, dont le président, M. Chadli Benjedid, a eu un entretien téléphonique avec son homologue libanais, M. Amine Gemayel, à l'initiative de ce dernier.

LUCIEN GEORGE.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Chypre

Les chefs des deux communautés entament leurs négociations

Conformément à l'accord intervenu entre eux le 24 août à Genève, où ils s'étaient rencontrés sous l'égide du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, les chefs des deux communautés chypriotes se sont retrouvés, jeudi 15 septembre, à Chypre, pour tenter, pendant deux jours, de jeter les bases d'une négociation sur l'avenir de l'île.

Les discussions se sont ouvertes, jeudi, au Ledra Palace, un ancien hôtel situé dans la zone-tampon contrôlée par les « casques bleus » de l'ONU entre les deux secteurs de l'île. Elles devaient se poursuivre vendredi, également dans la zone-tampon.

Les présidents George Vassiliou et Rauf Denktaş devaient se retrouver chez le représentant personnel de M. Perez de Cuellar, M. Oscar Camilleri, pour évoquer en tête à tête les questions de fond. La première séance de discussion, en présence de leurs collaborateurs, avait été consacrée, jeudi, à des questions de procédure.

#### Grèce

M. Papandréou, fait annoncer son divorce

Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, a l'intention d'entamer une procédure de divorce dès son retour en Grèce, a annoncé, jeudi 15 septembre, le porte-parole du gouvernement grec, M. Sotiris Costopoulos. M. Papandréou, soixante-neuf ans, est hospitalisé à Londres depuis le 27 août. Il doit être opéré d'un rétrécissement de l'aorte. Des complications ont entraîné un report de l'opération, qui sera sans doute effectuée la semaine prochaine.

La vie privée du premier ministre domine la scène politique grecque depuis qu'Andreas Papandréou a été photographié main dans la main avec sa maîtresse, l'ancienne hôtesse de l'air Dimitra Liani, trente-quatre ans, l'air d'être en pleine forme. Cette photo est venue officialiser une liaison qui est connue depuis près d'un an. Cet été, le bureau de M. Papandréou avait informé les diplomates que le nom de sa femme, Margaret, d'origine américaine, ne devait plus figurer sur les invitations officielles.

M. Papandréou fait face à des élections en juin prochain. Son parti, le mouvement socialiste panhellénique, s'inquiète des éventuelles conséquences de cette situation familiale sur le corps électoral.

#### Hongrie

Plaidoyer pour le multipartisme « à longue échéance »

« Il serait nécessaire, à longue échéance, d'instaurer le multipartisme en Hongrie... L'auteur de cette phrase n'est autre que le chef de l'Etat hongrois, M. Bruno Straub, qui estime, dans un entretien publié, jeudi 15 septembre, par l'hebdomadaire économique HVG, que le multipartisme constituerait « une situation saine ».

M. Straub, qui a pris ses fonctions — essentiellement protocolaires — en juin dernier, et qui n'est pas membre du Parti socialiste ouvrier (PSZH, communiste) au pouvoir — a été autorisé depuis 1989, — a cependant déclaré que, « à l'heure actuelle, un système multipartite ne serait pas approprié ».

Depuis plusieurs mois, les dirigeants hongrois prônent une reconstruction du Parti communiste. M. Karoly Grosz, président du conseil et numéro un du PC, n'a, lui-même, pas exclu l'hypothèse d'un système multipartite dans un avenir lointain. Mais il souhaite obtenir les « avantages indéniables » d'un tel système par le biais d'un « pluralisme socialiste » au sein du parti unique.

Plusieurs mouvements indépendants, créés depuis un an en Hongrie, espèrent obtenir leur légitimation grâce à une loi sur les rassemblements et associations que le Parlement doit examiner en décembre.

#### URSS

Des révélations sur la chute de Khrouchchev

La destitution de Nikita Khrouchchev en octobre 1964 avait été préparée par un petit groupe de personnes dirigé par Alexandre Chelapine, alors secrétaire du parti, et Vladimir Semichastny, chef de la police secrète (KGB), affirme dans le numéro de la *Literaturny Gaze* paru cette semaine à Moscou, selon Reuters, l'écrivain Fodor Bouratski, qui conseillait à l'époque le chef du parti.

Le groupe, écrit-il, « se réunissait dans les endroits les plus insaisissables, assis souvent dans des stades, lors de matches de football, pour mettre au point le complot (...) ». On ignore encore quand Chelapine s'est entendu avec Sousslov et Brejnev, mais l'on sait que la séquence des événements était la suivante : lui d'abord, eux ensuite. L'auteur révèle encore que Chelapine avait présenté à Brejnev un programme proposant, entre autres, de revenir à une « discipline rigoureuse » et d'en finir avec la coexistence pacifique.

### Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Faure (1969-1982) André Laurens (1982-1985)  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, Jondatour.  
Administrateur général : Bernard Woult.  
Rédacteur en chef : Daniel Verneil.  
Correspondant en chef : Claude Salas.  
ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 — Tapez LEMONDE code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél : MONDPUB 286 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27  
Tél : MONDPAR 850572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-61

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 371 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changement d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande dans une lettre avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

#### DURÉE CHOISIE

3 mois ☐  
6 mois ☐  
9 mois ☐  
1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



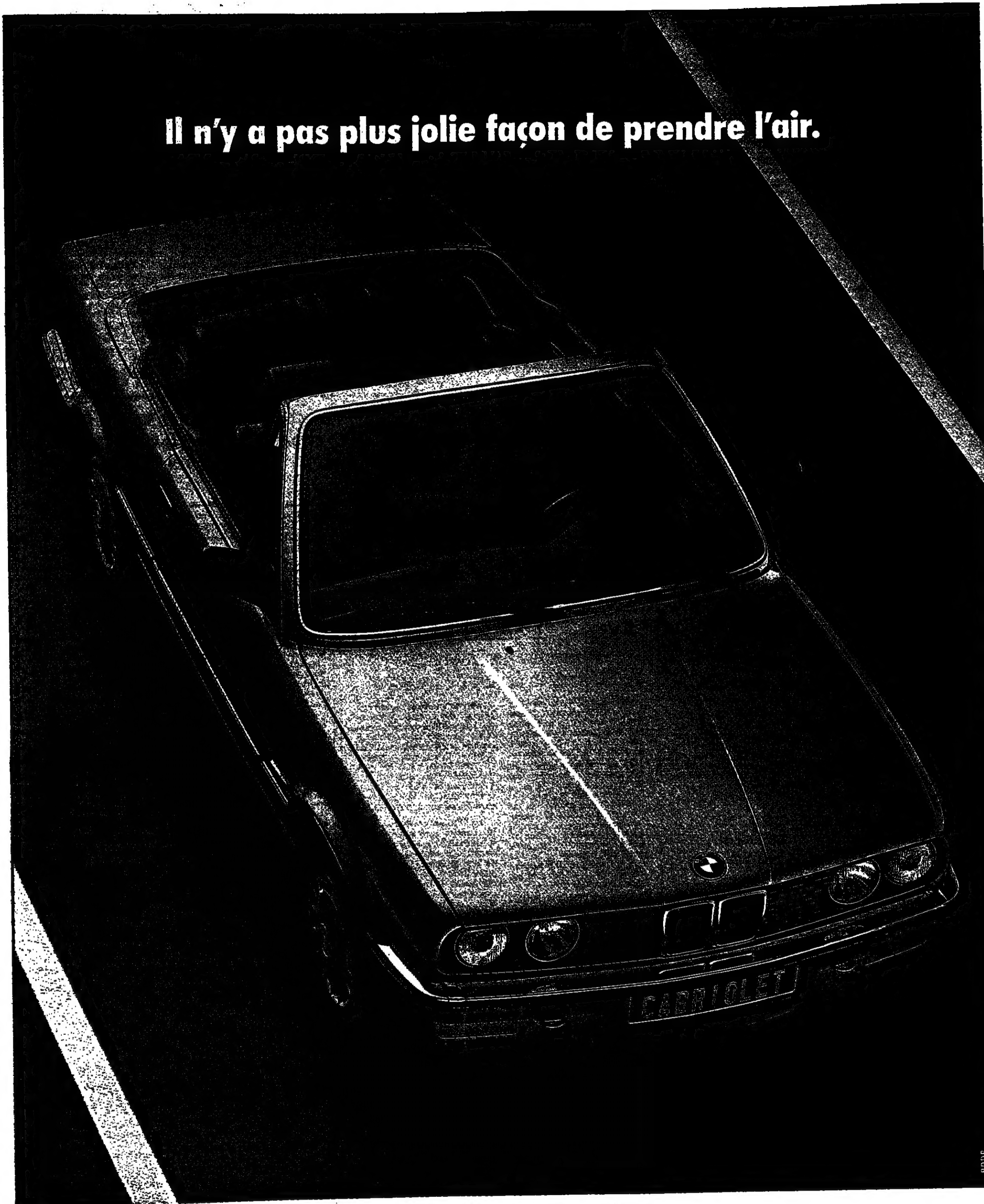
font  
de en Irak  
une position délicate

Le monde est en train de changer. Les frontières sont floues, les alliances sont fragiles. Dans ce monde en mouvement, la BMW Cabriolet Série 3 est une présence rassurante. Elle incarne l'élégance, la performance et la fiabilité. C'est une voiture qui vous accompagne partout, dans toutes les circonstances. Elle est conçue pour vous offrir le meilleur de l'automobile : le plaisir de conduire. Avec sa silhouette sportive, ses lignes épurées, elle est une véritable œuvre d'art. Et avec ses performances exceptionnelles, elle est aussi un véritable outil. C'est la BMW Cabriolet Série 3, la voiture qui vous fait sentir la liberté.

# A TRAVERS LE MONDE

Le monde est en train de changer. Les frontières sont floues, les alliances sont fragiles. Dans ce monde en mouvement, la BMW Cabriolet Série 3 est une présence rassurante. Elle incarne l'élégance, la performance et la fiabilité. C'est une voiture qui vous accompagne partout, dans toutes les circonstances. Elle est conçue pour vous offrir le meilleur de l'automobile : le plaisir de conduire. Avec sa silhouette sportive, ses lignes épurées, elle est une véritable œuvre d'art. Et avec ses performances exceptionnelles, elle est aussi un véritable outil. C'est la BMW Cabriolet Série 3, la voiture qui vous fait sentir la liberté.

Il n'y a pas plus jolie façon de prendre l'air.

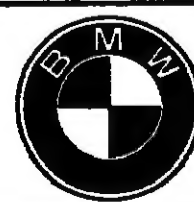


Clic. Clac. En quelques secondes, la capote de votre superbe cabriolet BMW Série 3 disparaît totalement dans un logement prévu à cet effet. Le soleil inonde maintenant l'habitacle, rien ne heurte plus votre regard. L'esthétisme est pur. Les BMW de la Série 3 font partie de ces automobiles sur lesquelles on se retourne. Regardez-les de profil. Éléance des proportions, dynamisme de la ligne, pureté

de la silhouette, qu'elle soit en 2 ou 4 portes, la beauté est fonctionnelle. Regardez maintenant la calandre légendaire, les pare-chocs reconconditionnables dont la technologie est issue de la série 7, les phares ellipsoïdaux, petits et ronds, critères d'esthétique automobile, qui ont des performances 30 % supérieures aux autres. Vous avez là, devant vous, une pure BMW. Continuez à en faire le tour et vous trouve-

rez que les BMW de la Série 3 méritent la plus belle série de superlatifs. Vous voulez admirer l'intérieur ? Allez-y entrez.

**Cabriolet  
Série 3**



هكذا من الأصل



## Amériques

CHILI : la campagne du plébiscite

## Les excès verbaux du général Pinochet

SANTIAGO-DU-CHILI  
de notre correspondant

Quand le général Pinochet improvise, son entourage tremble, car le chef de l'Etat s'abandonne parfois à des excès verbaux difficiles à rattraper. C'est précisément ce qui s'est produit, mercredi 14 septembre, à l'occasion d'un repas de camaraderie de généraux du cadre de réserve. Entre la poire et le fromage, le président de la République a prononcé une allocution brève, mais très remarquée.

« Malheureusement, ce plébiscite permet de prendre la mesure de la loyauté de certains. Il est douloureux de constater que des gens auxquels nous avons rendu la main nous donnent maintenant un coup de poignard dans le dos. » Ces propos désabusés servent de prétexte à une attaque très dure contre d'anciens collaborateurs du pouvoir, jamais nommés, qui appellent aujourd'hui à voter « non » le 5 octobre.

« Quelle crédibilité peut avoir une dame à laquelle j'ai permis de ne rien faire pendant quatre mois pour qu'elle puisse se réconcilier avec son mari, que j'ai ensuite laissée voyager pour qu'elle se change les idées ? » La dame en question est M<sup>lle</sup> Liliana Mahu, qui fut secrétaire d'Etat au tourisme pendant les premières années du régime militaire. En 1980, M<sup>lle</sup> Mahu s'est éloignée, estimant que « les principes du 11 septembre 1973 (date du coup d'Etat) n'ont pas été respectés ». Il y a quelques mois, elle a fait partie d'un groupe de personnalités ayant constitué le Comité des indépendants pour la démocratie, qui a finalement décidé de dire « non » au général Pinochet.

Déclarations et manifestations se multiplient au Chili à la veille du plébiscite qui doit avoir lieu le 5 octobre. La police chilienne a arrêté, jeudi 15 septembre, cent quarante personnes lors d'une « protestation » contre le banissement de deux dirigeants syndicaux qui avaient appelé à la grève générale. Isabel Allende, fille du président défunct, a, d'autre part, annoncé le retour d'exil de son frère le 24 septembre. Hortensia Bussi était partie au Mexique le lendemain du coup d'Etat du 11 septembre 1973. Enfin, une délégation officielle de députés français sera présente au Chili le jour de la consultation, à l'initiative du président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius. Elle devrait être dirigée par M<sup>me</sup> Yvette Roudy, député PS de l'Orne, et comprendre des représentants de l'opposition.

lement décidé de dire « non » au général Pinochet.

« Un bâtarde »

M. Federico Willoughby est, lui aussi, un « indépendant pour la démocratie ». Ancien attaché de

presse de la présidence, il a rejoint l'opposition au milieu des années 80, estimant, comme M<sup>me</sup> Mahu, que « l'idéal de la libération nationale » avait été délaissé au profit d'un pouvoir personnel. Souffrant d'un cancer depuis plusieurs années, M. Willoughby est, pour le chef de l'Etat, « un bâtarde à qui j'ai sauvé



la vie, qui me disait : « Je vais mourir, je n'en ai plus pour longtemps. » Eh bien, dommage qu'il ne soit pas mort ! »

Une autre cible de l'ire présidentielle, désignée en termes sibyllins : « une dame qui nous a attaqués et va sûrement le faire à nouveau ». Il s'agit, selon toute vraisemblance, de Monica Madariaga, apparue au général Pinochet et, jusqu'à sa « défection » en 1984, l'une des figures de proue de son gouvernement. Après le ministère de la justice, d'où elle joua un rôle de premier plan dans la rédaction de la nouvelle Constitution, elle occupa celui de l'éducation, qu'elle abandonna après avoir tenté, sans succès, de mettre fin à l'intervention militaire à l'Université, c'est-à-dire à la nomination des recteurs par les autorités. Aujourd'hui, elle décide de voter « non ». M<sup>me</sup> Madariaga estime que son « oncle Augusto » n'est pas disposé à passer la main.

L'irritation du général Pinochet est compréhensible, car ces « transfuges » ne sont pas suspects de marxisme-léninisme, même si le chef de l'Etat, en guise de conclusion à son improvisation, affirme que « ceux qui disent lutter contre la dictature préparent en fait la dictature du prolétariat ». Cette opposition est plutôt rassurante pour les électeurs indécis, courtisés assidûment par les deux camps.

Les propos du candidat ont causé une gêne certaine chez ses partisans, et une jubilation non dissimulée chez les opposants. « Voilà le vrai visage du général Pinochet, qui ne trompe personne avec ses faux airs de démocrate », s'est exclamé M. Patricio Aylwin, président de la démocratie chrétienne.

GILLES BAUDIN

CANADA : les suites du conflit sur la pêche

## Ottawa souhaite éviter les remous à la veille d'une campagne électorale

MONTREAL  
de notre correspondante

Le gouvernement canadien n'avait toujours pas officiellement réagi, le jeudi 15 septembre, à l'interruption des négociations, annoncée trois jours plus tôt par Paris, dans l'interminable conflit franco-canadien sur la pêche.

Le geste de la France a indéniablement surpris Ottawa, qui semble vouloir éviter des remous autour de ce dossier au moment où le Canada s'apprête à entrer en campagne électorale.

Le premier ministre, M. Brian Mulroney, qui a convoqué mardi un cabinet restreint sur ce sujet, ne devait prendre position que vendredi au plus tôt, à l'issue de la réunion de quatre jours de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord (OPANO), chargée de régler la pêche à l'esturgeon de la zone économique canadienne des 200 milles marins.

Le Canada souhaite que les douze membres de cette organisation (la France y est représentée à travers la CEE) entérinent un rapport scientifique concluant à la nécessité de réduire l'effort de pêche au sud de Terre-Neuve et de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour stabiliser les réserves de morue qui s'y trouvent. Une partie de cette zone, dite « 3 P », est précisément celle que la France et le Canada se disputent. C'est aussi la seule région, où les pêcheurs français peuvent encore lever leur chalut, le Canada ne leur ayant attribué cette année aucun quota ailleurs. On s'attend toutefois que la CEE refuse d'approuver ce rapport, dont la France conteste les conclusions.

Dans toute cette affaire, les habitants des îles Saint-Pierre-et-Miquelon ont surtout retenu la décision du gouvernement français, annoncée mercredi, d'autoriser un armateur de Saint-Malo à envoyer deux chalutiers-usines dans la zone litigieuse. Au cours de la dernière saison de pêche, les bateaux de l'archipel, seuls présents dans ces eaux où le Canada les confinait, n'avaient pas trouvé suffisamment de morue pour alimenter les deux usines de l'archipel, qui avaient dû mettre leurs employés au chômage technique.

Le président du syndicat CFTC des marins-pêcheurs a averti qu'il envisageait « le recours à la violence » pour s'opposer à l'arrivée des chalutiers métropolitains, qui menacent de priver les habitants

Remaniement ministériel

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a, d'autre part, procédé, jeudi, à un remaniement ministériel visant « à refléter de nouvelles réalités avant l'annonce d'élections générales », attendue d'une semaine à l'autre. Les modifications apportées montrent qu'il s'agit aussi de rééquilibrer le poids de chaque province au sein du cabinet avant le prochain scrutin. M. Mulroney avait tout d'abord à remplacer deux de ses ministres les plus âgés, John Wise (agriculture) et George Hees (affaires indiennes), qui avaient tous deux exprimé le désir de se retirer de la vie politique. Le portefeuille du premier va au numéro deux du cabinet, M. Donald Mazankowski, déjà vice-premier ministre, président du conseil privé, chargé en outre des privatisations. Le maroquin du second revient désormais à Gerald Merrithew, représentant les provinces atlantiques.

Deux secrétaires d'Etat ont été promus au rang de ministre pour donner plus d'importance à leur charge : les forêts pour le député de la Colombie britannique, Gerry Saint-Germain, et le multiculturalisme pour M. Gerry Weiner, un des élus de Montréal. Enfin, deux députés de l'Ontario, où le Parti conservateur de M. Mulroney n'a guère la faveur de l'électorat, font leur entrée dans le cabinet à titre de secrétaires d'Etat, M<sup>me</sup> Shirley Martin (transports) et M. John McDermid (logement).

Ce remaniement intervient le jour de la publication d'un sondage donnant 37 % des intentions de vote au Parti conservateur, contre 33 % au Parti libéral et 27 % au Nouveau Parti démocratique. C'est la première fois depuis plus de deux ans que les conservateurs détiennent une avance substantielle, qui leur donne l'espoir de constituer un gouvernement majoritaire à l'issue des prochaines élections.

MARTINE JACOT.

ÉTATS-UNIS

## Polémique sur l'incapacité de M. Reagan durant l'« Irangate »

Washington. — Au début de l'année 1987, affirme un ancien fonctionnaire de la présidence, M. James Cannon, certains collaborateurs du président Reagan auraient envisagé sa révocation.

La majorité de la vingtaine de fonctionnaires interrogés par M. Cannon lui auraient dit à l'époque « combien le président était incapable ». Ils ne disaient qu'il était paresseux, qu'il ne lisait pas les rapports qu'on lui présentait, même de courts documents. M. Reagan ne venait pas travailler, et tout ce qu'il souhaitait, c'était regarder des films à la télévision dans ses appartements.

À la suite de ces entretiens, M. Cannon affirme avoir rédigé, le 1<sup>er</sup> mars 1987, à l'attention du secrétaire général de la Maison Blanche, M. Howard Baker, un mémorandum soulignant la possibilité de révoquer le président pour incapacité mentale.

Aux termes du vingt-cinquième amendement de la Constitution américaine, le chef de l'Etat peut en effet être relevé de ses fonctions si le vice-président et une majorité du gouvernement estiment qu'il est « incapable d'assumer les pouvoirs et devoirs de sa fonction ». En ce cas, le vice-président

assure par intérim la vacance du pouvoir. Ces révélations, contenues dans le livre de deux journalistes, Jane Meyer (Wall Street Journal) et Doyle McManus (Los Angeles Times), intitulé *Landslide: The Undoing of the President 1984-1988* (Défaite : la décomposition d'un président), ont provoqué de vives réactions dans l'entourage du président.

M. Baker confirme que M. Cannon avait soulevé une question légitime, mais que, pour sa part, il n'avait jamais envisagé de faire appliquer l'amendement prévu dans la Constitution. « Je n'ai jamais eu le moindre doute concernant ses aptitudes mentales », a déclaré M. Baker dans une entrevue au Los Angeles Times.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a démenti ces informations, attribuant cette « fiction » à des collaborateurs mécontents de leur licenciement. « C'est totalement inexact. J'étais là à cette époque. Le président s'occupait des affaires de l'Etat comme à l'accoutumée », a déclaré M. Fitzwater, en indiquant que M. Reagan n'était absolument pas préoccupé par ces révélations. — (AFP, Reuters.)

## Quota en hausse pour les réfugiés indochinois

Le nombre de réfugiés indochinois admis aux Etats-Unis devrait fortement augmenter au cours de la prochaine année budgétaire qui débute le 1<sup>er</sup> octobre. D'après le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, qui témoignait, mardi 13 septembre, devant le comité du Sénat, le président Reagan a fixé à cinquante-trois mille le nombre de réfugiés vietnamiens, laotiens et cambodgiens pouvant être accueillis par les Etats-Unis l'an prochain. La limite, pour l'année budgétaire 1987-1988, avait été fixée à trente-huit mille.

Le nombre de « boat-people » arrivés dans les pays de l'Asie du Sud-Est au cours des derniers mois est en forte augmentation (le Monde du 15 septembre). Cette recrudescence a donné lieu, notamment en Thaïlande, à des manifestations d'impudence de la part des autorités et, parfois, à des développements dramatiques.

Les gouvernements de ces pays, qui hébergent les réfugiés indochinois dans des camps, mais sur une base temporaire, s'irritent de l'accroissement du nombre de réfugiés dits de « longue durée » : ceux

qui ne trouvent pas de pays d'accueil et qui croupissent dans les camps, parfois pendant plusieurs années.

Dans tous les cas, ces gouvernements estiment que les démocraties occidentales ne les débarrassent pas assez vite d'un « fardeau » sans cesse renouvelé depuis plus de dix ans.

● **NICARAGUA** : la Contra accepte de rencontrer des Sandinistes. — Au lendemain d'une réunion avec le secrétaire d'Etat américain M. George Shultz, les principaux responsables de la Contra ont annoncé, jeudi 15 septembre à Washington, qu'ils acceptaient de rencontrer des représentants du gouvernement sandiniste nicaraguayen afin de préparer la reprise des négociations interrompues le 9 juin dernier à Managua. La Résistance nicaraguayenne, organisation politique de la Contra, a proposé qu'une rencontre préliminaire se tienne du 26 au 28 septembre au Costa Rica, en République dominicaine ou au Guatemala, pays également proposés par le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega. — (AFP.)

## Diplomatie

Après la rencontre Dumas-Arafat

## M. Shamir critique M. Mitterrand

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a critiqué, jeudi 15 septembre, le président français Mitterrand à la suite de la rencontre, la veille à Strasbourg, entre M<sup>me</sup> Yasser Arafat et Roland Dumas.

« Cette rencontre est une offense et nous ne nous attendions pas à cela de la part d'un ami comme le président Mitterrand », a-t-il déclaré à son retour de Hongrie. « Nous devons exprimer notre mécontentement car cette rencontre ne nous rapproche pas de la paix, au contraire, elle nous en éloigne », a encore dit M. Shamir. A l'Elysée, on se refusait, vendredi matin, à tout commentaire sur ces déclarations.

Interrogé sur les « nouvelles positions » de M. Shamir, M. Dumas a d'autre part estimé qu'elles semblaient « plus raisonnables, mais ce ne sont que des déclarations tacti-

ques, qui ne changent pas les objectifs de l'OLP ».

Pour sa part, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Peres, qui achevait jeudi une visite en Grande-Bretagne, a invité M. Arafat à « se décider » à choisir ou non de faire la paix avec l'Etat hébreu. M. Peres a jugé, au cours d'une conférence de presse, que l'OLP était dans un « état de confusion », déchiré entre les partisans de la paix et ceux qui voulaient la destruction d'Israël.

« J'attends d'Israël et des Palestiniens qu'ils traitent la situation actuelle mais de prendre vraiment le sautoir par les cornes et tenter de conduire la Proche-Orient dans la direction de la paix », a-t-il dit. (AFP, AP.)

## Francophonie

## « 80 % des projets du sommet de Québec seront achevés pour la conférence de Dakar en mai 1989 » affirme M. Decaux

Au lendemain de sa communication au conseil des ministres sur la politique de gouvernement en matière de francophonie, M. Alain Decaux a, jeudi 15 septembre, exposé son programme devant la presse.

Se refusant « à faire la chasse aux barbarismes et anglicismes de la télévision, tâche qui incombe à l'Académie française et au Commissariat général de la langue française », le ministre délégué à la francophonie a insisté sur le rôle politique de sa mission, au premier rang de laquelle le troisième sommet des « pays ayant en commun l'usage du français », qui doit réunir plus de quarante délégations au Sénégal en mai 1989.

« 80 % des projets arrêtés aux conférences de Paris, en 1986, et de Québec, en 1987, seront achevés pour la rencontre de Dakar », a déclaré M. Decaux, qui a insisté sur la « modernité » de la francophonie dans les universités, les sciences, la santé, l'économie, l'aide au Sud, et jusqu'au stockage de l'électricité », a souligné M. Decaux, avant de préciser que, pour l'année en cours, la France avait déposé quelque 200 millions de francs en vue de mener à bien les programmes des sommets.

L'autre volet important de la mission de M. Decaux, et non le plus facile à mettre sur pied, est « de faire comprendre aux Français que la francophonie est une réalité qui pèse désormais dans le monde, et qu'il faut cesser de pleurer sur le déclin du français, alors que celui-ci est au contraire en expansion grâce notamment aux démographies maghrébines et africaines ».

Au sujet de l'Europe, le ministre s'est déclaré partisan d'accords de réciprocité entre la France et les Onze pour diffuser les principales

langues de la Communauté des langues, « et par conséquent l'anglais ».

Pour donner conscience aux Français du rôle international du français, M. Decaux a annoncé, entre autres manifestations qu'il patronnera, en 1989, des États généraux en France des trésors francophones non français, avec « œuvres de doléances », un festival mondial de la chanson française, la réunion à Paris des ministres francophones de la justice, les Jeux de la francophonie au Maroc, un forum scientifique et technique à Paris et dans des grandes technopoles régionales, etc.

Hors de France, M. Decaux a évoqué la nouvelle télévision libanaise en français (voir encadré) et a mis en exergue le « très grand succès populaire, dépassant tous nos espoirs », de l'IVS, chaîne francophone internationale par câble, couvrant 60 % de programmes hebdomadaires, qu'il a inaugurée au Canada le 1<sup>er</sup> août et qui est exploitée jusqu'en Haïti « par un piratage que je condamne en tant que ministre et approuve en tant que francophone », a conclu le ministre académicien dont M. Rocard a dit « qu'il peut fièrement expliquer la francophonie aux Français ».

J.-P. P.-H.

● Francophonie et documentation.

— Tous les aspects institutionnels, économiques et culturels de l'espace parlant français sont désormais pris en charge par les Editions Mermont, qui publient notamment les documents officiels d'une douzaine d'organismes francophones, français ou étrangers et ont créé une banque de données sur la francophonie (3615 + GEF). Responsable : Alain Montier, 20, rue de Fontarabie, 75020 Paris. Tél. : (1) 43-87-87-00.

## Une seconde chaîne libanaise en français

Se sentant lui-même un peu libanais, M. Decaux a confié avoir indiqué, au conseil des ministres du 14 septembre, que « la France n'avait pas le droit de refuser à des nations francophones les émetteurs de radio, les chaînes de télévision et les programmes que ces pays nous font l'honneur de nous demander ».

Selon Info-Liban, bulletin publié à Paris par les Forces libanaises, un accord de principe est déjà intervenu pour que la nouvelle chaîne de Beyrouth reçoive chaque année de trois cents à quatre cents heures de programmes de la télévision française et bénéficie de stages de formation en France pour des cadres et des présentateurs, en attendant des fournitures de matériel Thomson pour élargir le rayon d'action de la chaîne.

En attendant que cet accord se concrétise, un réseau américain a proposé ses services à la chaîne 33 et c'est donc un journal en anglais que diffuse chaque soir la nouvelle station « francophone ».

J.-P. P.-H.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72



# Diplomatie

la rencontre Dumas-Led  
critique M. Mitterrand

Le ministre des Affaires étrangères, Jean-François Dumas, a rencontré samedi 15 septembre à Paris le ministre allemand des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher. Cette rencontre a été l'occasion d'un échange de vues sur la situation internationale et sur les relations franco-allemandes.

# Francophonie

des projets du sommet de la francophonie pour la conférence de mai 1989.

Le ministre de la Culture, Jacques Foccart, a annoncé samedi 15 septembre à Paris les projets du sommet de la francophonie qui se tiendra à Paris en mai 1989. Le sommet sera consacré à la culture, à la langue et à la coopération entre les pays francophones.

Le ministre de la Culture, Jacques Foccart, a annoncé samedi 15 septembre à Paris les projets du sommet de la francophonie qui se tiendra à Paris en mai 1989. Le sommet sera consacré à la culture, à la langue et à la coopération entre les pays francophones.

Le ministre de la Culture, Jacques Foccart, a annoncé samedi 15 septembre à Paris les projets du sommet de la francophonie qui se tiendra à Paris en mai 1989. Le sommet sera consacré à la culture, à la langue et à la coopération entre les pays francophones.

Il n'y a pas plus élégante façon de voyager.



Ouvrez le hayon arrière de votre Touring BMW Série 3, déposez vos bagages de cuir à l'intérieur du luxueux habitacle. Installez-vous au volant. Vous allez voyager de la façon la plus élégante qui soit. Les BMW de la Série 3 font partie de ces voitures avec lesquelles on parcourt davantage de kilomètres, des voitures dans lesquelles on passe des heures plus agréables que dans d'autres. Le luxe et la

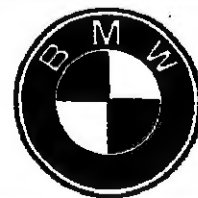
qualité des matériaux choisis, le soin apporté aux finitions, la recherche du détail et le confort général en sont la preuve.

Au poste de conduite, une BMW de la Série 3 est un modèle de clarté. L'électronique de l'indicateur de maintenance calcule les échéances des vidanges ou des prochaines inspections, l'unité de contrôle actif surveille en permanence les fon-

ctions vitales du véhicule. Tout est conçu pour allier rigueur technologique et élégance de l'environnement.

Eh bien maintenant, mettez le contact et démarrez.

**Touring  
Série 3**



هكذا من الأصل



# Politique

## Cantonaux et décentralisation

Les départements ont changé de « patrons » : le président du conseil général a remplacé le préfet dans l'animation et la gestion de l'administration départementale. Il est devenu l'homme politique fort du département, et ceux qui représentent l'Etat ont dû modifier considérablement leurs habitudes.

Par exemple, les transferts de compétences en matière d'action sanitaire et sociale et d'éducation (le Monde du 16 septembre) ou encore

dans le domaine du développement économique (le Monde du 15 septembre) ont privé les préfets d'instruments d'intervention qui dans le passé n'étaient pas sans servir des arrière-pensées politiques.

Si les présidents des conseils généraux sont des hommes heureux (le Monde du 14 septembre), les membres du corps préfectoral ont maintenant surmonté l'amertume causée par la volonté de Gaston Defferre de réduire considérablement leurs pouvoirs. Devenus de simples

représentants du gouvernement, ils garantissent à Paris que son message sera entendu partout en province.

A l'occasion du renouvellement des 25 septembre et 2 octobre, un certain nombre de conseils généraux vont changer de présidents, les titulaires renouant à se représenter. Le Monde du 20 septembre évoquera ces successions.

## Un nouveau métier : préfet

Avec les lois de décentralisation de 1982, les préfets n'ont pas seulement troqué leur titre impérial pour celui de « commissaire de la République ». Leur *capitulum dominatio* s'est surtout marqué par le transfert aux présidents des conseils généraux de la moitié environ de leurs attributions. En retrouvant, en 1986, leur dénomination originelle, les préfets n'ont pas pour autant récupéré le pouvoir qui leur avait échappé.

En réalité, le « métier », comme disent les membres du corps préfectoral, s'est transformé de façon assez radicale. Gaston Defferre, père de la décentralisation, avait bien souligné que, si les élus devaient désormais gérer les départements et les régions, les « commissaires de la République » deviendraient, en revanche, les véritables « patrons » des services extérieurs de l'Etat dans leur territoire.

Représentants officiels du pouvoir central, ayant une compétence administrative générale, ils pouvaient croire que, agissant au nom de l'ensemble du gouvernement, ils étaient chacun une sorte de premier ministre « déconcentré ». Ce schéma flateur n'a pas résisté à la réalité. L'autorité du représentant unique de l'Etat dans les départements et les régions est toute théorique et artificielle.

Dans la pratique en effet, chaque ministre — et surtout les plus modernes — conserve une tutelle directe sur les chefs de ses services

extérieurs, et il est fréquent que l'échelon préfectoral soit « oublié ». Les conflits sont donc quotidiens, même s'ils ne sont pas toujours graves, entre les préfets et les services extérieurs de leur ressort. Ils se sont surtout avec les directeurs qui veulent s'affirmer et montrer à leurs ministres l'importance irremplaçable de leur action.

En revanche, les relations sont, en général, beaucoup plus faciles et mieux organisées entre les préfets et les grandes administrations traditionnelles, fournies et compétentes, que sont, par exemple, les directions départementales de l'équipement ou de l'agriculture et les trésoriers-payeurs généraux. D'ailleurs, les responsables de ces services techniques apprécient parfois le rôle d'intermédiaire que les préfets peuvent jouer entre eux et les parlementaires, ou pour traiter des problèmes à connotation politique, ce qui leur permet d'« ouvrir le parapluie ».

Avec les présidents des conseils généraux, auxquels les préfets ont cédé l'essentiel de leurs attributions, les relations sont aujourd'hui, dans l'ensemble, assez bonnes. Toutefois, les compétences particulièrement larges dont bénéficie, depuis 1982, le président du conseil général, font que celui-ci est devenu un pouvoir en train de s'affirmer, qui ambitionne toujours de s'étendre et qui, par voie de conséquence, est tenté de dépouiller encore un peu plus

l'Etat, c'est-à-dire son représentant. De même, le préfet, qui jouissait d'un véritable prestige et d'une réelle autorité auprès des maires, a cédé la place au chef élu du département, qui, de surcroît, dispose désormais de la manne que constitue l'octroi des subventions. Il arrive cependant que, dans certains départements, les maires souhaitent que le préfet reprenne ses « tournées cantonales » pour échapper un peu à la tutelle trop pressante ou trop intéressée du conseil général, dispensateur de crédits.

### Le choc de 1981, les réformes de 1982

C'est aussi dans les relations de personnes à personnes que les puissances respectives du président du conseil général et du préfet ont été inversées. Dans leurs conflits administratifs, avant 1982, c'était presque toujours le préfet — soutenu par l'appareil gouvernemental — qui gagnait. Aujourd'hui, c'est plutôt le contraire qui se produit et il n'est pas rare qu'un président de conseil général, même d'opposition, obtienne la tête d'un préfet, comme cela fut par exemple le cas à deux reprises récemment dans le Lot-et-Garonne (dont le président est M. François-Poncet).

Se sentant plus fragiles, les préfets sont devenus plus prudents, pour ne pas dire timorés, à l'égard du pouvoir politique départemental.

Le mythe du préfet faisant et défilant les élections locales ou nationales à la demande du ministre de l'intérieur appartient plus qu'il n'est à la légende.

Il arrive aussi que de délicates questions de préséance se posent. Le préfet décoré, à l'uniforme militaire, est reçu, devant lequel s'inclinent les « corps constitués », dont les réceptions sont recherchées par le gacha du chef-lieu, dont les « hôtels » sont classés monuments historiques, avait de quoi faire pâlir de jalousie le président du conseil général, qui ne disposait souvent que d'une chambre de secours à la préfecture. Tout cela s'est peu à peu réparé et les départements ont souvent à grande hâte, construit des bureaux administratifs ou des logements de fonction pour leurs nouveaux présidents.

Reste encore le pointilleux protocole, réglé par un décret de Clemenceau, qui n'avait pas prévu la réforme Defferre. Pour éviter que les susceptibilités ne provoquent une véritable guerre, les préfets, parfois si glorieux naguère, s'effacent généralement aujourd'hui devant « le président » élu.

Toutefois, ce nouveau « métier » ne rebute pas ceux qui l'exercent et qui ont su s'y adapter ou ceux qui l'embrassent. Si le corps préfectoral a été littéralement « choqué » par la victoire de la gauche en 1981,

secoué par les réformes de 1982 — au point que beaucoup de ses membres ont alors « pantoûlé » — les « nouveaux préfets » ont commencé à s'adapter dès 1983. Cela s'est reflété également dans les choix effectués par les élèves de l'Ecole nationale d'administration. La crise profonde qu'a connue le corps il y a sept ans rebatit les énarques bien classés. Or, depuis trois ans, la « caste » attire de nouveau les meilleurs des plus récentes promotions.

### Des relais et des animateurs

Car, en sortant de l'Ecole ou du concours spécial institué par le ministre de l'intérieur, les jeunes sous-préfets, qui n'ont pas connu les affres traversées par leurs aînés, découvrent un métier qui les met au contact des réalités bien concrètes et diverses. Ainsi, les sous-préfets, en cessant d'être les tuteurs financiers des maires, sont plutôt devenus leurs conseillers techniques. Le gouvernement les charge également de mener des actions d'explication pour la mise en œuvre de la politique industrielle, des aides à l'emploi, des mesures sociales, etc. Les ministres trouvent en eux des relais auprès de l'opinion. M. Séguin, alors ministre des affaires sociales, ou M. Fauroux, actuel ministre de l'industrie, recourent à eux. Ils jouent alors le rôle d'animateurs « déconcentrés » de la politique du gouvernement.

Toutefois la répartition des sous-préfets sur le territoire n'est plus adaptée au tissu démographique actuel. La carte des sous-préfectures, qui convenait tant au « sous-préfet aux champs » d'Alphonse Daudet, semblerait avoir totalement, lorsque l'on sait que les agglomérations de Castellane ou de Barcelonnette comptent chacune sept mille habitants, celui de Saint-Mémede quinze mille, alors que le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye administre quatre cent quatre-vingt mille habitants et celui de Grasse quatre cent cinquante mille, pour ne parler que des extrêmes.

Le préfet d'aujourd'hui est-il encore, comme le décrivait naguère l'un d'eux, Marcel Savreux, « l'homme à tout faire de la République, le paravent du gouvernement, le lampiste galonné devant réparer l'irréparable et faire face à toutes les situations, avec, comme perspective, un éventuel congédiement dont il ignorera les raisons » ? Toujours mandataire de l'Etat, encore vêtu d'un uniforme chamarré et un peu démodé mais destiné à inspirer le respect, le préfet n'est plus l'unique homme du pouvoir qui souhaitait Napoléon. Il doit partager la puissance avec des élus qui, eux, possèdent la légitimité du suffrage.

ANDRÉ PASSERON

### A la préfecture du Val-d'Oise

## Les chefs d'entreprise ont remplacé les élus

« Inutile de pleurer sur de vieilles nostalgies », M. Pierre Blondel, le préfet du Val-d'Oise, constate que la décentralisation n'a été que la conservation d'une évolution inéluctable. Aujourd'hui, il s'amuse des querelles de préséance qui ont marqué les débuts de la prise de pouvoir des présidents des conseils généraux. Il ne se formalise même pas d'être pratiquement déclaré « personne non grata » au conseil général, où il n'a été invité que trois fois en trois ans, même quand il représentait un gouvernement soutenu par la majorité de droite de l'assemblée départementale.

Napoléon, le « père fondateur », l'a voulu ainsi, rappelle, en histoire de sa profession, M. Blondel : « Il n'a pas créé les préfets pour surveiller des conseils généraux qui n'existaient pas, mais pour obtenir, dans les départements, la bonne marche de ce qui lui importait le plus : la conscription et la levée des impôts. Aujourd'hui, c'est un retour aux sources ! » Peut-être, mais après un long détour !

Fort de sa longue promenade de sous-préfet en préfecture, le préfet du Val-d'Oise constate que la décentralisation n'a été que la conservation d'une évolution inéluctable. Aujourd'hui, il s'amuse des querelles de préséance qui ont marqué les débuts de la prise de pouvoir des présidents des conseils généraux. Il ne se formalise même pas d'être pratiquement déclaré « personne non grata » au conseil général, où il n'a été invité que trois fois en trois ans, même quand il représentait un gouvernement soutenu par la majorité de droite de l'assemblée départementale.

### En costume plutôt qu'en uniforme

Ces susceptibilités ne chagrinent pas M. Blondel. Par souci « d'écologie », il s'interdit même de recevoir régulièrement à déjeuner ou à dîner les conseillers généraux, ne souhaitant avoir de rapports directs qu'avec leur président. Résultat : il les connaît de

moins en moins. Et les maires se tournent vers le président du conseil général, qui, lui, a des subventions à distribuer.

La belle époque où le préfet traitait royalement à sa table les élus locaux — avec l'argent qu'ils lui accordaient généralement — est bien révolue. Ainsi s'est envolé un des aspects les plus voyants du rôle politique du représentant local du gouvernement. Flatter les maires et les conseillers généraux, leur accorder les petites faveurs qu'il appréciaient tant pour obtenir d'eux le soutien à la majorité nationale, était une de ses tâches essentielles. La mener à bien lui permettait de « livrer » dans son bureau pour trancher les délicates querelles d'investiture à la veille des échéances électorales. Aujourd'hui, il n'a plus les moyens de se faire entendre. Même les parlementaires, qui vont si facilement à Paris, n'éprouvent plus le besoin de frapper à la porte du préfet. M. Blondel ne dément pas ce député du Val-d'Oise qui reconnaît

ne l'avoir rencontré, pour un entretien sérieux, que deux fois en trois ans.

M. le préfet n'aurait-il plus rien à faire ? Il ne court plus d'une inauguration à une autre afin de satisfaire la vanité du moindre notable. Il ne coordonne que difficilement les chefs des grandes administrations de l'Etat, jaloux de leur indépendance. Il lui reste, en bon représentant du gouvernement, à défendre, à mettre en œuvre les priorités de celui-ci : aujourd'hui comme hier, la sécurité et l'emploi. Direction effective de la police, contact permanent avec les milieux professionnels, voilà ce qui remplit l'agenda de M. Blondel. Dans son bureau, les chefs d'entreprises ont remplacé les élus, dans ses tournées les chambres de commerce et d'industrie ou de métiers, les organismes patronaux, ont succédé aux maires. Son costume civil lui est, dorénavant, plus utile que son uniforme chamarré.

THIERRY BRÉHIER

### Les bolets de M. Bollo

Le candidat socialiste du canton de Francennes (Lot-et-Garonne), M. Yves Bollo, a proposé, lundi 12 septembre, à son adversaire, le conseiller général sortant, M. Raymond Soucarret, sénateur (Gauche démocratique), de régler le conflit au cours d'une partie... de cueillette de cèpes ! M. Bollo, ramasseur passionné de champignons, a ainsi formulé sa proposition : « Alors dans les bois, et que celui qui aura ramassé le plus grand nombre de cèpes soit déclaré élu ! »

M. Soucarret a refusé de relever le défi mycologique, ne vou-

lant, dit-il, pas tenter le diable en ramassant des bolets satan (champignons non comestibles). M. Bollo se console que son adversaire ne connaît ni les champignons ni les bons coins et qu'il « fréquente trop les salons parisiens... »

Pourtant, M. Soucarret réaffirme son attachement aux racines du pays, sinon aux pieds de champignons, et lance ces paroles venimeuses : « J'ai battu deux fois Yves Bollo, je comprends qu'il préfère jouer les élections à pile ou face. »

### En Seine-Maritime

## Le PS dénonce « les torpilles vertes » du PCF

ROUEN  
de notre correspondant

« Ce sont des torpilles vertes tirées par des sous-marins rouges. » La formule est d'un militant socialiste. Elle résume une situation complexe en Seine-Maritime, dont les initiateurs sont probablement adeptes du comique de répétition. Dans six cantons, où la lutte s'annonce chaude entre le PS et le PCF, les électeurs ont vu débarquer d'inattendus candidats se réclamant de l'écologie. Les socialistes ont vivement réagi en accusant les communistes de « manipulations ».

Les six cantons ainsi choqués sont : Le Havre-VIII et Bolbec, dont le conseiller général sortant est socialiste, Notre-Dame-de-Bondeville, Le Petit-Quevilly, Sotteville-Est et Dieppe, dont le conseiller général sortant est communiste. A Dieppe, où s'affrontent le maire communiste, Irénée Bougeois, et le député socialiste, Jean Beaufils, l'écologiste de service n'est autre que Gérard Bourlon qui s'est déjà illustré en 1986 en conduisant une liste Environnement, cadre de vie, essor de la vie associative aux élections législatives et régionales (le Monde du 6 mars 1986).

Ce M. Beaufils, qui n'appartenait alors à aucune association de défense de l'environnement, était même classé sous l'étiquette communiste par le ministère de l'intérieur. Fort mécontent de cette concurrence jugée déloyale, les Verts avaient relevé, sur les trente-cinq noms de cette étrange liste, ceux de quinze personnes membres ou proches du PCF. Quatre d'entre elles sont à nouveau en lice aux cantonales.

Adjoint au maire du Havre, chargé des problèmes d'environnement, et conseiller général sortant, Patrick Fouilland n'a jamais entendu parler de son curieux adversaire qui se présente précisément

comme défenseur de l'environnement. D'ailleurs il ne comprend pas pourquoi Jean-Jacques Boulanger, qui habite à 90 kilomètres de là, près de Rouen, est candidat dans son canton urbain. En 1986, cet enseignant d'une lycée technique figurait en troisième position sur la liste Bourlon avec l'étiquette officielle divers gauche, derrière une psychologue béatifiante, elle, du label extrême gauche.

Au PS, on cric au scandale. « L'objectif du PC est clair, dit-on : tenter d'enlever quelques voix au PS pour permettre aux communistes d'arriver en tête de la gauche », Alain Le Vern, premier secrétaire de la fédération socialiste, dénonce « de piteux procédés visant à manipuler l'opinion », et il espère que « les électeurs savent condamner par leur vote les mensonges et les astuces de ces dupes ». La manœuvre est d'autant plus visible que ces « écologistes », soucieux en principe de défendre leur cadre de vie, ont procédé à un échange systématique de cantons en une sorte de parfait mouvement tournant. Un candidat habitant près de Bolbec se présente au Petit-Quevilly où réside une jeune femme qui, elle, va tenter sa chance à Bolbec.

Pour leur part, les Verts ne présenteront que deux candidats dans le département (Rouen-II et III). Paradoxalement, ils seront donc moins nombreux que leurs « compagnons de lutte », le 25 septembre, à brigue les suffrages des électeurs. La fédération du PCF se déclare « étonnée » des allégations des socialistes qui, selon elle, ne visent qu'à « affaiblir les communistes ». Au cours d'une récente élection municipale partielle à Bolbec, le candidat conduisant la liste « soutenue par le PCF » avait adhéré à ce parti au soir même de sa victoire.

ETIENNE RANZET

### Une manifestation à Nice pour la peine de mort

## De la croisade anti-abolitionniste à la récupération politique

A l'appel de M. Jacques Médecin, maire de Nice, et de quatre députés des Alpes-Maritimes, M<sup>me</sup> Martine Daugreilh (RPR), MM. Charles Ehrmann (PR), Christian Estrosi (RPR) et Rudy Salles (PR), trois mille personnes ont participé, le jeudi 15 septembre, à Nice à une manifestation silencieuse en faveur du rétablissement de la

peine de mort. Le Front national s'était joint à cette manifestation qui avait, plus particulièrement, pour but d'appuyer deux propositions de loi déposées par les quatre députés, membres du Rassemblement républicain de M. Médecin, tendant l'une à rétablir la peine de mort pour certaines crimes,

l'autre à l'instauration de référendums d'initiative populaire concernant notamment la peine de mort. La création d'une association pour le rétablissement de la peine capitale a, par ailleurs, été annoncée. Cette nouvelle association, placée sous la présidence du maire de Nice, va lancer une campagne de pétition dans toute la France.

l'abolition de la peine de mort en 1981, ses propositions de loi de 1982 et 1984 pour le rétablissement de la peine capitale.

### Référendum d'initiative populaire

Un sondage aurait été effectué à Nice. Il aurait révélé que pour 90 % de la population, était favorable au rétablissement de la peine de mort. Car, affirme M. Médecin : « Nous sommes menacés dans notre sécurité. Les trafiquants de drogue donnent la mort et on leur donne des amendes. Le crime monte toujours. Le mépris de la vie humaine s'est installé dans le pays. Alors 90 % de Nice disent : c'est assez ! Il faut faire quelque chose. Il faut que soit rétabli le châtiment suprême parce qu'il est le plus dissuasif. »

Selon le maire de Nice, la ratification par la France de la conven-

tion européenne des droits de l'homme ne devrait pas constituer un obstacle car « les droits de l'homme sont d'abord, et avant tout, nos droits à nous, de nos majorités ». Le référendum d'initiative populaire ? Il en a été également un militant avec M. Pasqua « et il fonctionne à la perfection en Suisse, un pays qui est un modèle de démocratie ».

Une certitude enfin pour M. Jacques Médecin : « Cette journée émue va marquer la nation, peut-être même l'histoire politique contemporaine. Le maire de Nice ne s'arrêtera pas en chemin. L'Association pour le rétablissement de la peine capitale va essayer dans tous les départements afin d'organiser d'autres manifestations et recueillir des millions de signatures » qui seront portées à l'Elysée.

GUY PORTE

### NICE de notre correspondant régional

Récupération politique de récentes affaires d'assassinats d'enfants ou croisade anti-abolitionniste sincère ? La proximité des élections cantonales et la nécessité pour M. Médecin de réduire l'influence du Front national (25 % des voix à Nice) feraient pencher pour la première hypothèse. Mais les prises de position anciennes et tranchées du maire de Nice plaident aussi pour la seconde.

La manifestation organisée dans le centre de Nice n'a été marquée, au demeurant, par aucun débordement. Une seule banderole « pour le rétablissement de la peine de mort par le référendum d'initiative populaire » avait été déployée en tête du cortège qui est resté, de bout en bout, strictement silencieux. Beaucoup d'élus, essentiellement nîçois, une majorité de personnes âgées et,



il n'y a pas plus grisante façon de faire du sport.



L'emblème trois couleurs et le logo M3 sont là pour vous prévenir qu'il va y avoir du sport. Dès que le moteur Motorsport 4 cylindres, 16 soupapes, aura libéré ses 200 chevaux\*, vous aurez compris pourquoi la BMW M3 collectionne victoires, titres et records en compétition.

De performances, les moteurs des autres BMW de la Série 3 n'en sont pas dépourvus non plus. Que ce soit avec le légendaire 6 cylindres, le plus souple du monde, qui a

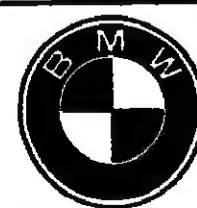
déjà brillamment démontré sa suprématie dans la catégorie des 2 litres. Ou bien que ce soit avec le révolutionnaire 4 cylindres équipé du système Motronic 3<sup>ème</sup> génération. Ce nouveau moteur hérite de toutes les technologies d'exception qui font la renommée du 12 cylindres de la 750i. Résultat : un couple très élevé dès les bas régimes, des reprises puissantes sur n'importe quel rapport.

Plus puissante, plus souple, plus sobre et plus silencieuse, la dernière mécanique de

précision de BMW collectionne la plus belle série de superlatifs.

\* Consommation normes UTAC : 5,8 l à 90 km/h - 7,5 l à 120 km/h - 11,6 l en ville.

**M 3**



هكذا من الأصل



## Politique

Sous l'œil de M. Raymond Barre

## Les centristes réaffirment leur souhait de peser sur les choix gouvernementaux

Quelques applaudissements polis et poussifs ont accueilli, à la fin du déjeuner, l'arrivée de M. Barre. Apparaissant en privé, certains élus centristes n'avaient pas été tendres pour l'ancien premier ministre, accusé, ni plus ni moins, de « trahison » pour avoir affirmé qu'il partageait certaines des grandes orientations du chef de l'Etat. A la question : « Avec-vous le sentiment d'avoir été mal compris par vos amis ? On a pu sentir cet air là quel-ques flottements... », il a répondu : « Ils ont l'habitude de flotter ; nous sommes dans une période de flottement généralisé. Moi, je suis pour le change fixe et les points fixes (...) ».

Mais je n'aime pas que l'on prenne des mesures de phrase et qu'on se trompe avant de les commenter... a-t-il ajouté, en accusant ceux qui se livraient à cette pratique de faire preuve soit d'imbécillité, c'est-à-dire d'une faiblesse de l'esprit, soit de mauvaise foi. A ses côtés, M. Méhaignerie avait une drôle de mine...

Avant d'assister, au premier rang, aux travaux de l'après-midi, M. Barre a également fait quelques commentaires sur l'actualité. Contrairement aux dirigeants centristes, qui ont globalement approuvé le plan emploi du gouvernement, le député de Lyon l'a trouvé « un peu touffu ».

« J'aurais préféré deux ou trois mesures parlant à l'esprit des chefs d'entreprise », a-t-il expliqué, en avançant son « diagnostic » de ne pas voir le gouvernement prendre en compte les problèmes posés par une taxe professionnelle, selon lui, « extrêmement dissuasive pour l'emploi ». Quant à l'ouverture, en panne, M. Barre a estimé que c'est « une affaire de long terme et qu'elle dépend du président de la République ».

Les élus centristes se sont pourtant penchés avec attention sur le brouillon de l'ouverture pour constater que le bébé avait quelques difficultés de croissance. Prenant acte du gel du mouvement de réajustement politique esquissé au lendemain de la victoire de M. François Mitterrand, M. Méhaignerie et ses amis campent désormais dans l'opposition, sans systématisme mais sans

Les députés de l'Union du centre (UDC) ont tenu, jeudi 15 septembre, pour la première fois de leur histoire, une journée parlementaire dans un grand hôtel parisien. Les quarante députés centristes, qui avaient franchi le Rubicon avant l'été en se séparant de l'UDF, se sont donc retrouvés autour de leur président, M. Pierre Méhaignerie, et de MM. Jacques Barrot, Bernard Stasi et Jean Lecanuet. Pour marquer la solidarité du groupe Union centriste du Sénat, son président, M. Daniel Hoeffel, a assisté aux travaux du matin. Quant à l'ancien premier ministre, M. Raymond Barre, député apparenté UDC, sa venue n'est pas passée inaperçue.

compromission, ont-ils assuré. Ils souhaitent y jouer le rôle d'une force résolument rénovatrice, susceptible d'entraîner la droite sur les positions du centre. Le « oui » de l'opposition au référendum sur la Nouvelle-Calédonie (les centristes ont voté « oui »), malgré les tergiversations du RPR et de l'UDF comme la position adoptée par le Front national sont, pour eux, autant de points positifs sur la route du recadrage de l'opposition. « Les ayacultiers ne sont pas seulement au Parti socialiste, rappelle le sénateur centriste M. Jean Arthuis. Nous devons convertir nos alliés, tout en devenant nous-mêmes plus consistants ».

« Nous devons peser de tout notre poids sur les choix effectués dans les prochains mois », insiste M. Méhaignerie. Tous les élus centristes se sont ralliés à cette position, même si, dans leur for intérieur, leurs souhaits ne sont pas toujours identiques. Certains, comme M. Bernard Stasi (Marne), espèrent encore que, demain, une grande force centrale émergera, après un déplacement de la ligne de partage actuelle entre la droite et la gauche. M. Stasi constate d'ailleurs avec satisfaction que, dans les principaux partis, les rénovateurs ont le vent en poupe : les séguisistes au RPR, les centristes au PS, les rouchistes au PS. Pour l'heure, les positions ont été figées par la dissolution et elles le restent à cause des prochaines échéances, mais demain ?

D'autres, comme M. François Rayrou (Pyrénées-Atlantiques), res-

tent sceptiques et pendent plutôt vers une analyse assez proche de celle de M. François Létour : l'alternance se fera demain entre deux grandes forces (l'une, libérale-sociale et l'autre, social-démocrate) qui se seront épurées de leurs éléments dogmatiques. M. Rayrou estime que les centristes ont vocation à être le levain d'une nouvelle pâte à droite. Mais si, dans quelques années, la vieille outre de l'UDF se révèle incapable de recevoir un vin nouveau, moins épais, la solution Stasi pourrait alors retrouver un certain attrait.

En attendant de voir ce que l'avenir lui réserve, l'UDC a voulu faire de cette première journée parlementaire autonome la manifestation de sa sérénité quand tout s'agite autour de soi : « Dans un paysage politique flottant, nous sommes peut-être les seuls à ne pas flotter », a affirmé M. Méhaignerie.

## Eloge

de la proportionnelle

Faisant sienne la maxime de Nietzsche : « Ce qui ne me tue pas me rend plus fort », M. Barrot a affirmé que « les attaques contradictoires des centristes sont l'objet de leur résolution ». Il ne se cache toutefois qu'une modification de la loi électorale (introduction de la proportionnelle) ne serait pas inutile pour conforter cette résolution.

Le directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Alain Lancelot, appelé en consultation pour cette journée, a mis en garde les élus centristes contre la trop grande

confiance dans les effets bénéfiques d'un mode de scrutin. Il leur a expliqué que la proportionnelle ne saurait remplacer l'impérieuse nécessité pour le centre d'affirmer et d'afficher avant tout des choix clairs et cohérents. Le reste viendra de surcroît.

M. Lancelot a estimé d'autre part que la proportionnelle ne présente plus aujourd'hui, dans le cadre du parlementarisme rationalisé qui est le nôtre, les excès que l'on avait pu craindre à la lumière d'expériences passées. En outre, les dernières élections législatives ont prouvé que le scrutin majoritaire ne débouchait pas nécessairement sur une majorité absolue, alors que la proportionnelle, en 1986, l'avait permise.

Abordant, dans l'après-midi, les questions économiques, des divergences sont apparues sur le pouvoir d'achat. M. Edmond Alphandéry (Maine-et-Loire) a exprimé sa crainte de voir des dérapages dans ce domaine, alors que M. Méhaignerie a affirmé que l'on ne pouvait laisser se dégrader la situation. Il a rappelé qu'en 1967, alors que la situation économique était bonne, le refus du gouvernement d'améliorer le pouvoir d'achat avait conduit à des exaspérations, qui devaient éclater l'année suivante. En revanche, sur l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), les centristes font bloc. Les députés de l'UDC vont déposer quatre amendements qui déterminent leur vote : le premier engage la France à harmoniser, dans les trois ans, sa fiscalité sur le patrimoine ; le deuxième tend à estimer la valeur de la résidence principale à sa valeur locative et non vénale ; le troisième veut éviter une fuite de l'épargne en mettant la barre à 66 % pour la totalité des impositions sur un ménage ; le dernier est destiné à éviter que les contribuables ne soient favorisés par rapport aux couples mariés. Enfin, M. Méhaignerie a précisé que l'attitude de son groupe au Palais-Bourbon, pour le vote final, dépendrait de la plus ou moins grande réceptivité du gouvernement à ces amendements.

PIERRE SERVENT.

## M. Durafor ne fait plus partie de la majorité du conseil régional Rhône-Alpes

LYON  
de notre bureau régional

Quatre mois après son entrée au gouvernement, M. Michel Durafor, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, a présenté, le jeudi 15 septembre, sa démission du poste de rapporteur général du budget qu'il occupait au sein du conseil régional Rhône-Alpes depuis mars 1986. Il abandonne également le groupe Union Rhône-Alpes (URA) composé des élus de l'UDF, pour siéger, en tant que « véritable non-inscrit », c'est-à-dire hors du groupe du même nom qui participe actuellement à la majorité régionale.

Cette décision a pour conséquences de priver M. Charles Béranger, président (UDF) du conseil régional Rhône-Alpes, de la majorité issue du scrutin de mars 1986, qui ne tenait qu'à une voix. L'assemblée régionale se compose en effet désormais de soixante-sept élus de droite (trente-sept UDF et dix-sept divers droite), de soixante-cinq élus de gauche (soixante-cinq PS, treize PC, deux divers gauche et quatorze FN) et de... M. Durafor, non inscrit.

Certes, dans sa lettre de démission, le ministre de « l'ouverture », qui fut aussi président du conseil régional Rhône-Alpes de 1980 à 1981, a assuré à son successeur son concours « toutes les fois que, les intérêts de la région étant en jeu, il le jugera utile ». Mais il a rappelé que, dès 1986, il avait regretté que « l'opposition ne soit pas associée davantage aux travaux de l'assemblée régionale par une répartition selon les règles de la proportionnelle des présidences de commissions ». Enfin, M. Durafor s'est déclaré « soucieux de rendre sa liberté à l'actuelle majorité (la sienne) ».

JEAN-LOUIS SAUX.

■ RECTIFICATIF. — Deux erreurs se sont glissées dans l'article consacré à la politique du conseil général de l'Ain en matière de collèges, que nous avons publié dans nos éditions du 16 septembre. Le budget de l'assemblée départementale pour 1988 atteint 1,046 milliard de francs (et non 1,46 milliard). En outre, le montant de la contribution volontaire du département, évalué à 114 millions de francs, n'est pas contesté par la minorité de gauche du conseil général, contrairement à ce que nous avons écrit.

GEORGES MARION.

Dès la session d'automne

## M. Fabius désire revaloriser le travail parlementaire

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a présenté, jeudi 15 septembre, au cours de la conférence des présidents de groupes et de commission, son projet de revalorisation du travail parlementaire.

Ce projet, dont les députés et sénateurs socialistes avaient eu la primeur, mardi 13 septembre, à Vienne (le Monde daté mercredi 15 septembre), pourrait être partiellement appliqué dès la session d'octobre. A propos de l'organisation de la discussion budgétaire, M. Fabius souhaite que le gouvernement se limite à une seule intervention dans la première phase, après avoir entendu les rapporteurs et les orateurs de groupe. Le nombre d'intervenants serait limité à un seul par groupe et par ministère et la discussion présentée par thèmes (ainsi, un ministre en charge de plusieurs départements serait amené à intervenir à plusieurs reprises dans la discussion).

Pour les questions d'actualité, M. Fabius propose que les groupes s'informent réciproquement de la teneur de leurs interventions pour éviter les trop nombreux « doublons », et que l'alternance des orateurs soit assurée à la proportionnelle des groupes (par exemple : trois questions PS, deux RPR et deux UDF, une PC et une UDC). M. Claude Labbé, vice-président du bureau de l'Assemblée, s'est déclaré hostile à cette information préalable

des groupes qui poserait, selon lui, des problèmes de « stratégie ».

La publicité des débats en commission, sous réserve de l'approbation du bureau et seulement pour certaines auditions, souhaitée par M. Fabius, suppose une modification de l'article 46, 3° alinéa du règlement de l'Assemblée nationale, qui pourrait être insérée à l'ordre du jour, avant la discussion budgétaire, aux alentours du 13 octobre. Cette modification devrait s'inspirer de celle proposée par M. Raymond de la Commission des lois sous la présidence de M. Louis Mermaz. Ce projet a été accueilli favorablement par l'opposition, qui précise toutefois que cette publicité ne doit pas devenir systématique.

L'opposition s'est également montrée favorable à l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée, une fois par an pour chaque groupe, de la demande de constitution d'une commission d'enquête. Toutes les décisions concernant ces propositions seront rendues lors de la prochaine conférence, mercredi 28 septembre.

Enfin, M. Fabius a obtenu l'accord du PS, de l'UDC et du PC, pour l'envoi d'une délégation de députés au CHIL, conduite par M. Yvette Roudy, présidente du groupe d'adoption sur la situation au CHIL, le 5 octobre, date du plébiscite. Le RPR et l'UDF domineront leur réponse dans les quarante-huit heures.

Les convents maçonniques

M<sup>me</sup> Goëau-Brissomière élue présidente de la loge « Le droit humain »

An cours du convent annuel du « Droit humain », qui s'est déroulé du 1<sup>er</sup> au 4 septembre, M<sup>me</sup> Goëau-Brissomière a été élue présidente du conseil national « à une majorité confortable », succédant ainsi à M. Grenier, arrivé en fin de mandat.

« Le « droit humain », avec dix mille adhérents en France, et dix-huit mille dans le monde, est la troisième loge maçonnique française.

M<sup>me</sup> Goëau-Brissomière est née en 1930 d'un père russe et d'une mère belge. Elle est en couple, vers l'âge de trente ans, dans la franc-maçonnerie, et a adhéré à un parti politique, « le plus généreux » : le PS. Mais si sa religion — elle est juive — ni son adhésion partisane, précise-t-elle, n'engagent les membres du « Droit humain ».

Mariée à un avocat, elle assure toujours la gestion du cabinet, estimant qu'« on ne cesse pas d'exister quand on rentre dans la franc-maçonnerie, au contraire. » Femme active, donc, mais qui risque bien de n'être qu'une présidente de transition, puisqu'elle ne sera pas rééligible l'année prochaine.

La fédération française du « Droit humain » se dit « en pleine expansion », gagnant environ cinq cents membres chaque année. Sa nouvelle présidente évoque deux rai-

sons : tout d'abord « la vocation de mixité et d'internationalisme », du « Droit humain » qui est présent dans une cinquantaine de pays, et ensuite la plus grande ouverture sur la société actuelle qui est pratiquée depuis quelques années. M<sup>me</sup> Goëau-Brissomière entend bien maintenir cette orientation et « pousser tous ses membres à être le plus actifs possible à l'extérieur », sans pour autant intervenir sur le terrain politique.

La tolérance est le maître mot du « Droit humain » qui a déclaré en conclusion de son convent annuel « être indigne des attitudes portées aux libertés et s'être inquiété des dangers entraînés par de récentes prises de position extrémistes », faisant allusion au jeu de mots de M. Le Pen. « Nous ne pouvons pas approuver sa ségrégation quelconque », a insisté M<sup>me</sup> Goëau-Brissomière en ajoutant qu'« un maçon ne pouvait pas être raciste ».

Pour le moment « Le Droit humain » propose la diminution du temps de travail et l'augmentation de la durée de formation. M<sup>me</sup> Goëau-Brissomière souhaite qu'on aboutisse à un partage équilibré du travail dans une vingtaine d'années, ce qui ne saurait passer à ses yeux sans une mise en œuvre internationale des solutions, l'idéal étant d'aboutir à une « citoyenneté sociale universelle ».

## M. Le Pen polémique à Strasbourg

A deux jours de la fête annuelle de son mouvement, M. Jean-Marie Le Pen a eu une vive altercation avec le président du groupe socialiste européen, M. Rudi Arndt, le jeudi 15 septembre, dans l'hémicycle du Parlement de Strasbourg.

Au cours d'une intervention en séance, le parlementaire allemand a déclaré qu'il avait la conviction que M. Le Pen, qui siège comme président du groupe des droites européennes, était « antisémite », par référence au calembour « Durafor-crématoire » fait récemment par le président du Front national. Ce dernier lui a répliqué en substance que l'antisémitisme ne se présument pas, mais devait se prouver. « Conviction pour conviction, je pourrais avancer que M. Arndt est un pédophile pro-arabe à tendance raciste », a répondu le dirigeant d'extrême droite.

M. Le Pen a repris plus tard, devant des journalistes, ce jugement sur le mode affirmatif, ajoutant que le député allemand « vient d'un pays qui est très mal placé pour donner des leçons » en matière d'antisémitisme.

Le 20 octobre 1985, au Bourget, M. Le Pen avait dédié « tout simplement à Jean-François Kahn, Jean Daniel, Ivan Levaï et Elzabach » l'accueil enthousiaste que lui avait réservé son public. Cette référence à quatre journalistes juifs lui avait valu une condamnation pour antisémitisme, le 11 mars 1986,

■ Rencontre entre MM. Létour et Giscard d'Estaing. — M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a reçu mercredi 14 septembre M. François Létour, secrétaire général du PH, pour un petit-déjeuner en tête à tête.

■ Nouvelles fonctions au RPR pour MM. Boyon et Rutenacht. — La commission exécutive du RPR compte, depuis le jeudi 15 septembre, deux nouveaux membres. M. Boyon et M. Rutenacht ont en effet été nommés respectivement secrétaire national à la culture et secrétaire national aux affaires étrangères. M. Boyon (cinquante-quatre ans), député de l'Ain, avait été secrétaire d'Etat à la défense dans le gouvernement de M. Jacques Chirac de 1986 à 1988. Quant à M. Rutenacht (quarante-cinq ans), député de Seine-Maritime, il fut secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique en 1976, puis du commerce et de l'artisanat en 1977 dans les gouvernements de M. Raymond Barre.

■ Formation de fonctionnaires canadiens en France. — Le ministre des DOM-TOM a annoncé jeudi 15 septembre qu'un groupe de fonctionnaires canadiens (dont certains vers le 24 septembre) en France-Comté pour y suivre une formation de cadres de la communication. On souligne au ministère que cette formation, qui fait partie des mesures d'accompagnement prévues par les accords conclus entre le gouvernement, le FLNKS et le RPRC, constitue la première réalisation rapide et concrète de ces accords.

Chargé de la sécurité aux Jeux olympiques d'Albertville

## M. Christian Prouteau quitte l'Elysée

Le préfet Christian Prouteau, conseiller technique à l'Elysée, vient d'être désigné représentant du ministère de l'Intérieur auprès du délégué aux Jeux olympiques d'hiver de 1992.

M. Prouteau, indique le ministère, « procédera à l'étude des besoins en matière de sécurité et de secours ». Il sera également chargé, auprès du préfet de la Savoie, de la coordination

de l'ensemble des dispositions visant à assurer la sécurité des Jeux olympiques d'Albertville. M. Roger Lejeune, contrôleur général de la police nationale, sera chargé des mêmes tâches lors des manifestations célébrant le bicentenaire de la Révolution et lors du quinzième sommet des pays industrialisés, à Paris, l'année prochaine.

## Une éviction en douceur

Une éviction douce. C'est bien ainsi qu'il faut comprendre la nomination du préfet Prouteau, chargé désormais de veiller à la sécurité des futurs Jeux olympiques d'hiver. Celui qui, six ans durant, est son bureau à l'Elysée, était sur le départ depuis plusieurs mois. Encore fallait-il trouver une occasion de sortie qui ne donne pas l'impression d'une sanction. Ce qui exigeait au moins deux conditions : que le nouveau poste de M. Prouteau soit à la hauteur de ses compétences et que son départ se fasse dans une serenity indifférence, comme n'importe quel changement d'affectation. Pourtant, le départ de l'Elysée de M. Prouteau ne peut être considéré que comme un échec.

Les ennemis de M. Prouteau commencent le 28 août 1982, lorsque le Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), dont il a longtemps été le chef, arrête, sous la conduite du capitaine Paul Barril, trois Irlandais dans un appartement de Vincennes. Trois armes de poing et 500 grammes de plastique sont découverts. L'opération a été menée à l'initiative de la toute nouvelle cellule antiterroriste élyséenne, organisme dont la direction vient d'être confiée au commandant Christian Prouteau. Il ne faudra que quelques mois pour que les conditions douteuses de cette opération apparaissent au grand jour. La perquisition n'a pas été faite dans les formes requises, des pièces ont disparu, et, surtout, les armes et les explosifs trouvés dans l'appartement semblent bien y avoir été placés par le GIGN.

L'affaire ira de rebondissement en rebondissement, au gré des témoignages qu'apportent gendarmes « repentis », policiers indiscrets ou informateurs démasqués. Bientôt, l'officier qui supervisait l'aspect judiciaire de l'opération, le commandant de gendarmerie Jean-Michel Beau, est inculpé de subor-

nation de témoin. Il a incité ses hommes à cacher à la justice les conditions exactes de l'opération. Il le reconnaît mais affirme qu'il n'a rien fait dont il s'ait rendu compte au commandant Prouteau. Après des années d'une procédure prudente et discrète, le chef de la cellule élyséenne, entre-temps nommé lieutenant-colonel puis titularisé préfet, sera à son tour, le 29 octobre 1987, inculpé de subornation de témoin (le Monde du 30 octobre 1987). La majorité, il est vrai, a changé, et l'opinion du parquet aussi, qui, après avoir longtemps laissé l'affaire en sommeil, prend brusquement, sous l'impulsion du nouveau garde des sceaux, des réquisitions impératives.

Comment mieux indiquer que l'affaire Prouteau n'est devenue dès lors que le prétexte de l'affrontement entre le gouvernement de M. Chirac et le président de la République ? Pour mettre en difficulté M. Mitterrand, ni M. Pasqua, ni M. Chalandon, ni même le premier ministre ne manqueraient d'ailleurs, avant comme pendant la campagne électorale, d'agiter le spectre Prouteau en évoquant les agissements de la cellule élyséenne, disoute depuis.

Soutien  
présidentiel

Sans avoir jamais cessé de lui ménager un chaleureux soutien — « Les Français apprendront à respecter et à aimer le colonel Prouteau, qui est pour moi le prototype de ce que notre armée peut produire », dira-t-il de lui après son inculpation. — M. Mitterrand admettra désormais qu'il est préférable d'éloigner son collaborateur. Les, le préfet n'est pas avare d'initiatives malheureuses. Et plus la presse en parle, plus il est, selon un paradoxe connu, intouchable.

C'est ainsi que, à peine sorti du cabinet du magistrat instructeur qui l'a inculpé, M. Prouteau est mis en

cause dans l'affaire dite des « plombs » du Conseil supérieur de la magistrature (le Monde du 17 janvier 1988). Deux anciens gendarmes, anciens collaborateurs de l'ex-cellule élyséenne, et un spécialiste du téléphone sont surpris alors qu'ils tentent de poser une brette téléphonique sur la ligne d'un huisier indiscret du Conseil supérieur de la magistrature. La voiture qui les a amenés a été achetée, sous une fausse identité, pour des opérations discrètes, par M. Prouteau... à l'épouse de M. François Dubois, lui-même mis en cause dans le scandale des ventes d'armes françaises à l'Iran.

Comment éviter que l'ex-supergendarme ne fasse parler de lui ? Mission vraisemblablement impossible. Au moment de l'affaire d'Ouvéa, M. Prouteau sera l'intermédiaire entre le capitaine Legorjus, otage-négociateur en Nouvelle-Calédonie, et le président de la République, qui, isolé par Maignan, tente de savoir ce qui se passe sur le Caillou. Quelles qu'elles aient été, c'est aussi au vu des informations transmises via le préfet Prouteau que M. Mitterrand a donné son feu vert à ce qui est devenu la sanglante opération « Victor ».

La réflexion du chef de l'Etat assurée, le départ de M. Prouteau ne se posait plus dans les mêmes termes. L'entourage élyséen cachait à peine que ce n'était maintenant qu'une question de temps. On envisageait un moment une mutation à la DGSE. Sans conséquence. Puis on pensa aux Jeux olympiques. On attendait le moment propice, c'est-à-dire que passent quelques mois sans que M. Prouteau fasse parler de lui. On s'enquit aussi de savoir si l'inculpation de M. Prouteau, toujours maintenue, pouvait compromettre ses nouvelles fonctions. Ce n'était pas le cas. Va pour les Jeux olympiques.

GEORGES MARION.



## La Série 3 mérite la plus belle Série de superlatifs.



Voilà, vous venez de faire connaissance avec quelques-unes des BMW de la Série 3, votre plaisir ne va pas s'arrêter là car il en existe beaucoup d'autres et notamment la 325iX à transmission intégrale dont les 4 roues motrices sont d'une efficacité redoutable sur sols mouillés et enneigés. 2 portes, 4 portes, 5 portes, moteurs 4 cylindres, 6 cylindres, diesel ou turbo-diesel, boîte mécanique ou automatique et transmission intégrale, multiples possibilités de choix d'équipement, permettent de recenser plus de

40 versions de la Série 3. Ces possibilités font de la Série 3 un concept de voiture sur mesure.

Vous choisirez donc votre Série 3 en fonction de vos besoins, bien sûr, mais aussi selon votre tempérament, vos goûts ou votre budget. Sachez encore qu'il n'y a pas aujourd'hui une BMW de la Série 3 qui n'ait, en équipement standard, par exemple, vitres avant et rétroviseurs électriques, condamnation centrale des portes et réglage en hauteur du siège conducteur... Et que vous pouvez vous offrir la plus belle série de

sensations à partir de 96 400 francs.\*

\*Prix TTC clés en main au 16 août 1988 pour une BMW 316 2 portes millésime 89.

Les modèles photographiés peuvent comporter des accessoires en option. Renseignez-vous auprès de votre concessionnaire.

### Série 3



**MOTUL** partenaire de BMW.

هكذا من الأصل







# Société

Selon Antenne 2

## Trois des auteurs des attentats de 1986 à Paris auraient été identifiés

Les attentats commis à Paris durant l'année 1986, et attribués au groupe « Abdaïah », auraient, selon Antenne 2, été préparés à Beyrouth par le Hezbollah et soumis à l'approbation des autorités iraniennes, par l'intermédiaire des ambassadeurs de ce pays en Syrie et au Liban.

Selon la chaîne de télévision, la police et les services secrets français en auraient acquis la « quasi-certitude » : le Hezbollah se cachait en fait derrière le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), qui avait revendiqué une douzaine d'attentats commis en deux vagues à Paris, durant le printemps et l'automne 1986. L'enquête, selon Antenne 2, aurait également « complètement déjoué de toute responsabilité » Wahid Gerdji, ancien interprète de l'ambassade d'Iran à Paris, qui fut à l'origine de la guerre des ambassadeurs entre la France et l'Iran, durant l'été 1987. M. Gerdji a depuis regagné son pays, sans que le juge d'instruction en charge des dossiers des attentats ait pu relever contre lui des charges suffisantes pour une inculpation.

Antenne 2 affirme encore que trois des auteurs des attentats seraient identifiés par les services de renseignement français. Il s'agirait d'Ibrahim Akil, vingt-sept ans, né au Liban, un des auteurs présumés de l'attentat commis contre le cantonnement français à Beyrouth, en 1983, qui avait fait 58 morts ; Hassan Ghosn, vingt-cinq ans, aurait participé à plusieurs attentats commis à Beyrouth et aurait été reconnu par l'un des ex-otages allemands, M. Alfred Schmidt ; enfin Hussein Mazbouth, vingt et un ans, né au Liban, aurait, lui, participé à trois attentats commis à Paris en 1986, dont celui perpétré contre la librairie Gilbert-Jeune, au Quartier latin, le 4 février 1986.

Les noms de Hassan Ghosn et de Hussein Mazbouth étaient apparus dans la procédure judiciaire menée à l'encontre de Fouad Ali Salih, actuellement détenu en France, accusé d'avoir été le pivot d'un réseau pro-iranien, support logistique aux attentats commis à Paris et perpétrés par des terroristes venus du Liban.

## Le tribunal de Nîmes change de statut

Abondamment critiqué — notamment depuis la conduite de l'instruction du procès de l'affaire de Hénégasse, au point que, depuis, les affaires importantes sont régulièrement « dépeyées » en métropole — le tribunal de première instance de Nîmes va connaître, dans les prochains mois, des changements d'hommes. Le ministère de la Justice a en effet décidé d'élever le niveau hiérarchique des deux postes les plus éminents de ce tribunal, celui de président et celui de procureur de la République. Jusqu'ici, ces fonctions pouvaient être attribuées à des magistrats du deuxième groupe, deuxième grade. Il faudra désormais être du premier grade, premier groupe, pour être nommé.

Officiellement, il s'agit de « appuyer sur des magistrats « plus mûrs ». Le poste de procureur de la République demeurait être, ainsi, dans le courant du mois d'octobre, confié à M. Robert Pimela, jusqu'ici procureur adjoint à Mulhouse, qui remplacera M. Jean-Pierre Bellou, prochainement nommé substitut général à Aix-en-Provence. La présidence — les magistrats du siège étant inamovibles — reste, pour le moment, confiée à M. Jean-Louis Sibaud, à moins qu'il n'accepte, par le biais d'une promotion, une nouvelle affectation.

D'autres remplacements sont attendus : un poste de juge d'instruction va être pourvu, ainsi que celui de premier substitut qu'occupait M. Jean Bianconi, le « magistrat négociateur », pris en otage à Ouhalla, et celui de juge des enfants, tenu jusqu'ici par M. François Senuz, signataire du non-lieu de Hénégasse, qui voit lui échapper le poste convoité de président du tribunal de Wallis-et-Futuna (il est nommé à Metz) ; et un poste de juge.

Au cours du premier trimestre 1989 devraient être mises en place (le Monde du 8 septembre) les sections détachées du tribunal, et des magistrats devraient être envoyés dans les îles Loyales, vraisemblablement à Lifou, et sur la Grande Terre, à Koné ou Poinindji.

Perçus par certains comme une reprise en main politique d'un tribunal hautement sensible, ces changements correspondent à la volonté — parallèle aux accords de Matignon et à la loi référendaire — d'instaurer une nouvelle donne judiciaire dont l'ambition prévue par les textes n'est qu'une façade.

Ag. L.

■ Raymond Mis et Gabriel Thienot relancent une campagne pour la révision de leur procès. Condamnés successivement par trois cours d'assises après deux cassations comme auteurs de l'assassinat d'un garde-chasse, Raymond Mis et Gabriel Thienot ont toujours affirmé leur innocence. A la demande du garde des sceaux, la Cour de cassation avait finalement eu à examiner une requête en révision le 15 juin (le Monde du 17 juin). Mais la chambre criminelle devait juger que les éléments invoqués pour cette révision soit ne constituaient pas des faits nouveaux, soit n'étaient pas de nature à faire naître le doute sur la culpabilité des condamnés.

Aujourd'hui, les deux hommes, âgés de plus de soixante ans, viennent d'annoncer qu'ils entament une grève de la faim en vue d'un nouveau combat pour la reconnaissance de leur innocence, et demandaient une nouvelle loi permettant plus de souplesse pour les requêtes en révision.

Mobilisation sans panique des villes côtières

## Les Texans attendent l'assaut du cyclone Gilbert

Il semble que le cyclone tropical Gilbert a un peu diminué de violence au cours de sa progression du Yucatan vers la côte texane. Mais il n'en restera pas moins — pour combien de temps ? — le cyclone tropical-record de la zone Caraïbes-golfe du Mexique. Il a été, en effet, encore plus violent qu'un hurricane sans nom de 1935 et que Camille de 1969. Ces cyclones sont les trois seuls à être classés comme entrant dans la classe V (le Monde du 16 septembre).

Gilbert a fait moins de victimes qu'on pouvait le redouter (23 à la Jamaïque, 10 en Haïti, 7 en République dominicaine et 5 au Venezuela). Les dégâts sont évalués à des milliards de dollars, dont probablement 7 milliards pour la seule Jamaïque, où 500 000 personnes (près du quart de la population) sont sans abri.

Pour le moment les autorités mexicaines font état de 18 morts. Mais de nombreuses localités du Yucatan sont encore coupées du reste du monde. Déjà, on sait que les dégâts causés aux constructions, aux équipements et aux cultures sont extrêmement importants. — (AFP, UPL)

WASHINGTON Correspondance

« Un monstre... un tueur », répètent à longueur de journée à la radio et à la télévision les météorologues officiels pour décrire Gilbert avançant inexorablement vers la côte du Texas. Le « super poids lourd » des hurricanes (cyclones tropicaux de Caraïbes et du golfe du Mexique), comme on l'appelle encore, se rapproche de la terre, parcourant 16 kilomètres par heure, mais accompagné de vents soufflant à près de 200 kilomètres par heure. Déjà, à Corpus-Christi, à quelque 300 kilomètres de Gilbert des débris jonchent les plages.

Jusqu'à maintenant Gilbert a tué une cinquantaine de personnes dans les Caraïbes et au Mexique. Les habitants de Brownsville et de Corpus-Christi n'ont pas attendu les instructions des autorités pour s'en aller. Certains quartiers de Brown-

ville les plus exposés ont été entièrement dépeuplés par les habitants qui s'étaient dans les voitures pour suivre avec discipline la route d'évacuation. Cet exode massif est bien organisé. Des motels, des écoles, des abris ont été prévus pour accueillir des réfugiés se dirigeant vers Laredo et San-Antonio, en mesure de recevoir respectivement 25 000 et 50 000 personnes.

Mais soit par courage, soit par résignation, quelques-uns ont refusé de partir et attendent Gilbert de pied ferme, enfermés chez eux derrière les panneaux de contreplaqué cloués sur leurs fenêtres. Ils sont prêts à soutenir le siège, ayant accumulé à temps des provisions. Car les magasins d'alimentation n'ont plus rien à vendre et les stations-services sont à sec. A Galveston, des patrouilles de police protègent du pillage les magasins où les maisons abandonnées. Le maire a invité tout ses administrés à partir. « Si je n'étais pas responsable de la ville, je serais parti hier », a-t-il dit.

Jusqu'à présent, la mobilisation contre Gilbert s'effectue en bon ordre et sans panique. Mais l'angoisse grandit. Ainsi des gens

### « Partage » aérien

Un avion américain, qui volait le 15 septembre dans l'océan du cyclone pour en mesurer les paramètres, y a rencontré un avion soviétique venu de Cuba pour une mission analogue. Le premier s'est écarté pour laisser le place au second. Immédiatement, les autorités américaines et soviétiques sont convenues d'un « partage » aérien de Gilbert de façon que deux avions ne volent pas au même moment dans le cyclone. — (AFP)

Le mécontentement des détenus et les projets de l'administration

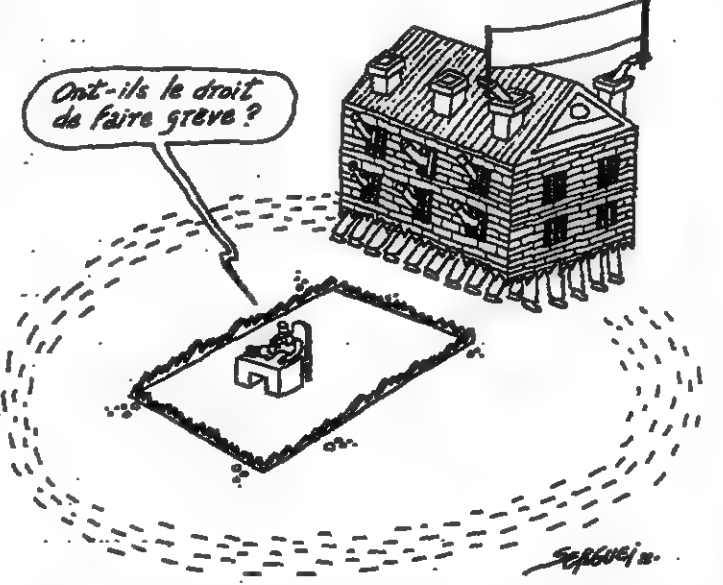
## Les prisons à bas bruit

demandaient pas la suppression de la prison, mais tout juste.

C'est pourtant le moment choisi par le ministre de la Justice (pour lequel son administration ?) pour rompre, dans un entretien accordé le jeudi 15 septembre à Libération, le silence imposé depuis la calamiteuse affaire de la levée de l'isolement des détenus politiques. Le garde des sceaux ne semble pas dégoûté de partager les soucis de nombreux détenus. Se voulant rassurant, calmant le jeu, il confirme qu'il est sensible aux mauvaises condi-

tionnements des syndicats de surveillants, la venue de l'avocat au procureur n'est pas, assurément, à l'ordre du jour, le ministre souhaite, par ce biais, apaiser les difficultés rencontrées par les membres du personnel et faire taire « les fréquentes récriminations de la part de la population pénale soit à la suite de transferts ou de translations judiciaires, soit du fait d'incarcérations successives ».

Le règlement, dont le contenu est laissé à l'initiative du chef d'établissement et pourra être consulté par



tions de détention, qu'il souhaite employer à rendre la justice pénale plus rapide et à faciliter les peines alternatives à l'emprisonnement. Ce n'est pas une surprise. Ses services travaillent : cela se sait moins car, désormais, la confidentialité, le goût du secret font partie. Place Vendôme, des vertes en vogue, on risque de favoriser toutes les rumeurs, des ragots qui courent les prisons avec une déconcertante facilité.

### L'harmonisation des règlements intérieurs

Que ce soit au sein de la commission justice pénale et droits de l'homme récemment mise sur pied où l'on réfléchit entre autres sur les peines de longue durée, leur exécution et sur la limitation des possibilités de placement en détention provisoire (1) ou au sein du cabinet de l'administration, les projets font sonner. Lesquels aboutiront ? C'est une autre affaire.

Avant la fin du mois de septembre, les responsables régionaux de l'administration pénitentiaire doivent ainsi émettre leur avis sur un projet de circulaire signé de M. François Bonnelle, le directeur, visant à harmoniser les règlements intérieurs des prisons françaises. Si

tout démont que en fait la demande, traitera des détails de la vie quotidienne, du format des postes de radio et des prix de cantine, mais aussi des droits et devoirs de chacun. Ce qui est permis, ce qui ne l'est pas, devra clairement être précisé, un essai de limiter au minimum les risques d'arbitraire si fort dénoncés par les détenus. Ainsi, « les règles relatives au placement à l'isolement (...) devront être énoncées et complétées par une fiche technique pouvant être remise à tout détenu placé sous ce régime ».

La participation des détenus à la vie de l'établissement est, elle aussi, prévue. « Dans le cadre des diverses actions de réinsertion sociale développées en faveur des personnes incarcérées, une large place doit être faite à leur responsabilisation progressive afin de leur permettre d'affronter leur liberté retrouvée et de mener une vie normale à l'extérieur (...) Pour que soient évités les effets de privilèges et du coté, il est nécessaire de rechercher une méthode permettant aux intéressés d'exprimer leur point de vue sur l'aménagement du quotidien ».

Sont ainsi envisagées « la désignation par tirage au sort des détenus qui seront consultés sur divers thèmes tels que : parloirs, accueil des familles (...), la prise en

compte du point de vue exprimé par les détenus dans le cadre de leur participation au sein des activités socio-culturelles et sportives, l'implantation de boîtes à idées ».

### La « daguerromanie »

Sans parler de « syndicats de détenus », on n'est pas loin de la création de ce « statut du détenu », qui irrite tant les personnels de surveillance ni de la démarche du directeur des Baumettes à Marseille, M. Jacques Daguerre, en butte depuis plusieurs semaines à la jacquerie de son personnel qui l'accuse, à force de vouloir « ouvrir » sa prison sur la vie, de prendre contre eux le parti des détenus. « Peste marseillaise : la daguerromanie », perçoit méchamment un tract du Syndicat national des personnels de surveillance Forces ouvrières...

Plus tôt connu, jusqu'ici, pour son autoritarisme, le directeur de l'administration pénitentiaire, qui, de M. Albert Chalandon à M. Pierre Arpeillange, tente de s'adapter au changement de politique (bien que la rumeur insistante lui prédise un avenir assez court Place Vendôme), avait déjà fait part, le 11 juillet, de ses propositions de réforme au ministre de la Justice. Dans la continuité du rapport de M. Pierre Dubois de Prisque sur l'état de la justice en France (le Monde du 6 juillet), le directeur de l'administration pénitentiaire, avocat convaincu d'avoir été tout à fait convaincant, du programme des quinze mille places de prison sous M. Chalandon, dénonçait le « laminage budgétaire » particulièrement sensible en 1989 et qui risque d'« aboutir à une impossibilité, dans un ou deux ans, non seulement d'ouvrir certains établissements construits mais de rendre très insuffisant l'effort nécessaire pour améliorer la réinsertion, le développement, la probation et des peines alternatives à l'emprisonnement (en milieu ouvert) ».

Il faut, tout en revalorisant le rôle des surveillants, estime le directeur qui envisage à la fois des mesures législatives et des mesures réglementaires, raccourcir le délai d'octroi du sursis avec mise à l'épreuve d'un à trois ans au lieu de trois à cinq années, convertir les courtes peines d'emprisonnement en travail d'intérêt général, faciliter et étendre les semi-libertés et les suspensions de peines et accorder les permissions de sortir aux condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité qui peuvent faire l'objet d'une libération conditionnelle. Il pourrait, souligne M. Bonnelle, être profondément amélioré, par exemple grâce à l'extension du principe du débat contradictoire cher au droit pénal français dans les poursuites disciplinaires devant le pètrioir, l'amélioration de l'usage du

téléphone par les condamnés à de longues peines, la réhabilitation du travail pénitentiaire par la transformation de l'actuelle région en établissement public industriel et commercial qui verserait aux détenus un salaire minimum horaire évalué à 12 ou 14 F.

Les détenus ont-ils confusément senti que leurs préoccupations rejoignent celles du pouvoir en place ? Leur mouvement n'est-il qu'un effet de signe, une espèce d'appel à un ministre dont ils se disent qu'il les a compris mais qu'il devrait aller plus loin, plus fort et plus vite ? Ou bien va-t-il prendre d'autres formes ? Personne n'est capable de le dire. « Il ne faut jamais se fier au calme », souligne le directeur d'une maison d'arrêt.

### L'angoisse du personnel

De leur côté, nombre de surveillants et directeurs observent ce tango avec circonspection et désempolement. « Le personnel est angoissé », souligne Jacques Vinagère, responsable du syndicat FO des personnels de surveillance. Loin de le pousser comme on nous accusait de le faire sous Badinter, au contraire nous essayons d'arrondir les angles. Mais la base nous met l'épée dans les reins. La discipline se dégrade. Les détenus font ce qu'ils veulent. Quand, grâce au matériel d'hallitophilie, on défonce les portes et les réfrigérateurs comme à l'île de Ré, qu'on doit faire face à une émeute, on s'entend dire qu'après tout on ne s'en est pas si mal sorti, et nous on voit partir notre administration en flèche. On voit le ministre. Il nous écoute. Et on se dit qu'on est passé d'un marchand de ciment à un idéaliste ».

Les directeurs d'établissement ne sont guère plus enthousiastes : « On a l'impression, dit l'un d'eux, que la chose pénitentiaire nous échappe complètement. On nous considère comme des rétrogrades amoureux du bâton, imprégnés d'un esprit d'autoritarisme étroit et qui ne comprennent rien à ce que devra être la prison de demain ».

Alors, le malaise rampe, s'insinue. Personne ne va vraiment au bout de l'affrontement : ni les détenus ni le personnel. Et on attend. C'est peut-être le jeu classique des rapports de forces.

AGATHE LOGEART.

(1) Dans le questionnaire auquel doivent répondre les personnels interrogés par la commission, on demande ainsi si elles sont « favorables à une limitation des placements en détention provisoire aux seuls cas où la peine encourue est égale ou supérieure à deux ou trois ans, max mineurs de dix-huit ans ou de seize ans, pour les délits qualifiés primaires en matière correctionnelle le cas échéant, sous condition préalable de reconnaissance de culpabilité et d'indemnisation des victimes ».

هكذا من الأصل





# Les XXI<sup>e</sup> Jeux olympiques à Séoul

## Le programme d'une semaine à la télévision

Trois chaînes françaises ont acquis les droits de retransmission pour environ 24 millions de francs, à parts égales. La plus large couverture sera assurée par Antenne 2, qui consacrera quelque cent soixante-dix heures aux Jeux. En raison du décalage horaire, les retransmissions en direct

débiteront dès la fin du programme habituel en soirée et se poursuivront jusqu'au journal du matin. Les diffusions reprendront de 14 h 30 à 17 h 30, sauf le mercredi et le dimanche, avec les épreuves enregistrées dans la matinée. De 19 h 10 à 19 h 30, Antenne 2 présentera un journal des JO.

TF1 a choisi de présenter un résumé complet des épreuves de la nuit, tous les jours entre 6 heures et 7 h 30. La première chaîne consacrera également dix à quinze minutes aux JO à la fin de ses journaux télévisés de 13 heures et de 20 heures. FR3 donne trois rendez-vous par jour aux téléspectateurs, du lundi au vendredi, de

13 heures à 14 h 30, de 18 heures à 19 heures, puis dans « Soir 3 », vers 22 h 30. L'émission « Sports 3 », programmée le samedi de 23 h 30 à 0 h 30, sera également consacrée aux JO, de même que « Sports-Loisirs » du dimanche après-midi.

	SAMEDI 17 septembre	DIMANCHE 18 septembre	LUNDI 19 septembre	MARDI 20 septembre	MERCREDI 21 septembre	JEUDI 22 septembre	VENREDI 23 septembre
CÉRÉMONIE D'OUVERTURE	A2 : de 2 h 25 à 6 h 30 TF1 : résumé de 6 h à 7 h 30 FR3 : résumé entre 18 h et 19 h						A2 : direct entre 1 h 5 et 8 h 30 TF1 : direct et résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h
ATHLÉTISME							
AVIRON			TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30
BASKET-BALL	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 15 h et 17 h et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h
BOXE	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 0 h 50 et 6 h 45 TF1 : résumé entre 6 h et 8 h FR3 : résumé entre 15 h et 17 h et entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 0 h 25 et 6 h 45 TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 0 h 10 et 6 h 45 TF1 : direct entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h
CYCLISME		TF1 : résumé entre 6 h et 8 h FR3 : résumé entre 15 h et 17 h		A2 : en différé entre 14 h 30 et 17 h FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 0 h 40 et 6 h 45 TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	A2 : direct entre 23 h 35 et 6 h 45. Différé entre 14 h 30 et 17 h TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : différé entre 14 h 30 et 17 h FR3 : résumé entre 18 h et 19 h
ESCRIME				FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : différé entre 14 h 30 et 17 h TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : différé entre 14 h 30 et 17 h TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h
FOOTBALL	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h
GYMNASTIQUE		TF1 : direct entre 6 h et 8 h FR3 : résumé entre 15 h et 17 h	A2 : direct entre 0 h 25 et 6 h 45. Différé entre 14 h 30 et 17 h TF1 : direct entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 0 h 10 et 6 h 45. Différé entre 14 h 30 et 17 h TF1 : direct entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 0 h 40 et 6 h 45 TF1 : direct entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 23 h 35 et 6 h 45 TF1 : direct entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	TF1 : direct entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 14 h et 14 h 30
HALTÉRO-PHIE			A2 : différé entre 14 h 30 et 17 h FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	A2 : différé entre 14 h 30 et 17 h FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h
HANDBALL				FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h
HOCKEY-SUR-GAZON		FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h		FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : direct (sous réserve) entre 11 h 30 et 12 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	
LUTTE			FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 0 h 40 et 6 h 45 TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 23 h 25 et 6 h 45. Différé entre 14 h 30 et 17 h TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 1 h 05 et 8 h 30. Différé entre 14 h 30 et 17 h TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h
NATATION	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 0 h 50 et 6 h 45 TF1 : résumé entre 6 h et 8 h FR3 : résumé entre 15 h et 17 h	A2 : direct entre 0 h 25 et 6 h 45 TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 0 h 10 et 6 h 45 TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	A2 : direct entre 0 h 40 et 6 h 45 TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 23 h 35 et 6 h 45 TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	
PENTATHLON MODERNE		FR3 : résumé entre 15 h et 17 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	A2 : direct entre 23 h 35 et 6 h 45 TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	
SPORTS EQUESTRES			FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30
TENNIS				TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30		FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h
TENNIS DE TABLE							TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h
TIR		TF1 : résumé entre 6 h et 8 h FR3 : résumé entre 15 h et 17 h	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30	TF1 : résumé entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	
VOILE				FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	
VOLLEY-BALL	A2 : direct à 8 h 30 France-Pays-Bas FR3 : résumé entre 18 h et 19 h	TF1 : résumé entre 6 h et 8 h FR3 : résumé entre 15 h et 17 h et entre 18 h et 19 h	A2 : différé entre 14 h 30 et 17 h TF1 : direct entre 6 h et 7 h 30 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h		A2 : direct à 10 h 25 FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h	FR3 : résumé entre 13 h et 14 h 30 et entre 18 h et 19 h

passant

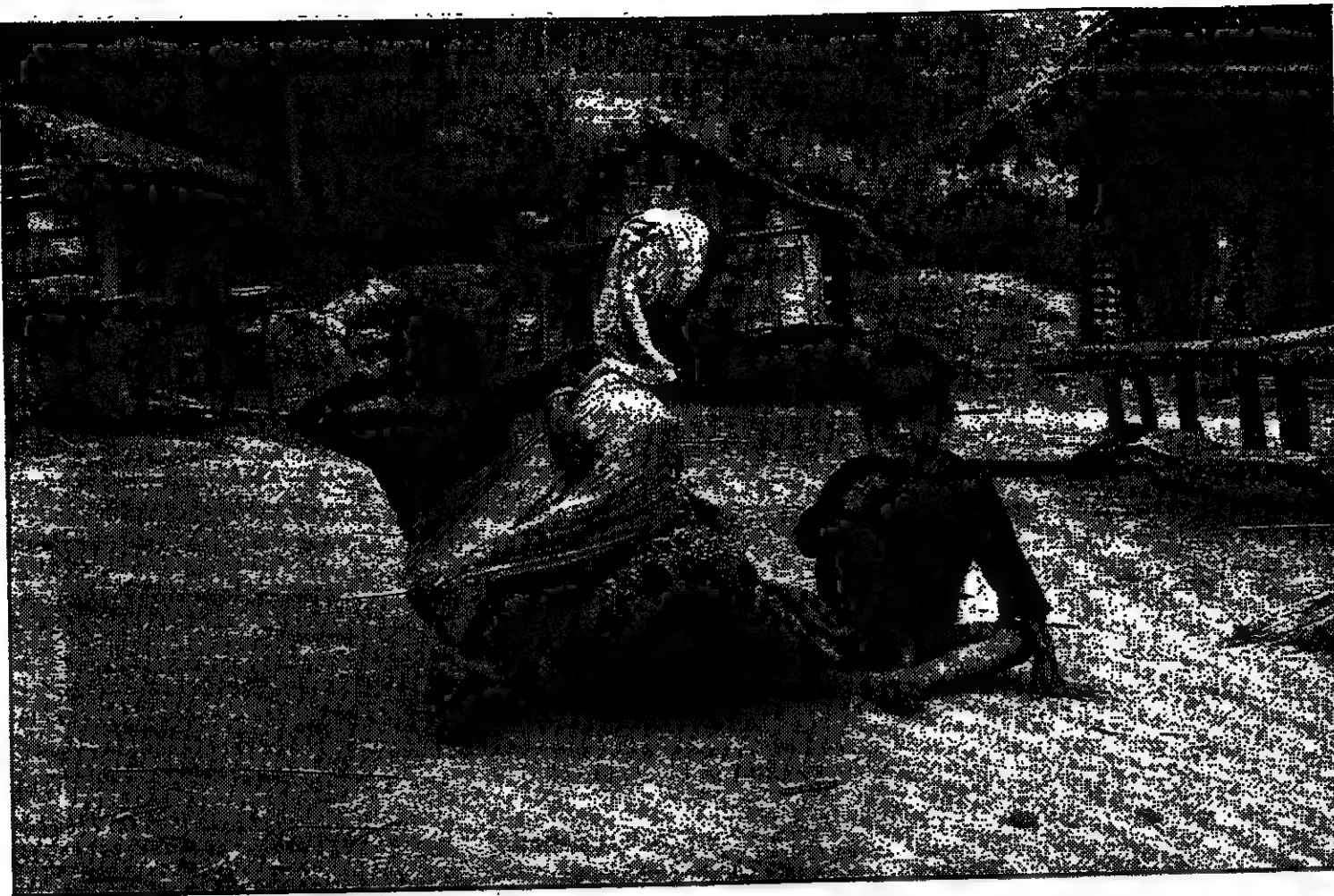
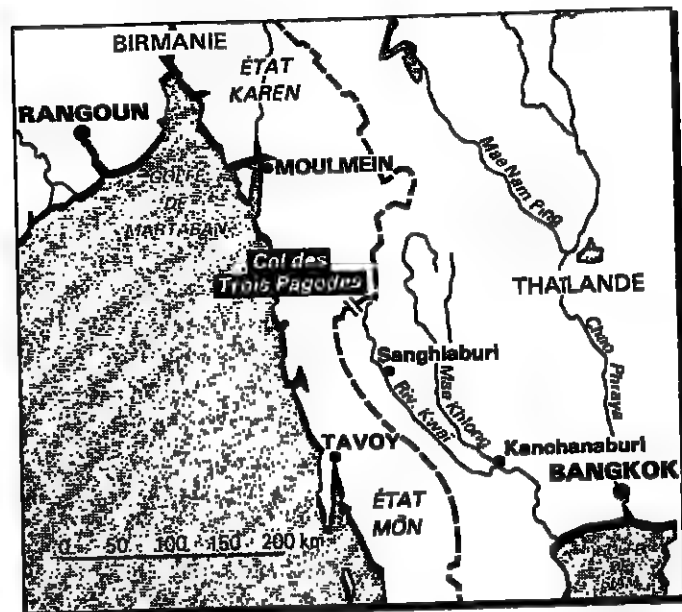
Devenir

En 1988, les Jeux olympiques de Séoul ont été marqués par une série de scandales, notamment le dopage et la corruption. Ces événements ont entraîné une réévaluation des protocoles de sécurité et de surveillance lors des Jeux olympiques suivants.

Plus



# Le Monde SANS VISA



## En passant par la rivière Kwai

Quitter Bangkok la trépidante pour le col des Trois-Pagodes et la frontière birmane. Chemin faisant, un pont sur la rivière Kwai.

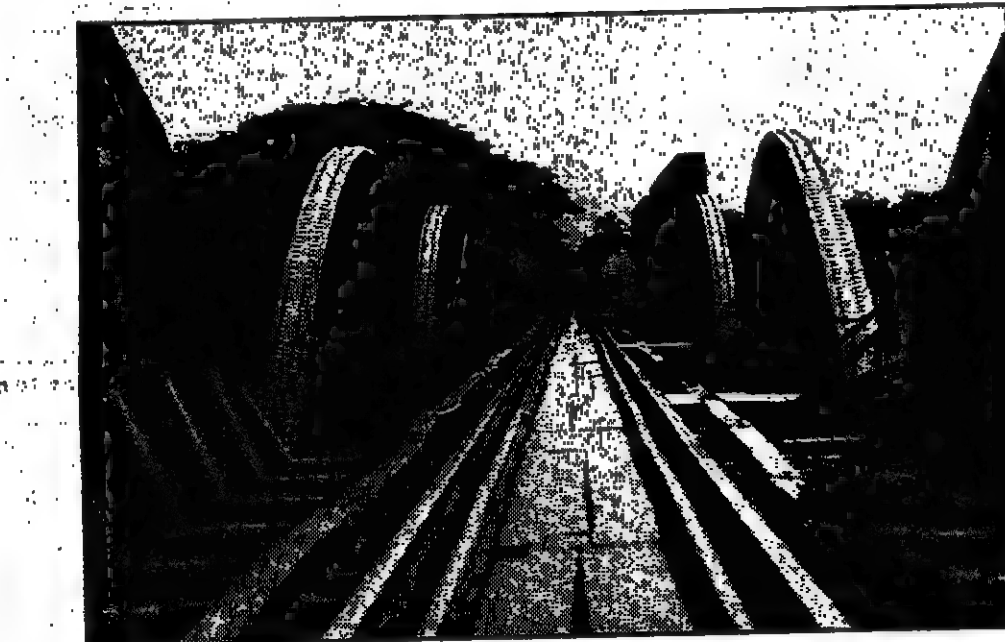
par Claude B. Lovenson

**T**ROIS villages, trois collines, un éléphant — mais à trois têtes, et blanc de surcroît — sans oublier les trois pagodes : la subtile magie thaïe autour d'une relation mystérieuse au chiffre de la trinité ? Elle ne serait pas la seule, mais elle seule parvient encore à provoquer l'imagination par ce chiffre si banal que son pouvoir incantatoire s'est décemment évanoui. Pourtant, les trois villages ont jalonné un long différend avec le voisin laotien, comme les trois collines ont marqué au sceau de la mort de deux combats.

L'éléphant blanc à trois têtes, lui, remonte à l'origine de la nuit des temps. Il s'appelle Erawan et il est sacré, profondément vénéré aujourd'hui encore par des générations nouvelles qui en ont peut-être oublié la signification.

Quant aux trois pagodes, c'est une autre histoire. Leur origine, elles la doivent à la séculaire rivalité de deux peuples voisins, les Thaïs, précisément, et les Birmans, aussi jaloux l'un que l'autre de leur passé respectif, qui les a souvent opposés. L'épaisseur des jungles n'a pas toujours suffi à les protéger des attaques. L'un de l'autre, et des troupes au fil des ans col ou passé, pour laisser dévaler ou grimper vers les assaillants. D'allées en venues, des sentiers se sont incrustés, ouvrant la voie aux marchands, aux soldats, aux moines, aux pèlerins, aux trafiquants, aux villageois enfin qui finissent par s'entrecroiser de part et d'autre d'une ligne de démarcation décidée à Bangkok ou à Rangoon, sinon plus loin encore.

Le col des Trois-Pagodes. Un nom sur une carte, une étape rêvée sur un tracé hâtif aux confins de mondes repliés dans une nonchalance apaisante. Autrefois, c'était il y a des siècles, du temps des grandes guerres birmano-siamaises, des guerriers rentrant chez eux auraient déposé les premières pierres de ce qui allait devenir d'abord des cairns — hommage du chemineau qui rend grâce aux divinités de l'avoir laissé passer sans lui chercher noise. Comme des galets blancs pour ne pas se perdre en route, pour signifier aussi à ceux



qui viendront après que le passage est frayé.

Des pèlerins, plus tard, suivent le même itinéraire, gravissent les pentes douces et longues pour redescendre ensuite vers des sanctuaires de haute renommée, tant et si bien que le cairn finit par s'ériger en pagode, halte de repos et de dévotion chère aux fidèles bouddhistes.

Pagode est d'ailleurs un bien grand mot pour ces trois pagodes chanées de frais, méticuleusement entretenues, leur pointe dressée vers un ciel changeant et indiquant une séparation. D'un côté, la Thaïlande ; au milieu — juste au milieu — la frontière, avec un demi-cercle de base en territoire siamois et l'autre demi-cercle en terre birmane ; et, au-delà, la Birmanie, ou plutôt Kaw Thoo Lei, comme l'appellent les insurgés mōns, karens, shans et kachins qui tiennent la région.

### Décor d'estampes

En tout cas, le coup d'œil vaut amplement le détour. Quitter la métropole trépidante de Bangkok pour trouver, à portée de main, un monde au décor d'estampes n'est qu'un repos bien mérité pour l'amateur en quête de découvertes hors des circuits battus. Bien sûr, la halte s'impose à la rivière Kwai, à Kanchanaburi, sans s'y attarder cependant : l'itinéraire balisé est sans difficulté pour

saluer le souvenir des morts en captivité nipponne, sacrifiés sur l'autel de la construction du « chemin de fer de la mort ». Qui devait justement relier Kanchanaburi à Moulmein, en passant par... le col des Trois-Pagodes.

Les grands alignés continuent de rappeler des horreurs que les Thaïs ne comprennent plus très bien : dans la douceur ombragée des bosquets de fleurs, des pèlerins d'une autre époque viennent se recueillir, puis repartent — comme n'importe quels autres touristes.

Et, sous le pont, la rivière Kwai roule toujours ses eaux qui fendent les longues pirogues des pêcheurs et les billes de bois en flotaison, alors que des enfants s'ébattent en s'éclaboussant à qui mieux mieux au bord de la rive. De petits restaurants en plein air allument au crépuscule leurs lampes multicolores et, sur les terrasses surplombant l'eau, on déguste les spécialités locales joyeusement pimentées.

Au-delà de Kanchanaburi, le paysage change et s'assagit, se faisant plus conforme à l'imagerie classique : des collines, des forêts, des cascades, une route asphaltée, mais étroite, et qui s'autorise des virages en épingle à cheveux ; de loin en loin, un hameau, des champs cultivés et des buffles vautrés dans la fange d'un étang à peine perceptible. A l'écart, des

monastères dressent leurs toits richement décorés et posent des taches de couleurs vives sur la monotonie ocre et vert du paysage. La circulation automobile s'étole, les stations d'essence se font rares : un autre visage du pays, mieux caché, se laisse entrevoir.

L'animation reprend à peine à l'abord de Sanghaiburi, par-dessus un étalé dans un valloir entouré de collines. Un lac d'accumulation a englouti une partie des villages des alentours et un monastère, dont seul surmonte le faite. Au sommet d'une autre colline, maçons et moines sont à pied d'œuvre pour en bâtir un tout neuf, rutilant de ses ornements et de ses blancs éclatants.

Mais, pour atteindre les Trois-Pagodes, il faut emprunter un chemin qui rougeoie dans la moiteur de la mi-journée : une vingtaine de kilomètres de terre battue, poussiéreuse au moindre souffle de vent et boueuse à la moindre ondée, une fois passée la barrière que lève, de sa guérite en bois, un jeune soldat de garde. Il ne demande rien, et aucun contrôle n'est effectué sur cette frontière pas vraiment comme les autres. Car, au col non plus, pas le moindre contrôle douanier — ni thaï ni birman.

Une frontière fantôme, en somme. Seules les trois fameuses pagodes indiquent une vague

ligne de démarcation, dont nul, sur place, ne semble se soucier. Au premier coup d'œil, cependant, curieusement, une impression s'impose : instantanément, on sait où finit la Thaïlande et où commence la Birmanie. Peut-être le char à bœufs lourdement chargé, qui dépasse un bunker au bord de la route, suffit-il à indiquer l'impalpable transition...

### Un moine passe

Un haut porche de bois marque l'entrée du village, et proclame « Journée nationale mōn » — en caractères latins et birmans ! A ses pieds, la guérite porte un grand panneau bleu où s'inscrit en blanc « Mōn National Liberation Army », avec des traductions thaïe et birmane. Un jeune soldat meuble son temps en jouant avec sa mitraillette. Pieds nus sur la terre poudreuse, il sourit en nous voyant nous engager dans la « rue » principale, bordée de cahutes de bois, faisant office tout à la fois de logis, d'entrepôts, d'échoppes et de salon de thé, d'ateliers aussi.

Tout un petit monde barloché et très birman vague à ses occupations courantes — ici, hormis les soldats, personne ne porte le pantalon, hommes et femmes sont fidèles au « longyi » traditionnel, la jupe unisexe en coton léger nouée à la taille. La « douane » karene est bien gardée, mais les convois matinaux sont déjà

passés, et les « combattants de la liberté » dégustent des glaces sous l'auvent.

Des moines passent, leur robe orange éclatante et l'ombrelle déployée les distinguant radicalement de leurs confrères thaïs, au vêtement plus sobre. Leur bol à aumône aussi diffère, et de les voir ainsi voisins et pourtant tellement eux-mêmes dans leurs coutumes similaires apporte encore une touche supplémentaire d'irréalité moqueuse à cette frontière qui n'en est pas une.

C'est un peu une manière de jeu — la légende dorée des Trois-Pagodes, ces hameaux en miroir qui se renvoient des images d'existence parallèles, et ces points d'intersection de deux mondes sous-tendus par les liens aussi entremêlés qu'occultés de la contrebande et des trafics en tout genre : armes, nourriture, pierres précieuses, opium aussi.

A vingt kilomètres de là, d'un côté, la Thaïlande souriante reprend ses aises et, à vingt kilomètres de l'autre côté, une fois franchies les limites des villages successifs, la sombre jungle birmane reprend ses droits. Pour la traverser, il faut montrer patte blanche aux maquisards en lutte contre le pouvoir central de Rangoon. Mais c'est là encore une autre histoire, alors que le voyageur aime à prolonger son rêve qui vient s'effranger au pied des Trois-Pagodes...

### Repères

#### ● Itinéraire

Prendre la route vers l'ouest, en direction de Kanchanaburi (130 km de Bangkok). Arrêt pour voir le pont sur la rivière Kwai, avant de repartir en direction de Sanghaiburi (215 km environ de Kanchanaburi). La route est asphaltée, en lacets à travers les collines et agréable à suivre. De nombreuses cascades, un peu à l'intérieur des terres en bordure de la route, offrent de beaux points de vue et des haltes bienvenues. Entre Tong-Pha-Phum (138 km de Kanchanaburi) et Sanghaiburi, il n'y a pas de station d'essence. De Sanghaiburi au col, une vingtaine de kilomètres de route de terre. Parmi les cascades, à voir celle d'Erawan, dans le parc

national du même nom, peu après Kanchanaburi, la Huay Khamin ou encore celle de Sai Yok.

#### ● Hôtels

Plusieurs hôtels de diverses catégories à Kanchanaburi, sur la route du col. On peut passer la nuit au River Kwai Village, une auberge confortablement aménagée dans la forêt, au bord de la rivière, d'où l'on peut également remonter vers le col en bateau. Possibilités d'hébergement chez l'habitant ou dans des bungalows nouvellement construits du côté thaï, à proximité du col. Un hôtel modeste se trouve à Sanghaiburi, et fait office de restaurant.



Paris Bangkok en 12h 30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



هكذا من الأصل









## Bruxelles et le bel canto

Belgique pour mélomanes : le Théâtre de la Monnaie, à Bruxelles, affiche son programme : le *Traviata* (Lella Cubelli) en octobre, *Norma* (Sharon Sweet) en décembre, *Wozzeck* (José van Dam) en avril, le Couronnement de Poppée en mai-juin, le *Finta Giardiniera* en juin-juillet, des ballets et des concerts ; mais aussi, au Cirque royal, l'Opéra de Pékin le 9 octobre, le Bolshoi le 26 novembre et Carmen le 11 février.

L'amatour de bel canto a d'autant plus le choix que Balconop — comme ballet, concert, opéra — est une formule vraiment à la carte. Elle comprend un cocktail de bienvenue et d'amitié, la place d'opéra en 1<sup>re</sup> ou en 2<sup>e</sup> catégorie et la nuit avec petit déjeuner dans un hôtel de grand confort ou de luxe. Le service artistique de l'Office de promotion du tourisme (rue du Marché-aux-Herbes 97, 1000 Bruxelles, tél. : 2618-14-94) établit pour chaque demande un forfait personnalisé.

On peut préférer les forfaits train + opéra qui comportent le voyage Paris-Nord-Bruxelles-Paris en 1<sup>re</sup> classe, le cocktail de bienvenue, la place d'opéra en première catégorie et la nuit avec petit déjeuner à l'hôtel Métropole (un hôtel de luxe au décor digne d'une diva) : de 1300 F à 1500 F.

par personne en chambre double. Pour cette formule, inscriptions auprès de la ENAC (136, rue de Rennes, 75006 Paris, tél. : 42-22-19-55). L'Opéra royal de Wallonie, à Liège, avec notamment *Lohengrin*, *Don Giovanni*, *Roméo et Juliette* et des opérettes (*la Veuve joyeuse*), entre dans le cadre de la formule train-opéra.

## Une journée à Pierrefonds

La journée annuelle « portes ouvertes » dans tous les monuments historiques de France est désormais entrée dans les mœurs. Fût-ce le dimanche 18 septembre, elle sera l'occasion, cette année, au château de Pierrefonds, dans l'Oise, à 80 kilomètres au nord de Paris, d'un exceptionnel « festival d'un jour » organisé par la Calée nationale des monuments, historiques et des sites.

Dans ce grandiose bâtiment remontant aux Carolingiens, et reconstruit dans son état médiéval par Viollet-le-Duc pour Napoléon III, qui fut renversé avant de pouvoir y résider, se succéderont du matin au soir des épreuves sportives, proposées à tous (tir à l'arc, ascension des tours de guet, courses dans les courtoises) des jeux « historiques » avec des lots, des animations théâtrales ambulantes

menées par la compagnie bretonne Tuchenn venue avec un spectacle de Bernard Colin, *l'Ombre et le Vent*, qui va comme un gant au château fort.

L'accès à l'ensemble des manifestations sera gratuit, à l'exception du déjeuner servi dans la grande cour médiévale. Des explications architecturales sur l'art du machicoulis — ou « le grand dessin » de Viollet-le-Duc à Pierrefonds — seront fournies aux participants, parmi lesquels on attend beaucoup d'enfants. Pour eux, les gros donjons cachés au fond d'une des forêts les plus « Belle au bois dormant » de



France, constituent un véritable joyau grandeur nature. Le reste du mois de septembre, Pierrefonds sera ouvert tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. (Départ de la dernière visite à 17 h 15). Ensuite, et jusqu'au 31 mars, le château sera visitable sauf le mardi et le mercredi, et l'ultime visite dématérialisée à 15 h 40.

## Avec des amis de l'Inde

Aux candidats à un premier voyage en Inde, les Amis de l'Orient, association chevronnée, proposent un « classique » : trois semaines, du 2 au 23 novembre prochain, pour s'initier aux civilisations du sous-continent en découvrant l'architecture des temples et des palais, et les cultures dont elles sont le témoin.

Le voyage commence à Bombay par la visite des grottes d'Elephanta puis des ensembles rupestres d'Ellora. Les temples hindouistes parmi les plus importants sont au programme : Aïhole et Pattadakal, Bhujaneswar, Kone-rak, Khajuraho. L'art musulman est illustré notamment par le Taj Mahal, à Agra, et la cité de Fatehpur Sikr. Enfin, Bénarès figure



aussi dans ce circuit d'initiation très complet.

Le prix (25 800 F en chambre double) comprend les vols Paris-Bombay et Delhi-Paris, des hôtels grand confort dans les grandes villes et plus modestes au Karnataka, les déplacements (une nuit en train, nombreux trajets en autocar ou en voiture). Le groupe (quinze personnes au moins) est accompagné par une ancienne élève de l'Ecole du Louvre.

Association française des Amis de l'Orient, 19, avenue d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : 47-20-33-08.

## Saint-Michel en équinoxe

A l'équinoxe, les ombres sont droites et les marées plus fortes. Eau, ciel, lune et soleil, inspiré et « joué » par les éléments, un grand spectacle inédit s'empara du Mont-Saint-Michel, du 20 au 30 septembre. La flèche de l'abbaye et la silhouette du mont figureront l'aiguille d'un cadran solaire géant : les chiffres, romains, tracés par des miroirs plantés dans la baie. Chaque jour, de 10 heures à 18 heures, si le soleil le veut bien, on pourra lire l'heure, entendre les cloches de l'abbaye et un concert dans les jardins.

Cet événement culturel a été imaginé par Laurent Maget, qui a déjà à son actif le spectacle du Puy-du-Fou et d'autres manifestations originales, avec l'appui de Nicolas Simonnet, architecte, conservateur du mont, et de Francis Rocard, astrophysicien chargé de recherche au CNRS. Ponctué par l'équinoxe (23 septembre) et la Saint-Michel (29 septembre), la mise en scène du site devrait être une belle occasion de revoir le monument.

Renseignements : Le Mont-Saint-Michel, 80, boulevard Saint-Marcel, 75006 Paris. Tél. : 43-38-71-46 et 43-38-51-32.

## Paris pratique

Ainsi que vient de le rappeler opportunément une campagne de presse et d'affiches, le tourisme, c'est d'abord l'accueil. Mais c'est aussi la capacité d'un pays, d'une région ou d'une ville, à informer et à assister les visiteurs. Un impératif dont l'Office de tourisme à Paris (127, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 47-22-61-72) semble avoir mesuré l'importance à en juger par le nombre et la qualité de ses récentes publications.

Signalons notamment l'édition 88-89 du *Plan-Guide de Paris-Ile-de-France* qui présente, au recto, un plan clair de la capitale, un plan de métro et du RER avec des informations pratiques sur les transports parisiens et des suggestions pour les visites et les achats dans Paris et, au verso, un guide recensant les principaux monuments, musées, parcs et jardins, sans oublier les cimetières, les lieux de culte et le circuit du Paris illuminé, des informations sur les grands sites touristiques de l'Ile-de-France et un ensemble d'informations pratiques (banques, bureaux de change, postes, urgences) indispensables aux touristes. Édité en sept langues, ce document est disponible dans les bureaux d'accueil de l'Office de tourisme.

Autre bible : l'édition 88-89 du *Guide des hôtels de Paris-Ile-de-France* adhérente de l'Office. Au total, 1 127 hôtels à Paris et 244 en Ile-de-France présentés par arrondissement (ou département) et catégorie avec le rappel des principaux lieux touristiques situés dans les parages. Un guide disponible sur les Champs-Élysées, à la tour Eiffel et dans les gares du Nord, de l'Est, de Lyon et d'Austerlitz.



## BIENNALE DE LA DANSE A LYON

A l'occasion de la biennale de la Danse, la GNGF organise pour la soirée de gala un week-end exceptionnel.

**SAMEDI 17 SEPTEMBRE 1988**

- Départ du TGV spécial (emprunté par les étoiles de l'Opéra de Paris) à 14 h 28 ;
- Arrivée à Lyon à 16 h 28 ;
- Vernissage de l'exposition ou projection de films de la cinémathèque ;
- Soirée de gala à l'Auditorium : quatre siècles de danse en France ;
- Souper de gala.

**DIMANCHE 18 SEPTEMBRE 1988**

- Matinée et déjeuner libres ;
- à 17 h : grand bal de la Renaissance ;
- à 20 h 33 : départ du TGV spécial ;
- à 22 h 33 : arrivée à Paris.

- Tenue de soirée recommandée -

RENSEIGNEMENTS : TEL. 43-80-63-63 - M. DURANTON

## VOYAGES - AVENTURES

à pied, en 4x4 et sous les étoiles

**SAHARA - KENYA**  
Maroc, Mali, Turquie, etc...  
Doc. 50, av. des Ternes  
75017 Paris - 43.42.45.45

**NOMADE**

## RÉSIDENCES

COTE D'AZUR

MENTON - LOCATIONS MEUBLÉES

ÉTÉ - HIVER

Demandez notre catalogue-photos

Agence Almarada

BP 175 06505 MENTON CEDEX

TEL. 93-57-49-49.

Organisez vos vacances à la neige au centre Béthanie. 1 600 m près de Font-Romeu, P.-O.

Renseignements : 12, rue Joseph-Sauvy, 66000 Perpignan. Tél. : 68-35-48-20.

**CAMPAGNE MER MONTAGNE**  
Province

MER/VE/MONT-SPARBOIS près de trois m<sup>2</sup> du golf à vendre APPARTEMENT magnifique 2 pièces 50 m<sup>2</sup> terrasse + jardin + garage + cave + cuisine + électricité. Cuisine équipée. Prix : 950 000 F. Tél. : (14) 59-43-36-34.

## SENEGAL GAMBIE

Vol à partir de

**2180 F**

DÉPART DE : PARIS, MARSEILLE, MULHOUSE, TOULOUSE

1 semaine en

NOVOTEL \*\*\*\*

à partir de

VOL + 1/2 PENSION

**4980 F**

LA 1705

## uniclam voyages

- 63, rue Monsieur le Prince 75006 PARIS. Tél. 43.29.12.36
- 11, rue du Quatre-Septembre 75002 PARIS. Tél. 40.15.07.07

## MITING

PARIS PORTE DE VERSAILLES  
23-24-25 OCTOBRE 88

1<sup>er</sup> Marché International du Tourisme pour l'Incentive et les voyages de Groupes

## Le tour du monde en 3 jours

Idéale et unique occasion de rencontre, le 1<sup>er</sup> MITING sera pour vous une formidable opportunité de prise de contact, d'information, d'analyse et de négociation avec les professionnels.

Offices de tourisme, de destinations proches et lointaines, voyageurs, hôteliers, transporteurs (air, mer, fer, route), régions de France, salles de spectacles, assureurs... Tous les pro-

fessionnels du Tourisme et des Voyages de Groupes seront là, avec plus de 1 000 marques, réparties sur près de 400 stands.

Ces trois journées de contacts privilégiés sont la promesse pour votre entreprise ou votre organisme, des plus beaux voyages, des prestations les mieux adaptées et des meilleures conditions de prix.

Afin d'assister au 1<sup>er</sup> Marché International du Tourisme pour l'Incentive et les voyages de Groupes sans acquitter de droit d'entrée, retournez ce coupon à :

MITING, 11, rue Godefroy-Cavaignac, 75541 Paris Cedex 11

Je désire visiter MITING et souhaite recevoir mon badge magnétique personnalisé afin d'accéder au salon sans acquitter de droit d'entrée.

Mon domaine d'activités est :

- ☐ Tourisme d'affaires
- ☐ Incentive
- ☐ Organisation de congrès
- ☐ Comité d'entreprise
- ☐ Club 3<sup>e</sup> âge
- ☐ Club de loisirs
- ☐ Association sportive
- ☐ Association culturelle
- ☐ Administration
- ☐ Autres

Nom : ..... Prénom : .....

Société ou organisme : .....

Fonction : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

هكذا من الأصل



# JEUX

## échecs

N° 1298

ANATOLE, LE MAGNIFIQUE

(50<sup>e</sup> championnat de l'Union soviétique, Moscou, août 1988.)

Blancs : KARPOV.  
Noirs : A. YOUSOUPOV.  
Gambit-D. Variante d'échange.

1. e4 46. f3 23. b4 (a) 24. c5 (b) 25. f2 (c) 26. f3 (d) 27. d6 (e) 28. d6+ (v) 29. d4 (w) 30. f4 (x) 31. f4 (y) 32. f4+ (z) 33. c4+ (v) 34. d4+ (w) 35. c4+ (x) 36. d4+ (y) 37. e5 (z) 38. e4 (a) 39. f4 (b) 40. f4 (c) 41. f4 (d) 42. f4 (e) 43. f4 (f) 44. f4 (g) 45. f4 (h) 46. f4 (i) 47. f4 (j) 48. f4 (k) 49. f4 (l) 50. f4 (m) 51. f4 (n) 52. f4 (o) 53. f4 (p) 54. f4 (q) 55. f4 (r) 56. f4 (s) 57. f4 (t) 58. f4 (u) 59. f4 (v) 60. f4 (w) 61. f4 (x) 62. f4 (y) 63. f4 (z) 64. f4 (a) 65. f4 (b) 66. f4 (c) 67. f4 (d) 68. f4 (e) 69. f4 (f) 70. f4 (g) 71. f4 (h) 72. f4 (i) 73. f4 (j) 74. f4 (k) 75. f4 (l) 76. f4 (m) 77. f4 (n) 78. f4 (o) 79. f4 (p) 80. f4 (q) 81. f4 (r) 82. f4 (s) 83. f4 (t) 84. f4 (u) 85. f4 (v) 86. f4 (w) 87. f4 (x) 88. f4 (y) 89. f4 (z) 90. f4 (a) 91. f4 (b) 92. f4 (c) 93. f4 (d) 94. f4 (e) 95. f4 (f) 96. f4 (g) 97. f4 (h) 98. f4 (i) 99. f4 (j) 100. f4 (k)

NOTES  
a) Entrant dans la variante d'échange du Gambit-D qui donne souvent aux Blancs la possibilité d'obtenir un plan clair et simple sur l'aile-D, l'attaque de minorité.  
b) Évitant la suite 7... f5 après laquelle les Noirs obtiennent une pleine égalité.

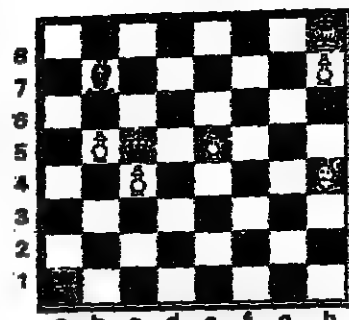
c) On a souvent constaté que ce léger affaiblissement de l'aile-R était le seul moyen de résoudre de manière satisfaisante le problème du développement du F8.  
d) Une surprise. La suite usuelle consiste en 3. e3, f3 ; 9. f4, f4 ; 10. d4, d4 ; 11. d4, d4 ; 12. Ta-b1, a5 ; 13. Dc2, Tc8 ; 14. h3 (si 14. f4, f4) ; 15. f4, f4 ; 16. f4, f4 ; 17. f4, f4 ; 18. f4, f4 ; 19. f4, f4 ; 20. f4, f4 ; 21. f4, f4 ; 22. f4, f4 ; 23. f4, f4 ; 24. f4, f4 ; 25. f4, f4 ; 26. f4, f4 ; 27. f4, f4 ; 28. f4, f4 ; 29. f4, f4 ; 30. f4, f4 ; 31. f4, f4 ; 32. f4, f4 ; 33. f4, f4 ; 34. f4, f4 ; 35. f4, f4 ; 36. f4, f4 ; 37. f4, f4 ; 38. f4, f4 ; 39. f4, f4 ; 40. f4, f4 ; 41. f4, f4 ; 42. f4, f4 ; 43. f4, f4 ; 44. f4, f4 ; 45. f4, f4 ; 46. f4, f4 ; 47. f4, f4 ; 48. f4, f4 ; 49. f4, f4 ; 50. f4, f4 ; 51. f4, f4 ; 52. f4, f4 ; 53. f4, f4 ; 54. f4, f4 ; 55. f4, f4 ; 56. f4, f4 ; 57. f4, f4 ; 58. f4, f4 ; 59. f4, f4 ; 60. f4, f4 ; 61. f4, f4 ; 62. f4, f4 ; 63. f4, f4 ; 64. f4, f4 ; 65. f4, f4 ; 66. f4, f4 ; 67. f4, f4 ; 68. f4, f4 ; 69. f4, f4 ; 70. f4, f4 ; 71. f4, f4 ; 72. f4, f4 ; 73. f4, f4 ; 74. f4, f4 ; 75. f4, f4 ; 76. f4, f4 ; 77. f4, f4 ; 78. f4, f4 ; 79. f4, f4 ; 80. f4, f4 ; 81. f4, f4 ; 82. f4, f4 ; 83. f4, f4 ; 84. f4, f4 ; 85. f4, f4 ; 86. f4, f4 ; 87. f4, f4 ; 88. f4, f4 ; 89. f4, f4 ; 90. f4, f4 ; 91. f4, f4 ; 92. f4, f4 ; 93. f4, f4 ; 94. f4, f4 ; 95. f4, f4 ; 96. f4, f4 ; 97. f4, f4 ; 98. f4, f4 ; 99. f4, f4 ; 100. f4, f4

1) Sur 15... Th-8 la réponse 16. Dg5+ est gênante.  
2) Quel jeu sacrifie de pion ! aux multiples fonctions, obstruant le F6, ouvrant à la D blanche un éventail de perspectives sur les cases noires, livrant la case d4, case pivot, au C7, coupant la D noire de tout accès à l'Ouest. Un sacrifice éminemment positionnel dont l'acceptation forcée permet à Karpov de manœuvrer à son aise autour de R saisi.  
3) Menace, par exemple, 18. f4, f4 ; 19. f4, f4 ; 20. f4, f4 ; 21. f4, f4 ; 22. f4, f4 ; 23. f4, f4 ; 24. f4, f4 ; 25. f4, f4 ; 26. f4, f4 ; 27. f4, f4 ; 28. f4, f4 ; 29. f4, f4 ; 30. f4, f4 ; 31. f4, f4 ; 32. f4, f4 ; 33. f4, f4 ; 34. f4, f4 ; 35. f4, f4 ; 36. f4, f4 ; 37. f4, f4 ; 38. f4, f4 ; 39. f4, f4 ; 40. f4, f4 ; 41. f4, f4 ; 42. f4, f4 ; 43. f4, f4 ; 44. f4, f4 ; 45. f4, f4 ; 46. f4, f4 ; 47. f4, f4 ; 48. f4, f4 ; 49. f4, f4 ; 50. f4, f4 ; 51. f4, f4 ; 52. f4, f4 ; 53. f4, f4 ; 54. f4, f4 ; 55. f4, f4 ; 56. f4, f4 ; 57. f4, f4 ; 58. f4, f4 ; 59. f4, f4 ; 60. f4, f4 ; 61. f4, f4 ; 62. f4, f4 ; 63. f4, f4 ; 64. f4, f4 ; 65. f4, f4 ; 66. f4, f4 ; 67. f4, f4 ; 68. f4, f4 ; 69. f4, f4 ; 70. f4, f4 ; 71. f4, f4 ; 72. f4, f4 ; 73. f4, f4 ; 74. f4, f4 ; 75. f4, f4 ; 76. f4, f4 ; 77. f4, f4 ; 78. f4, f4 ; 79. f4, f4 ; 80. f4, f4 ; 81. f4, f4 ; 82. f4, f4 ; 83. f4, f4 ; 84. f4, f4 ; 85. f4, f4 ; 86. f4, f4 ; 87. f4, f4 ; 88. f4, f4 ; 89. f4, f4 ; 90. f4, f4 ; 91. f4, f4 ; 92. f4, f4 ; 93. f4, f4 ; 94. f4, f4 ; 95. f4, f4 ; 96. f4, f4 ; 97. f4, f4 ; 98. f4, f4 ; 99. f4, f4 ; 100. f4, f4

4) Une position idéale qui vaut beaucoup plus qu'un pion.  
5) Attaquant le pion b7 et forçant la réponse puisque 27... Rg8 laisserait la T8 sans défense.  
6) 28. Df4 semble aussi fort mais Karpov veut déplacer la T8.  
7) Rien d'aussi à faire. Si 29... Dg7 ; 30. Txf6, f6 ; 31. Cx66+ et 32. Cxg7.  
8) Quel écrasement ! Si 30... Fxg4 ; 31. Dd8 mat.  
9) Gagnant la qualité et la partie.  
10) On comprend que les Noirs aient assez, la finale étant pour eux sans espoir.  
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1297  
S.M. KAMINER, « Trud », 1935.  
(Blancs : Rb1, Cg1 et g6, Pa2, f2, h2, h6. Noirs : Rf7, Fg3 et d1, Fg5, g7, h6, g5.)  
1. h7, Fh5 ; 2. Cx6, g6 ; 3. h8-D, Fg4+ ; 4. Rg1, Fg7 ; 5. Cc3, Ff6+ ; 6. Cc5+, Rg7 ; 7. Dd4, Fxh4 ; 8. Cxg6+, Rf6 ; 9. Cxh4 et les Blancs gagnent.  
Et non 2. h8-D à cause de 2... Fxg6+ ; 3. Rg1, Fg7 ; 4. Cc3, Ff6+ ; 5. Cc5+, Rg7.

ÉTUDE N° 1298

H. LEJA (1969)



BLANCS (6) : Rb1, Fb4, Pb5, Pa4, h6.  
NOIRS (3) : Rf7, Ta1, Fg7.  
Les Blancs jouent et gagnent.  
CLAUDE LEMOINE.

## bridge

N° 1296

UNE PAIRE DE MANCHES

Il n'est jamais facile de choisir la manche dans une mineure quand il y a une possibilité de jouer dans une majeure. Mais le risque d'être raccourci à l'atout est l'élément décisif, comme dans cette donne où la manche à Trèfle était la meilleure.  
♠ D7  
♥ AD64  
♦ V  
♣ 108764  
N O E S  
N 652  
O 8653  
E 8653  
S 8653  
A95  
AV109  
RV33  
DI109  
RV2  
Ann : N. donn. N.-S. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
Fran Hassan De Falco Palau  
— passe — 1 ♠  
1 ♠ 1 ♠ 2 ♠ contre  
3 ♠ 5 ♠ passe...  
Ouest a entamé l'As de Carreau et a contre-attaqué le 9 de Cœur. Le déclarant a pris de l'As de Cœur et a joué atout. Est a fait l'As de Trèfle

et a joué le 6 de Pique. Comment Palau, en Sud, a-t-il gagné CINQ TRÈFLES contre toute défense ?  
Réponse :  
Palau a estimé que Ouest (qui avait déclaré 1 Carreau, puis 3 Carreaux) avait certainement le Roi de Pique, et il a renoncé à l'impasse. Après l'As de Pique, il a joué la Dame de Carreau couverte par le Roi et coupée. Il est revenu dans sa main par le Valet de Trèfle, et a tiré le Roi de Trèfle pour faire tomber le dernier atout adverse : ensuite, il a joué le 10 de Carreau affranchi sur lequel il a déposé le dernier Pique du mort, puis il a renouvelé à Pique l'expasse qu'il avait faite à Carreau en jouant le Valet de Pique. En effet, il pouvait être indispensable de libérer le 10 de Pique pour déjouer un Coup du mort au cas où les Coups seraient repartis 4-2...  
Dans l'autre salle, les Italiens Ferraro et Dubois, en Nord-Sud, ont eu un malentendu dans leurs enchères et ils ont atterri à 4 Piques chutées de plusieurs levées. C'est la

raison à payer de temps en temps quand on fait des enchères trop sophistiquées.  
Renvoi au Depo  
Championne olympique en 1980 à Valkenburg, puis finaliste des Olympiades de Seattle, la France aura des ambitions limitées dans la catégorie open des Olympiades de Venise car elle a sélectionné une nouvelle équipe dont deux paires sont « juniors », c'est-à-dire peu expérimentées.  
Plusieurs formations européennes auront les dents longues, notamment les Polonais tenants du titre olympique, les Autrichiens (champions d'Europe en 1985), mais aussi les Suédois et les Anglais (premiers et seconds du championnat d'Europe de 1987). Les Hollandais auront aussi leur mot à dire.  
Voici une donne d'un match Autriche-Hollande où l'adversaire

autrichien est intervenu sur un Blackwood.  
♠ RV74  
♥ RV5  
♦ ARV1064  
♣ —  
♠ 852  
♥ 852  
♦ 852  
♣ 852  
N O E S  
N 109632  
O 109632  
E 109632  
S 109632  
AV8652  
A10963  
RV84  
RV973  
RV87  
Ann : S. donn. Pers. vuln.  
Sud Ouest Nord Est  
V. de Har Fucik Kreyns Kubak  
Passe 2 ♠ contre 3 ♠  
3 ♠ 4 ♠ 4 SA 5 ♠  
5 ♠ passe 6 ♠ passe  
Ouest ayant entamé l'As de Cœur et rejoué Cœur, comment Van der Haar, en Sud, a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ? Si Ouest avait attaqué l'As de Trèfle, comment Sud aurait-il pu encore faire douze levées ?

Note sur les enchères :  
L'ouverture de « 2 Trèfles » promettrait une couleur longue à Trèfle et la force d'une ouverture de Un. Le « contre » de Nord élimine d'appel et l'enchère de « 4 SA » était un BW. Mais après l'intervention à « 5 Trèfles » d'Est, Kreyns (Nord) crut que la réponse de « 5 Carreaux » de son partenaire promettait... deux As conformément à la convention DOPI, suivant laquelle le contre (Double) sur l'interférence adverse indique qu'il n'y a pas d'As, tandis que passe (Pass) promet un As et que l'annonce de la couleur adresses (5 Carreaux sur 5 Trèfles) garantit deux As...  
Malheureusement, il y a plusieurs conventions différentes en cas d'intervention sur le BW en commençant par le DEPO (Double Even Pass Odd), qui signifie que l'on contre avec deux ou trois As et que l'on passe avec un ou trois As, mais il y a aussi le DOPE et le PODI, sans compter le ROPI et le RIPO si l'adversaire a contre 4 SA...  
PHILIPPE BRUGNON.

## scrabble®

N° 302

1989 : RÉVOLUTION DU RÉSURRECTION ?

L'année 1989 est celle de la refonte décennale du Petit Larousse illustré. Nous vous faisons donc goûter aujourd'hui la sauce à laquelle vous serez mangés l'an prochain.  
Cinq mille cinq cents mots nouveaux (soit 10 % du total), annonçons ce qu'il en reste après les abaissements habituels (mots trop longs, mots composés, homographes, etc.). A cette fin, nous avons testé la lettre N : elle génère cinquante mots nouveaux utilisables (en extrapolant, on arrive à un total de deux mille cinq cents mots pour l'ouvrage entier). Bien entendu, le contingent des termes scientifiques et techniques est important : seize mots, dont NARCEINE, alcaloïde de l'opium ; NITRER, traiter par l'acide nitrique ; NOCTUIDE, papillon de nuit ; NURSAGE, francisation de NURSING, soins donnés aux aliés. Il y a deux mots géographiques : NAURUAN, E. de Nauru, atoll de 21 km<sup>2</sup> (il nous a fallu plusieurs recherches dans la partie Noms propres pour placer cet Etat en Océanie). Trois mots étrangers : NIEBE, haricot (mot ouo-

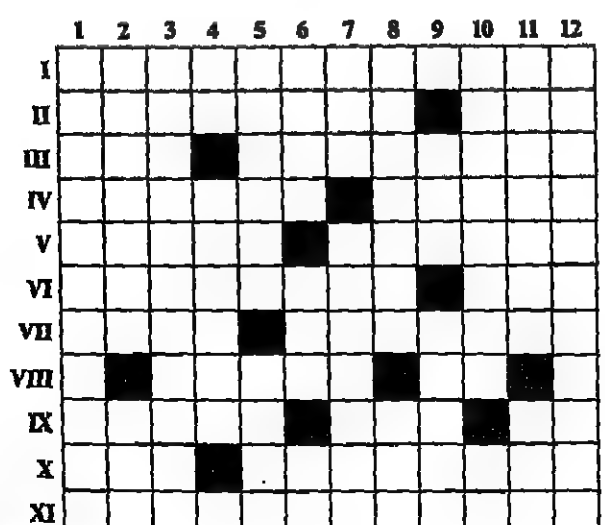
lo) ; NEBKA, petite dune formée à l'abri d'une touffe de végétation (mot arabe) ; l'américanisme NEWS, magazine hebdomadaire d'actualité, sans compter NOMINER, calculé sur l'anglais to nominate, sélectionner en vue d'un prix, d'une élection. Sept mots populaires ou familiers, pas toujours de première fraîcheur : NASE ou NAZE, NENE, NICHON, NIB, NIOLE et NUNUCHE. Deux mots d'usage courant : NESCAFÉ et NUISSETTE. Et puis, 8 dix-neuf surprises, dix-huit mots, soit un bon tiers, de mots antiques, archaïques ou littéraires : NASARDE, chiquenaude sur le nez (cf. Cyrano : Quand dans l'ombre quelqu'un me porte... Une nasarde), NENNI, NERONNIEN, NEUVAIN, NOCUIE, NOCIVIS, NONDI, NUER, nuancer. Apprenez enfin que NONFLER est devenu rare.  
Si vous trouvez la moisson trop maigre, consolez-vous : dès le 1<sup>er</sup> janvier 1990, vous jouerez avec un nouveau dictionnaire de référence, l'Officiel du Scrabble, qui vous permettra de doubler les acquêts de 1989.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉP.	PTS
1	EELCMUQ	QUEL COUPER	H5	22
2	SCM-PORK	TERMINER	G6	18
3	HOASINT	KATONS	E4	20
4	D-ALNIET	ALOND(S) (a)	L3	26
5	WALNED	TWISIT	M11	69
6	ACE-ETIU	PATIGUE	ISF	63
7	RIEKNER	SIGH	O12	68
8	KEENR-UCO	ELCUEENT	11A	70
9	ZREULI	ELUDEZ	A7	78
10	JS-UIORE	REJOUIS	B1	84
11	PDSSUAE	FRAYER	9C	76
12	AFYELIS	DIAS	1A	84
13	LEB-AANT	BLAMATES	8E	72
14	ANOENIL	FRAYERAI	1A	80
15	NNOGL-SE	JONGLES	3B	32
16	N-ITRBOM	BONI	4A	34
17	TROM-VV	FRAYERAIT	2A	72
18	BOMVV	MORVE	M11	18
19	OV	AVE	F9	14
20			Total	1133

MANDELJEU  
29 février 1989  
Tournoi de C.J.C.L.  
Ile des Écrans  
Lundi et mardi, 14 h 30  
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.  
Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; celles des colonnes par une lettre de A à O.  
Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précède a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.  
Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

## mots croisés

N° 528



Horizontalement  
I. Elles commencent à travailler.  
II. Frappait au cœur. Il va forcément avec le centre. — III. Quand on a tout compté. Avec ça tout sera consommé. — IV. Il rassemble. Il en laisse. — V. Haute protection. Peut-être vous écraser. — VI. Son bois est plus connu que ses fruits. Il a la puissance et vous le savoir-faire. — VII. Lac. Une fille comme ça, qui en voudrait ? — VIII. Brillant. Sur les autels. — IX. Tout y est compté. Roi. Pour chaque jour. — X. Pour passer, mais non pour dormir. Elle a mis son manteau de saison. — XI. Il n'y en aura pas s'il est défendu d'écouter.  
Verticalement  
I. Dans moins d'une semaine on y est, à la grande joie des 1. — 2. Ceux-là, on peut les voir. Le plus souvent, ils ne se laissent pas voir. — 3. Sont-ce des contractuelles ? — 4. Sera récupéré. N'a rien à récupérer. — 5. Leur état invite à la prudence. Faire mâle bruit. — 6. File vers son but ou erre sans but. C'est bien ainsi. Ce n'est pas net. — 7. Il y faut quelques baies. Femme de lettres. — 8. Donnera une bonne longueur. Grand ancêtre. — 9. Si j'ose, cher lecteur... Vieux sage. — 10. Plutôt rouge que bleu. En rogne. — 11. Il ne paie pas. Peut finir le match. — 12. Elles portent bien — ou mal — leur certain âge.  
SOLUTION DU N° 525  
Horizontalement  
I. Gorbachévin. — II. Obfais. — III. Usager. — IV. Vêlo. — V. Adultère. — VI. Retendus. — VII. Erre. — VIII. An. — IX. Noct. — X. Laissez-passer. — XI. Inédit. — XII. Netto. — XIII. Laissez-passer.  
Verticalement  
I. Gouverneur. — 2. Obsédé. — 3. Réalité. — 4. Bigoteries. — 5. Ara. — 6. Tardus. — 7. C. — 8. Dru. — 9. M. — 10. Vestiaires. — 11. Intellects. — 12. Etrée. — 13. Nécessiter.  
FRANÇOIS DORLET.

## anacroisés

N° 527

Horizontalement  
1. ACEHOSTU. — 2. BIMORTV. — 3. EILLORU (+1). — 4. ACFFLOT. — 5. CDEBOST (+1). — 6. EBERS-SUV (+3). — 7. EFIRSU (+1). — 8. AENRIZ (+3). — 9. AELMRU (+1). — 10. EELLNRT. — 11. AAEDEILR (+1). — 12. EELORU. — 13. EELNIZ. — 14. EELORU. — 15. AAEILR (+4). — 16. ALMOOSS. — 17. AEEGINS. — 18. EEEGLPS.  
Verticalement  
1. EELNOSV (+3). — 2. AAEFIRST. — 3. AELMOSU (+1). — 4. AELNOSU (+2). — 5. EFIRSU. — 6. EENSTT (+1). — 7. DELOOPU. — 8. CEORTTU. — 9. AELLRT (+3). — 10. EELMRSU (+1). — 11. EELMRTU. — 12. EELMRTU. — 13. EELMRTU. — 14. EELMRTU. — 15. EELMRTU. — 16. EELMRTU. — 17. EELMRTU. — 18. EELMRTU. — 19. EELMRTU. — 20. EELMRTU. — 21. EELMRTU. — 22. EELMRTU. — 23. EELMRTU. — 24. EELMRTU. — 25. EELMRTU. — 26. EELMRTU. — 27. EELMRTU. — 28. EELMRTU. — 29. EELMRTU. — 30. EELMRTU. — 31. EELMRTU. — 32. EELMRTU. — 33. EELMRTU. — 34. EELMRTU. — 35. EELMRTU. — 36. EELMRTU. — 37. EELMRTU. — 38. EELMRTU. — 39. EELMRTU. — 40. EELMRTU. — 41. EELMRTU. — 42. EELMRTU. — 43. EELMRTU. — 44. EELMRTU. — 45. EELMRTU. — 46. EELMRTU. — 47. EELMRTU. — 48. EELMRTU. — 49. EELMRTU. — 50. EELMRTU. — 51. EELMRTU. — 52. EELMRTU. — 53. EELMRTU. — 54. EELMRTU. — 55. EELMRTU. — 56. EELMRTU. — 57. EELMRTU. — 58. EELMRTU. — 59. EELMRTU. — 60. EELMRTU. — 61. EELMRTU. — 62. EELMRTU. — 63. EELMRTU. — 64. EELMRTU. — 65. EELMRTU. — 66. EELMRTU. — 67. EELMRTU. — 68. EELMRTU. — 69. EELMRTU. — 70. EELMRTU. — 71. EELMRTU. — 72. EELMRTU. — 73. EELMRTU. — 74. EELMRTU. — 75. EELMRTU. — 76. EELMRTU. — 77. EELMRTU. — 78. EELMRTU. — 79. EELMRTU. — 80. EELMRTU. — 81. EELMRTU. — 82. EELMRTU. — 83. EELMRTU. — 84. EELMRTU. — 85. EELMRTU. — 86. EELMRTU. — 87. EELMRTU. — 88. EELMRTU. — 89. EELMRTU. — 90. EELMRTU. — 91. EELMRTU. — 92. EELMRTU. — 93. EELMRTU. — 94. EELMRTU. — 95. EELMRTU. — 96. EELMRTU. — 97. EELMRTU. — 98. EELMRTU. — 99. EELMRTU. — 100. EELMRTU.

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inutilisables sur la grille.  
Comme au scrabble, on peut conjuguer, tous les mots figurant dans le premier tirage du Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admis.)  
5. TETARDS. — 6. ALIMENTE (MELAIENT). — 7. LEPREUX. — 8. LARGUEE (ELAGUER LEQUERA RELEGUA). — 9. LURENT (LUTNER RUILENT). — 10. ELEVEUR. — 11. EMERISA (AREISME MARIES SEMERA). — 12. INTERDIT. — 13. TUFRAUX, roches calcaires. — 14. GRESEES. — 15. CORONER (CROONER). — 16. RUERAS (RASEUR RUSERA SAURER). — 17. NETTETE (ETETENT). — 18. EVENTS (VENTES). — 19. BITUREE (EBRUTE). — 20. ALEXES. — 21. VELEMENT. — 22. CARTOON. — 23. FIACRE (FARCI). — 24. EPIER.

REE. — 25. LETTREE. — 26. TIRAILLE (ETILLAI TILLE RAI). — 27. AUVERGNAT. — 28. FENDERIE. — 29. DRESSEE. — 30. GRUTIER. — 31. GUERETS (GUETRES). — 32. FAULTE (PEL LETAU). — 33. TINTES (ENTITES ETEINTS TINTES TINTES). — 34. MOUSSEUX. — 35. REIMPOSE. — 36. ENFERRE (REFRER). — 37. ALLES. — 38. TUESQUE. — 39. TELEXERA. — 40. XIMENIA, arbre des Tropiques.  
MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.



# LES PRIX LES PLUS BAS. ICI ET MAINTENANT.

*NAZA électronique n'a qu'une politique  
de prix: vous assurer de payer le prix le plus bas.*

*Avec le chèque de caution, NAZA électronique  
vous garantit le remboursement de toute différence  
de prix constatée\*.*

*Alors faites vous plaisir tout de suite dans l'un  
de nos 94 magasins avec les produits que nous  
avons soigneusement sélectionnés pour vous.*

*Le chèque de caution NAZA c'est la certitude  
du meilleur prix, ici et maintenant.*

*\* Dans un rayon de 50 kilomètres et dans les 30 jours suivant l'achat.*

TV . HIFI . VIDEO . MICRO.



مكنا من الأصل







## La rentrée théâtrale

### De l'Atlantique à l'Oural

Comment s'y retrouver quand, tout d'un coup, s'embranchent, partout en France et d'un même mouvement, les feux de la rampe ? Voici une sélection — draconienne — marquée par la reprise des spectacles créés en Avignon ou accueillis par le Festival d'automne de Paris et, peut-être, par de belles surprises.

Fort vent d'Est sur le Festival d'automne : l'Allemagne envoie Peter Stein et Peter Zadek, deux de ses plus grands metteurs en scène, l'Europe centrale, Thomas Bernhard — *Le Faiseur de théâtre*, dans la mise en scène de Jean-Pierre Vincent, est un sommet qu'il faudra absolument graver, — Peter Handke et Tadeusz Kantor, l'Union soviétique, Tchekhov et les théâtres d'art et Pouchkine de Moscou. Rien à dire, c'est superbe !

La France devrait bien tenir la comparaison : on attend beaucoup de la nouvelle pièce de Bernard-Marie Koltès, *Le Retour au désert*, dans la mise en scène de Patrice Chéreau. Elle est servie pour un couple de monstres, Jacqueline Maillan — qui quitte les boulevards pour le théâtre Renaud-Barrault — et Michel Piccoli, qui s'est pris de passion — on le comprend ! — pour les Amantiers de Nanterre.

Il faudra voir ou revoir aussi deux de nos meilleurs acteurs : Sami Frey, qui vient pour trop peu de jours jouer merveilleusement l'un des textes les plus émouvants et les plus drôles de Georges Perec, *Je me souviens*, et Jeanne Moreau qui, avec *Le Récit de la servante Zerkine*, de Hermann Broch, achève une tournée mondiale justement triomphale. L'affiche de Minetti, de Thomas Bernhard, qui rassemble les noms du jeune et talentueux metteur en scène Joël Jouanneau et ceux de David Warrow, Marie Guittier et Peral, est plus qu'une invite, une garantie.



Catherine Jacob et Jacques Bonnaffé dans « Paris-Nord »

Au chapitre des reprises, Villeurbanne, avant Nanterre, accueillera la performance exceptionnelle de Gérard Desarthe dans *Hamlet*, dirigé par Patrice Chéreau et entouré de Wladimir Yordanoff et Nada Strancar, qui troquent leurs seconds rôles d'Avignon pour ceux du roi et de la reine créés par Robin Renucci et Marthe Keller, fortuits. A Villeurbanne toujours, avant le Théâtre national de la Colline, la reprise d'une des belles surprises d'Avignon, *Tir et Lir*, de Marie Redonnet, si bien servie par Isabelle Sadoyan et Jean Bouise.

Reprises encore, avec *C'est dimanche*, de Jérôme Deschamps, qui ouvrira par un éclat de rire la saison du Centre dramatique de Reims, *Amphitryon*, le « petit » Molière mis en scène par Jacques Lassalle et joué avec enthousiasme par les élèves du Théâtre national de Strasbourg, et *Le Triomphe de l'amour*, de Marivaux, mis en scène par Jacques Nichet, le directeur du Centre dramatique de Montpellier, décidément en grande forme. Reprise enfin avec *Paris-Nord*, « attractions pour noces et banquets » concoctées par l'excellent Jacques Bonnaffé et sa compagne pour l'occasion, Catherine Jacob, le tout 100 % pur chât.

Le théâtre privé parisien n'a pas oublié de fourbir ses lames : trois femmes de grande classe, Suzanne Flon, Catherine Rouvel et Véronique Silver défendront la nouvelle pièce de Loleh Bellon, *Une absence*, Anémone s'attaque à Jean Vautrin et son troublant *Baby Boom*, tandis que Jane Birkin et Thierry Lhermitte ont été réunis par Joëlle Balasko pour une *Ex-femme de ma vie*, qui devrait faire les belles heures du Splendid. Enfin, Marcel Maréchal a quitté un moment sa Crée de Marseille pour diriger Pierre Mondy et Francis Perrin dans la nouvelle pièce, *Glenarry Glen Ross*, d'un auteur américain qu'il connaît bien, David Mamet.

OLIVIER SCHMITT.

## Sélection

Les spectacles précédés d'un ou plusieurs astérisques ont fait l'objet d'un compte rendu dans le Monde (voir : \* : à voir absolument). Les autres, qui n'ont pas encore été créés, nous ont paru, à priori, les plus intéressants.

### Paris-Ile-de-France

Une absence, de Loleh Bellon, mise en scène de Maurice Bédiac, avec Suzanne Flon, Catherine Rouvel, Véronique Silver et Etienne Chicot.

\* Théâtre des Bouffes-Parisiens (à partir du 20 septembre). Tél. : 42-96-60-24.

Baby Boom, de Jean Vautrin, mise en scène de Christian Rault, avec Anémone, Colette Brosset et Bernard Farcy.

\* Théâtre de l'Atelier (à partir du 22 septembre). Tél. : 46-06-19-99.

Le Criminel, de Leslie Kaplan, mise en scène de Philippe Régy, avec Valérie Drévieux, Dominique Frot, Cyrille Gaudin et Dominique Valadié.

\* Théâtre de la Bastille (du 20 septembre au 23 octobre). Tél. : 43-57-42-14, ou Festival d'automne : 42-96-96-94.

Drames de la vie courante, de Cami, mise en scène de Philippe Adrien, avec Sandra Bertelot et Patrice Thomery.

\* Théâtre de la Tempête à la Cartoucherie de Vincennes (jusqu'au 16 octobre). Tél. : 43-28-36-36.

\* Les Enfants du soleil, en alternance avec *Ariane ou l'Age d'or* et *Le*, de et par Philippe Caubère.

\* Théâtre des Arts-Hébert (à partir du 21 septembre). Tél. : 43-57-24-24 (tarif réduit pour deux soirées).

L'Ex-femme de ma vie, de Joëlle Balasko, mise en scène de l'auteur, avec Jane Birkin et Thierry Lhermitte.

\* Théâtre du Splendid Saint-Martin (à partir du 5 octobre). Tél. : 42-08-21-93.

La Femme à contre-jour, d'Eric Negea, mise en scène de

Jean Rochefort, avec Jean-Pierre Marielle et Lucinda Mical.

\* Théâtre des Mathurins (à partir du 29 septembre). Tél. : 42-65-96-00.

\* Le Faiseur de théâtre, de Thomas Bernhard, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Bernard Frey et Yvonne Daoud.

\* Théâtre de la Ville (du 8 novembre au 10 décembre). Tél. : 42-74-22-77, ou Festival d'automne : 42-96-96-94.

Fin de partie, de Samuel Beckett, mise en scène de Gides Bourdat, avec Michel Aumont, Bérangère Dautan, Roland Bérin et Jean-Paul Moulins.

\* Comédie-Française (en alternance à partir du 15 octobre). Tél. : 40-15-00-15.

Glenarry Glen Ross, de David Mamet, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Pierre Mondy et Francis Perrin.

\* Théâtre Édouard-VII (à partir du 20 septembre). Tél. : 47-42-51-49.

\* Hamlet, de William Shakespeare, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Gérard Desarthe, Wladimir Yordanoff et Nada Strancar.

\* Théâtre des Amantiers de Nanterre (du 25 novembre au 1<sup>er</sup> février 1989). Tél. : 47-21-18-31.

\* Hécatombe, d'Euripide, mise en scène de Bernard Sobel, avec Maria Casarès et Evelynne Isha.

\* Centre dramatique national de Gonesse (du 10 novembre au 18 décembre). Tél. : 47-93-26-30.

Homage pour hommes, de Bertolt Brecht, mise en scène de Benno Besson, avec Toto Bissainville.

\* Maison des arts de Créteil (du 8 novembre au 11 décembre). Tél. : 48-99-18-88.

\* Je me souviens, de Georges Perec, mise en scène et interprétation de Sami Frey.

\* Opéra-Comique (du 13 au 16 octobre). Tél. : 42-96-12-20, ou Festival d'automne : 42-96-96-94.

Je ne reviendrais jamais, de Tadeusz Kantor (spectacle en langue polonaise), mise en scène de

l'auteur, avec les comédiens du Théâtre Cricot.

\* Centre Georges-Pompidou (du 26 septembre au 10 octobre). Tél. : 42-74-42-19, ou Festival d'automne : 42-96-96-94.

Minéti, de Thomas Bernhard, mise en scène de Joël Jouanneau, avec David Warrow, Marie Guittier et Peral.

\* Maison de la culture de Bobigny (du 11 octobre au 13 novembre). Tél. : 48-31-11-45, ou Festival d'automne : 42-96-96-94.

La Mouette et Oncle Vanja, d'Anton Tchekhov (spectacles en langue russe), mise en scène d'Oleg Efremov, avec les comédiens du Théâtre d'art de Moscou.

\* Théâtre national de Chaillot (du 27 septembre au 8 octobre). Tél. : 47-27-81-15, ou Festival d'automne : 42-96-96-94.

\* Paris-Nord, de et avec Jacques Bonnaffé et Catherine Jacob.

\* Jardin d'hiver (du 12 octobre au 19 novembre). Tél. : 42-62-59-49.

\* Le Récit de la servante Zerkine, d'après Hermann Broch, mise en scène de Klaus-Michael Gruber, avec Jeanne Moreau.

\* Théâtre Megador (du 22 novembre au 31 décembre). Tél. : 42-85-28-80.

Le Retour au désert, de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Jacqueline Maillan, Michel Piccoli, Monique Bernheim et Isachia de Bankolé.

\* Théâtre du Rond-Point (à partir du 27 septembre). Tél. : 42-96-60-70, ou Festival d'automne : 42-96-96-94.

Réveille-toi Philadelphie, de François Billeaud, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Rich, Anna Prucnal, Denise Gance et Henri Garcia.

\* Théâtre national de la Colline (du 7 octobre au 18 novembre). Tél. : 43-66-43-60.

Sophonisme, de Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jacques, avec Marie de Medeiros, Marie-Armelle Deguy et Radjap Mitrovitsa.

\* Théâtre national de Chaillot, salle Gémier (du 6 octobre au 3 novembre). Tél. : 47-27-81-15.

\* Les Trois Sœurs, d'Anton Tchekhov (spectacle en langue allemande), mise en scène de Peter Stein, avec Jutta Lampe.

\* Théâtre des Amantiers de Nanterre (du 11 au 16 octobre). Tél. : 47-21-18-81, ou Festival d'automne : 42-96-96-94.

\* Une visite inopportune, de Copi, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Michel Duchaussoy, Catherine Hégel, Jean-Claude Jay et Judith Magre.

\* Théâtre national de la Colline (du 19 octobre au 26 novembre). Tél. : 43-66-43-60.

### Régions

#### ANGERS

Callas, de et avec Elisabeth Maccoco, mise en scène de Dominique Lardinois.

\* Nouveau Théâtre d'Angers (du 4 au 8 octobre). Tél. : 41-87-80-80.

#### CAEN

Stratégie pour deux jambons, de et avec Raymond Coussé, mise en scène de Pierre Chabert.

\* Centre dramatique national, Théâtre de la Rampe, cité Gardin (du 4 au 8 octobre). Tél. : 31-47-39-00.

#### DOUAI

\* Freaks, d'après le film de Tod Browning, mise en scène de Geneviève de Kermabon, avec dix-sept comédiens et deux musiciens.

\* A l'Hippodrome (les 13 et 14 octobre). Tél. : 27-96-62-83.

#### GRENOBLE

Le Jour se lève, Léopold I, de Serge Valletti, mise en scène de Chantal Morel, avec Louis Beyer, Véronique Kapoyan et Dominique Laidet.

\* Au Cargo (du 6 au 26 octobre). Tél. : 76-24-49-56.

#### LA ROCHELLE

Par les villages, de Peter Handke, mise en scène de Jean-Claude Fall, avec Françoise Bette, Denise Bonal et Nathalie Richard.

\* Maison de la culture (du 17 au 20 novembre). Tél. : 46-41-37-75.

(Reprise à Paris au Théâtre de la Bastille, dans le cadre du Festival d'automne, du 29 novembre au 31 décembre.)

#### LE HAVRE

Le Convive de pierre, de Pouchkine, mise en scène de Raoul Ruiz, avec Elvire Duchemin et Alain Sachs.

\* Maison de la culture (du 18 au 22 octobre). Tél. : 35-21-21-11.

#### LIMOGES

La Prix Martin, d'Eugène Labiche, mise en scène d'Ariette Téphany, avec Pierre Meyrand, Dominique Vlier et Ariette Téphany.

\* Centre dramatique La Limousine, expression 7 (du 19 novembre au 4 décembre). Tél. : 55-33-40-50.

#### MARSEILLE

\* Zizi Jeanmaire, dans un récit mis en scène par Roland Petit.

\* Théâtre national de la Crée (du 18 au 22 octobre). Tél. : 91-54-70-54.

\* Le Ciel, de Pierre Corneille, mise en scène de Gérard Desarthe, avec Samuel Labarthe.

\* La Crée (du 4 novembre au 18 décembre). Tél. : 91-54-70-54.

#### MONTLUCON

Babylon, d'après Michail Boulgakov, par le Footsbarn Travelling Theatre.

\* Centre national de création Les Fédérés (les 13 et 14 octobre). Tél. : 70-03-46-18.

#### MONTPELLIER

Le Triomphe de l'amour, de Marivaux, mise en scène de Jacques Nichet, avec Emmanuelle Grangé, Nathalie Carda et Mousa.

\* Centre dramatique national des Treize-Vents, salle Grammont (du 5 au 13 octobre). Tél. : 67-52-72-91.

#### REIMS

\* C'est dimanche, de et mis en scène par Jérôme Deschamps.

\* Centre dramatique national (du 18 au 20 novembre). Tél. : 26-40-45-45.

#### SAINT-ETIENNE

La Trilogie, spectacle en trois parties avec des textes de Tarrat Dorot et Heiner Müller, mise en scène de Philippe Vincent, avec Stéphane Bernard, Frédéric Goss et Blanche Lestrin.

\* Comédie de Saint-Etienne, Théâtre Jean-Dassé (du 7 au 12 octobre). Tél. : 77-32-79-26.

#### STRASBOURG

\* Amphitryon, de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec les élèves de l'école du TNL.

\* Théâtre national de Strasbourg (du 4 au 8 octobre). Tél. : 88-35-44-32.

La Lente Agonie des grande rampantes, de et par Michel Bézu, avec Bernard Chéreau, Yvonne Daoud et Jean-Marc Telfort.

\* TNS (du 19 au 22 octobre). Tél. : 88-35-44-32.

#### TOULOUSE

Orage, d'Auguste Strindberg, mise en scène de Jacques Rouner, avec Michel Cavellier et Jean Bouquès.

\* Théâtre Sorano (du 21 octobre au 13 novembre). Tél. : 61-25-66-87.

#### TOURCOING

\* Le Faiseur de théâtre, de Thomas Bernhard, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Bernard Frey et Yvonne Daoud.

\* La Salamandre à l'Idéal (du 5 au 27 octobre). Tél. : 20-40-10-20.

#### VILLEURBANNE

\* Hamlet, de William Shakespeare, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Gérard Desarthe, Wladimir Yordanoff et Nada Strancar.

\* Théâtre national populaire (du 19 au 29 octobre). Tél. : 78-84-70-74.

\* Tir et Lir, de Marie Redonnet, mise en scène d'Alain Francon, avec Isabelle Sadoyan et Jean Bouise.

\* TNP (du 8 novembre au 26 novembre). Tél. : 78-84-70-74.

## Jean-Claude Fall à Saint-Denis

Le ministère de la culture et de la communication a nommé Jean-Claude Fall à la tête du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, actuellement dirigé par Daniel Mesguich.

Jean-Claude Fall, qui dirige le Théâtre de la Bastille, prendra ses nouvelles fonctions au 1<sup>er</sup> janvier 1989. Le ministère désignera son successeur à la Bastille en accord avec la Ville de Paris. De la même

façon, c'est en accord avec la ville de Lyon qu'il désignera le successeur de Jérôme Savary — nommé au Théâtre national de Chaillot — au Théâtre du VIII<sup>e</sup>, où Emile Ehrlick assure l'intérim. D'autres nominations devraient intervenir avant la fin de l'année. Les discussions seront entamées dès que sera désigné le prochain directeur du théâtre et des spectacles, en remplacement de Robert Abrischoff.

## EN BREF

\* Forfait d'Alain Lombard pour *Rigoletto* à Garnier. — Ce n'est pas Alain Lombard, souffrant, mais le jeune chef d'orchestre français Alain Gungl qui dirigera *Rigoletto* de Verdi le 17 septembre, date du gala d'ouverture de la saison au palais Garnier. Même chose pour les représentations suivantes (24, 28 septembre) et les soirées du 9, 11, 14 et 17 octobre. Alain Lombard devrait reprendre la baguette au soir du 26 septembre puis les 30 septembre, 2, 4, 8 et 16 octobre. Autre défection pour

cette même production : le ténor Neil Shicoff, ayant déclaré forfait, sera remplacé pour toutes les représentations par le Japonais Taro Ichihara.

\* Légion d'honneur. — Le président François Mitterrand a décoré le jeudi 15 septembre onze personnalités du monde politique et artistique dont Barbara, le chef d'orchestre Daniel Barenboim et Léon Zitron, qui ont été faits chevaliers de la Légion d'honneur. Gérard Depardieu a été fait chevalier de l'Ordre national du Mérite.

\* Des actes concrets pour la musique. — Inaugurant le quinzième Salon des instruments de musique, mercredi 14 septembre, le ministère de la culture et de la communication a promis que « les prochains mois apporteraient des actes concrets en matière de développement de la musique ». M. Jack Lang a notamment précisé que le projet de création d'une école de facture instrumentale au Mans prenait forme et que cet établissement serait « une dimension européenne ».

## DEUX ANES

A partir du mardi 20  
Nouveau spectacle !

### Le coût du Père François

Maurice HORGUES  
Anne Marie CARRIERE  
Jean-Claude POIROT  
Christian VEBEL  
Bernard MABILLE  
Dét. 10h-12h et agences  
MAT. SAM. et DIM. 15h-30



# Culture

## MUSIQUE

L'Orchestre national de Lille à Soissons

### Bizet avant Carmen

L'Orchestre national de Lille ouvre sa saison avec une œuvre inconnue de Bizet, Clotilde et Clovis, à Soissons, dans la cathédrale

Bizet est mort à trente-sept ans, en 1875, au moment même où la gloire lui venait. Sa brusque disparition transforma le succès de scandale ou de curiosité de *Carmen* en un succès populaire qui s'étendit bientôt rétrospectivement à d'autres œuvres. A l'Arlesienne, notamment, dont son ami Guiraud reprit des fragments pour constituer une seconde « suite de concert », puis à ses mélodies et aux opéras antérieurs à *Carmen*, les *Pêcheurs de perles*, *Don Procopio*, la *Jeune Fille de Perik*, *Djamileh*, dont les éditions posthumes furent plus ou moins retouchées et avec les meilleures intentions du monde.

A présent, on se décide à revenir à l'original, et après la découverte en 1935 de la *Symphonie* en ut, œuvre étonnante d'un Bizet de dix-sept ans, la publication en 1962 d'une charmante opérette, *Le Docteur Miracle*, puis, en 1971, d'un *Te Deum*, l'annonce d'une exécution moderne de la cantate qui lui valut le grand prix de Rome en 1857, s'inscrit dans la logique des choses. D'autant qu'on a exhumé récemment les cantates pour le prix de Rome de Ravel, et que celles de Berlioz ou de Debussy ont acquis droit de cité dans les programmes des concerts.

Pourtant, c'est à l'archéologie de la ville de Soissons que les mélomanes seront redevables d'une découverte qui, sans bouleverser ce qu'on savait déjà du style et de la précocité de Bizet, sans ajouter à sa gloire, complète la connaissance de

son œuvre. En effet, par son titre, *Clotilde et Clovis* attire l'attention de Denis Defante qui s'est ouvert au délégué départemental à la musique de l'Aisne, Jean-Michel Verneige. Et ce dernier suggéra naturellement à Jean-Claude Casadesu de l'Orchestre national de Lille, qu'il devait donner à Soissons avec l'Orchestre national de Lille. L'auteur des paroles, Amédée Burion, étant un obscur employé de chemins de fer du Nord, le caractère régional de l'entreprise était doublement assuré.

C'est donc avec cette « création moderne » que s'ouvrira à Soissons la saison de l'Orchestre national de Lille, les 16 et 17 septembre dans le cadre imposant quoique un peu trop réverbéré de la cathédrale. Retransmise en direct samedi soir sur France-Musique, filmée par FR3, cette cantate vient de faire l'objet d'un enregistrement pour ERATO, qui paraîtra au printemps prochain, couplé avec la seconde symphonie de Bizet, Rome.

Pour le concert, les organisateurs ont préféré la suite numéro un de

*l'Arlesienne* et la *Symphonie* en ut, ce qui est beaucoup moins original mais, pense-t-on, plus public. Enfin, France-Musique consacra à Bizet son après-midi du 17 septembre, affrétant un train spécial (départ à 13 h 20 de la gare du Nord), organisant à Soissons une émission, « Désaccord parfait », à l'issue de laquelle le pianiste Sotnik interprétera quelques œuvres pour clavier du compositeur de *Carmen*.

Pour la distribution, on n'a pas fait les choses à moitié : à côté de Monserat Calallé, elle réunit Gérard Garin, un ténor à la fois clair et à la voix pleine de vaillance, Boris Martinovic, dont on avait déjà pu apprécier le timbre mordant et la présence dramatique dans le récent *Freischütz* français de Toulouse. La seule réserve concerne la direction du poème : compte tenu de la réverbération des lieux, on ne comprend pas un mot du texte chanté ; peut-être les auditeurs de France-Musique seront-ils mieux placés pour entendre par le détail la conversation de Clovis au christianisme, la religion de Clotilde, sa

bien-aimée, pendant la bataille de Tolbiac. Sans doute le poème est-il des plus médiocres, mais c'est à partir des situations et des images qui s'y trouvent que Bizet a construit une œuvre riche d'effets dramatiques.

D'un bout à l'autre, on est étonné par le souffle de cette musique qui va toujours de l'avant, par la sûreté de l'écriture orchestrale et la veine mélodique qui s'y manifeste. Les influences sont celles de Weber pour l'ardeur juvénile et de Gounod pour l'élégie ; mais outre quelques mesures qui se retrouvent dans les *Pêcheurs de perles*, on sent déjà la griffe du jeune maître, son sens des timbres et de la couleur. Sous la direction très attentive de Jean-Claude Casadesu, l'orchestre et les chanteurs rendent pleinement justice à la partition et légitiment sa redécouverte.

GÉRARD CONDÉ.  
Soissons, 16 et 17 septembre.  
Retransmission en direct sur France-Musique le 17 septembre.

## Rétrospective des années 50

### Les grands « totems » aux alentours

Les années 50, qu'explorent cet été le Centre Pompidou, ont été en musique une période de bouillonnement et de renouvellement intenses, dont le cycle de concerts de l'IRCAM et de Radio-France donne toute l'envergure (1).

Le premier programme symphonique, confié jeudi à l'Orchestre national et au chef américain Dennis Russell Davies, s'aborda pas encore directement la révolution radicale prêchée par Pierre Boulez et ses camarades, mais peignait en quelque sorte le paysage aux alentours, planté de grands « totems », puissants créateurs en vérité.

La présence des *Métamorphoses*, de Richard Strauss (écrites en 1945), restituait bien la tonalité, le décor de cette époque, hantée par la guerre, la mort, les décombres ; mais elles étaient aussi le symbole d'une musique qui allait être violemment rejetée par la nouvelle génération, avides de vivre et de créer autrement. D'autant que cette œuvre d'un autre âge, mais sublime, n'a pas été jouée de façon plus transparente, contemplative et même apollinienne dans sa détresse et sa résignation ; trop éternelle parfois, elle atteignait cependant à une très belle fin, d'une profonde paix.

*Movements* (1959), de Stravinski, marquait au contraire la stupéfiante conversion de l'auteur du *Sacre* et d'*Apollon Musagète* au sérialisme à la mode le plus borborygme. Du moins le croyait-on à l'époque, car Jean-Claude Pennetier au piano et Russell Davies ont si bien apprivoisé l'œuvre, tiré des sonorités rares et magiques en parcourant ces trames archaïques, avec des airs gourmands et matins, qu'on fut tout éberlé une fois de plus par les talents de prestidigitateur du prince Igor.

*Metastasis* (1954), d'Iannis Xenakis, le solitaire, au fait plus scandale aujourd'hui. Cette toile splendide, cette architecture en mouvement, d'une structure, d'une couleur, d'un développement entièrement nouveaux, gardent une emprise très forte, bien que l'interprétation n'ait pas donné toujours le sentiment de la continuité, du dynamisme.

Excellente idée que d'avoir ressuscité *Apparitions* (1959), une des premières pages pour grand orchestre de György Ligeti ; elle révèle tout un monde obscur, souterrain,

bouillonnant dans quelques marmite de sorcière, qui, par moments, émerge à la surface : grondements lointains, roulements de foudre dans sa grotte, violents jets de vapeur, papiers froissés, patentes litaneuses des visions mal agies, grande mais brève mêlée sauvage, etc. Une magie sonore parfaitement recréée, celle-là.

Pour conclure, un des sommets d'Olivier Messiaen, *Chronochromie* (1959-1960) : puissant, lyrique (et concis !), c'est un paysage cosmique, peuplé de cascades, de torrents et déjà de toute une gent ailée, mais sans évocation picturale ; c'est la nature qui respire, la comète qui bat, avec parfois des hymnes solennelles.

et puis cet extraordinaire concert d'oiseaux rassemblés comme au soir d'un beau jour, où les dix-huit cordes solistes sembleraient malheureusement avoir quelque mal à s'accorder, alors que bois et percussions avaient si joliment fait dialoguer la grive musicienne et l'aloïette des champs.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Après deux programmes électroacoustiques en juillet, quatorze concerts de musique de chambre sont donnés en septembre-octobre (le lundi à Radio-France, le jeudi au 3<sup>e</sup> étage du Centre Pompidou) ; deux concerts de l'Ensemble Intercontemporain prolongeront le panorama de l'Orchestre national (les 10 et 14 octobre).

## ARTS

### Le contenu de la peinture et le commerce des images

Que nombre d'artistes éprouvent encore, toujours et même très fortement le besoin de mettre l'accent sur les données et les contenus de la peinture, sur le contenu des images et sur la commercialisation de leurs œuvres, un parcours des galeries du quartier Beaubourg en ce début de saison nouvelle en témoigne. Sous des formes parfois radicales. Ainsi de la démonstration (ou démonstration) de Lawrence Weiner, un conceptuel dur, qui a blagué « le magasin Picard Sur-gelés de la rue des Francs-Bourgeois pour dénoncer l'art comme marchandise ordinaire, et du « manifeste » d'IFP (Information Fiction Publicité) qui placarde toutes les cimaises de la galerie Hussenot pour rendre évident le vide qu'engendre l'accumulation des messages publicitaires.

On pourra trouver plus substantielle l'attitude d'un Jean-Pierre Bertrand, qui tourne autour de la peinture amoureusement pour lui faire dire son être. Artiste raffiné, singulier, inaisissable tonche-à-tout, il la courtise du bout des doigts, des lèvres, donnant à ses papiers cirés et ses toiles saturées l'air de compositions strictes, comme pour dissimuler sa vraie nature de romantique. Qui passe à travers la couleur-médium cultivée comme une essence rare, assez forte pour vous imprégner la rétine, l'ouïe, le nez, les pores de la peau.

Jean-Michel Albérota a d'autres façons de jouer avec le feu. Aussi passionné que désenchanté, pris dans un réseau de contradictions fécondes et dans une impossible relation à la peinture aussi bien qu'à son marchand, ce peintre essoré, perpétuel insatisfait toujours en quête de contenu, poursuit son chemin à travers toutes sortes d'images, clés de son histoire personnelle ou références plus générales à l'histoire et à la géographie humaine. Si dans ses expositions récentes, les vieilles cartes postales et les photographies jaunes associées aux objets et aux citations l'ont souvent emporté sur les images peintes, cette fois Albérota semble céder au plaisir du fait-maï. Qui sur de modestes nappes de pâtisseries, qui au pastel, ici

élevait au rang d'icône la branche de rosier décrite avec presque autant de soin que l'illustrateur d'une encyclopédie ; là metant au nus de terre justement ses pastels aux plus nobles apparences, en les accrochant symboliquement très au-dessus du niveau habituel de l'œil. Comme quoi il faut aller chercher, bien au-delà de la facture, du sens à l'ensemble de l'ouvrage, d'ailleurs intitulé « exposition-vente ».

Tous les artistes (heureusement) ne sont pas aussi compliqués, ni aussi délibérément « intellectuels ». Il en est même qui en rajoutent dans le sens inverse, dans le genre inculte. Par exemple Combès. Ce qui lui donne de l'assurance et lui permet de foncer tête baissée là où pratiquement personne n'ose s'aventurer : la peinture d'Histoire avec un grand H. Et d'enlever le morocain. Aussi a-t-on envie de lui décocher quelques lauriers, notamment pour ses épisodes de la guerre de Troie. Parce que Combès, narrateur inimitable qui a le verbe haut, fort et coloré sait de mieux en mieux tenir son espace. En peinture et non plus en dessinateur de BD ou même en caricaturiste. Pourtant, il le remplait, cet espace, de plus en plus, bourru, toutes surfaces de graphismes vermiculés et de digressions, comme le feraient les plus dignes représentants du musée de l'art brut, sans pour autant perdre de vue la scène principale ni l'effet d'ensemble. Combès dessinait-il des images, ou l'humour fait passer la trivialité de l'imaginaire, la violence des images sur l'homme et son goût de la violence, du sang, de la torture, du sexe et de la mort. Il va sans dire que les batailles de Combès, même menées par des hoplites, sont d'actualité.

SENEVIEVE BRENETTE.

\* Lawrence Weiner : Picard Sur-gelés, 48, rue des Francs-Bourgeois.  
\* IFP : Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Francs-Bourgeois.  
\* Jean-Pierre Bertrand : galerie du France, 52, rue de la Verrerie.  
\* Jean-Michel Albérota : galerie Daniel Templeton, impasse Beaubourg.  
\* Robert Combès : galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple et galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Lud.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

C'ÉTAIT une idée suffisamment insensée pour être séduisante : sur le sollicitation impromptue d'un ami, aller voir « une ou deux » expositions à Séoul ; comme on va, lorsqu'on est le dimanche après-midi, flâner au Musée du Louvre. Avec cette nuance que le trajet est un peu plus long pour se rendre dans la capitale sud-coréenne qu'à la station Palais-Royal — que l'on choisisse d'y aller par l'Alaska, ce qui permet le survol d'un paysage d'une exceptionnelle beauté, ou qu'il faille suivre la plus fastidieuse et plus longue route du sud.

Toutefois, d'impératives contraintes personnelles (en l'espèce, le mariage de Bénédicte Millet avec Philippe Royer le 17 septembre à l'île aux Moines) avaient pour conséquence que la visite ne pouvait excéder cinq jours en TSDR, le Temps de Séjour réglementaire. Une notion que les agences de voyages devraient mettre en vigueur.

Était-il bien sage dans ces conditions d'effectuer dans un sens puis dans l'autre un voyage de près de vingt-quatre heures, porte à porte il est vrai. L'hésitation ne fut pas longue. Aussi malgré que fut le TSDR, l'embarquement eut lieu par un bel après-midi, pour arriver dès le lendemain, à peine froissé et incontinent muet en amateur d'art moderne, l'immense et tout neuf Parc des sculptures de Séoul.

Ce parc, ainsi que l'exposition organisée au Musée d'art contemporain situé à l'extrême périphérie de la capitale, est un coup de prestige réalisé de main de maître par les Coréens, qui toutefois ne l'exploitent guère. Il est pourtant une forte bonne carte dans la vaste opération de relations publiques qui chauffe à blanc Séoul.

Près de deux cents œuvres exposées dans un parc boisé de 270 hectares, des artistes venus de toute la planète, y compris des pays de l'Est ; l'université de l'art faisant ainsi écho à l'université du sport, l'Olympisme est restauré à Séoul comme aux premiers âges. Trivialement soit dit, les Coréens ont mis le pequet. Car ces sculptures, toutes créées pour la circonstance, doivent survivre à ce qui les a fait naître.

expliquant ses femmes, Rodin, Balzac ? Mais cela n'a rien des sentiments qu'elles suscitent de malaise, souvent.

La Vision de la révolte, du Brésilien Francis Krashberg, montre quarante et un chènes calcifiés, mais les uns contre les autres, afin, écrit, de « créer au monde cet insupportable ravage de la nature assassinée par l'homme » ; la Sculpture aux contours, de l'Allemand de l'Ouest Günther Ucker, expose une terre elle aussi blessée par des pleurs armés d'énormes lames ; le Tchèque Jankovic a beau écrire qu'il a « essayé d'exprimer le désir de durer d'un simple mortel », son homme triplement délogé à la figure arrachée offre avant tout l'image de l'échec humain. L'Argentin Leopoldo Meier, en alignant des rangées de chaises rouillées de taille croissante, de 50 centimètres à 4 mètres, devant lesquelles gît une sorte de marionnette plate sans visage, fustes de bois, paraît figurer une immobile représentation du Proche de Kafka.

Pas moins symbolique, mais plus optimiste, la Route de lumière, de l'Israélien Dani Caravan, qui a voulu bâtir un hommage au roi Sejong, le monarque qui inventa de toutes pièces l'alphabet coréen au XVI<sup>e</sup> siècle pour que son peuple s'affranchisse d'une écriture étrangère.

Dans l'ordre du gigantesque, la Gondole, de l'Italien Mauro Staccioli, un croissant de couleur brigue, haut de 29 mètres et d'une longueur de 43 mètres ; les Héros du ciel, de l'Espagnol Josep Subirachs, qui s'élèvent, semblables à un fronton égyptien, à 15 mètres au-dessus du sol ; ou encore l'Olympique, du Coréen Moon Shin, qui hausse son assemblage de boules métalliques jusqu'à 28 mètres.

Bien qu'il soit ordinaire de le noter, ces sculptures sont (paraissent) moins un écho de leur époque qu'une préfiguration de ce que pourraient être les suivantes ; pour certaines, désespérées, pour toutes si inimaginables qu'elles sont autant un essai de divination que la conjuration d'une terreur possible qui guette.

Pourtant, ces œuvres, que seuls leurs auteurs peuvent nommer, conviennent mieux ici (l'œil étant le même) que dans la vieille Europe. Parce que la Corée est, pour ainsi dire, apparue d'un coup sur la scène industrielle et des affaires, ces bâts, ces structures, ces abstractions faites fur, pierre ou bois y sont moins étonnantes qu'elles ne le

sont (l'œil étant le même, bis) dans des pays qui, à proprement parler, ont évolué sans avertis.

Elle n'est pas bien simple cette explication, même si celui qui s'y aventure, brandissant son ignorance comme un sauf-conduit, a le sentiment qu'elle correspond à un petit quelque chose de plus qu'à une impression couramment personnelle.

Le Parc des sculptures, le Musée d'art contemporain, son exposition de peinture et la tour aux mille trois téléviseurs du Coréen Nam June Paik, quelques cérémonies inauguratoires, cela laissait peu de temps pour voir la ville, et le pays il n'y fallait pas songer. Quelle ville !

Des avenues taillées comme des voiles triomphales mais pour la seule gloire de l'automobile, souvent doublées par des chemins à piétons de même ampleur, mais aussi des venelles où se perdent un jeu d'enfant ; des contrées de potes aux allures de pruit qui s'effectuent inégalement et jusque dans les hôtels, mais aussi la foule pressée que rien ne peut endiguer et le vibrant du commerce ; des hommes d'affaires et encore des hommes d'affaires et le chauffeur qui sert à les identifier, mais aussi des coursiers vêtus de chiffons qui ont à peine quitté la condition de coolies ; d'hallucinants gratte-ciel et des maisons de poupées ; les succursales des grandes « griffes » mondiales et des grands magasins qui regorgent de tout (sauf une bouée d'enfant, chère Adeline...), mais aussi des échoppes traditionnelles où la famille fait tout le personnel ; un peuple aussi chaleureux qu'un matin de novembre et aussi spontané qu'un ressort cassé, mais aussi, ô merveille, le gigantesque marché de Kaik-Dong où les produits de la mer et les produits de la terre répandent leur profusion ; à commencer par les crevettes, de toutes les tailles et sous toutes les formes, vivantes, décorées, étiées ou séchées ; des fruits, aussi, familiers mais d'une taille inconnue en Europe, châtaignes, pêches pâles et roses comme une accouchée, pommes astiquées une par une et rangées en bataille. Faire ses courses dans un tel endroit ne valait-il pas un tel voyage ?

\* Le catalogue intégral des œuvres (sculptures et peintures) rassemblées à l'occasion des Jeux olympiques sera en vente en France, notamment à La Huz et dans les FNAC à partir du 25 septembre. Il coûte 800 F mais plus plus de 5 kilos et comprend deux mille cinq cents photographies en couleur (œuvres réalisées pour Séoul et choix d'œuvres antérieures ainsi que les photographies et les biographies de tous les artistes).

Post-scriptum à lire sur invitation seulement. — Chère Bénédicte, chère reine des poteries, je te souhaite tout le bonheur du monde.

**CANNES 88**  
Grand Prix  
Special du Jury.  
Prix  
D'interprétation  
Féminine.  
BARBARA HERSHEY  
JODI MAY  
LINDA MYSTI  
Barbara Hershey  
**Un Monde à Part**  
(A World Apart)  
Un film de  
Chris Menges  
"La sensation forte  
du Festival."  
LIBERATION - Gérard Lefèvre  
"Excellent!"  
LE POINT - Marie-Françoise Leclerc  
"Enfin  
un film indiscutable.  
Du vrai cinéma  
comme nous l'aimons."  
FRANCE SOIR - (Régis Lenoir)  
"Bouleversant..."  
TELERAMA - Gérard Pangon  
"Le coup de foudre  
de PREMIERE"  
PREMIERE - Thierry Decoucelle  
"1h50 de cinéma direct  
et intense...  
D'une maîtrise sans faille."  
STUDIO MAGAZINE - Marc Esposito  
"Un film à part..."  
LIBERATION - Philippe Vecchi

**A PARTIR DU 20 SEPTEMBRE**  
**BOUFFES PARISIENS**  
**SUZANNE FLON**  
*une absence*  
de LOUIS BELLON  
Mise en scène MAURICE BÉCHOU  
avec  
CATHERINE ROUVEL  
MARTINE SARCEY  
VERONIQUE SILVER  
ETIENNE CHICOT  
PALAIS ROYAL  
LOCATION 42 96 60 24



# Spectacles

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**LES EAUX ET FORÊTS.** Théâtre du Bel Air (43-46-91-93), 20 h 30.  
**LE TIMIDE AU PALAIS.** Artistic Adonis (43-78-06-18), 20 h 30.  
**UNE ASSURANCE.** Bouffes Parisiens (42-96-40-24), 20 h 30.  
**ESTER.** Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30.  
**LE CRIMINEL.** La Bastille (43-57-42-47), 21 h.  
**ET LE SPECTACLE CONTINUE !** Palais Royal (42-97-59-81), 20 h 30.  
**DROLE DE COUPLE.** Saint-Georges (48-78-63-47), 20 h 45.  
**GLENGARRY GLEN ROSS.** Edmond VII, Sacca-Guitry (47-43-57-49), 21 h.  
**LE BUFFON DES FAMILLES.** Amphithéâtre de paléontologie du Jardin des Plantes (43-57-57-89), 18 h 30.  
**IDENTITÉS.** Tournefort (48-87-82-40), 20 h 30.  
**TEMPORAIREMENT ÉPUISÉ.** La Bastille (43-57-42-47), 19 h 30.  
**MORT À CRÉDIT.** Lucernaire Forum (45-44-57-34), 21 h 30.  
**LE PEU DES MOTS (Poèmes sans frontières).** Maison de l'UNESCO (entrée libre et gratuite), 19 h.  
**LA TRILOGIE DE PAGNOL.** Théâtre de la Main-d'Or (48-03-67-59), 20 h 30.  
**TUN DANS L'AUTRE.** Côté de la Gare (42-78-52-51), 22 h 15.  
**LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD.** LE LEGS. Comédie-Française (40-15-00-15), 20 h 30.  
**LA MADELEINE PROUST A PARIS.** Digne-T.L.P. (42-74-20-90), 21 h.  
**L'ÉPREUVE ET LA QUOI REVENT LES JEUNES FILLES ?** Hôtel Gonihier (46-33-39-55), 20 h 30.  
**TENOR.** Porte Saint-Martin (46-07-37-53), 20 h 30.  
**HORS PARIS**  
**BOURG-LA-REINE.** Que la vie soit belle, souvenez-vous de l'échec. Salle des fêtes (46-41-56-41), 20 h 30.

### Les autres salles

**ANTOINE - SIMONE-GERIAU.** (42-08-77-71). Les Cahiers temps : 20 h 30.  
**ARCAN.** (43-19-10-70). O. Travail à domicile : 19 h 45.  
**ARLEQUIN.** (42-98-43-22). Fando et Lis : 20 h 30.  
**CARTE BLANCHE.** (43-57-45-35). La Trilogie du mythe : 18 h 30.  
**CARTOUCHE.** Théâtre de la Tempête (43-28-36-36). Salle L. Cail, drames de la vie courante : 20 h 30.  
**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE.** (42-78-44-55). Et vous, le gâtre L. : 21 h.  
**COMÉDIE - CAUMARTIN.** (47-42-43-41). Revisions d'été à l'élysée : 21 h.  
**COMÉDIE DES FAMILLES.** (42-81-00-11). Vaincus du monde : 21 h.  
**DAUNOU.** (42-61-69-14). Monsieur Messier : 21 h.  
**EDGAR.** (43-20-45-11). Les Babes-Cadex : 20 h 15. Nous on fait ça on nous en fait plus : 20 h 30.  
**GATY-MONTFARNASSE.** (43-22-16-18). Nocturnes : 20 h 45.  
**GALERIE 35-THÉ.** ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Me's Apprehension (Les Aiguilles) : 21 h.  
**GUICHET MONTFARNASSE.** (43-27-86-61). D'être à deux : 20 h 30. Y'a eu un chameau dans l'ascenseur ? : 22 h 15.  
**HOTEL LUTETIA (SALON TRIANON).** (45-44-38-10). Mozart au chocolat : 20 h 30.  
**RUQUETTE.** (43-28-38-99). La Camériste chère : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. O. Simone Weil 1905-1943 : 21 h 30.  
**JARDIN DES ABÈSSES.** (42-62-40-93). Applaudis un Chat noir : 14 h 30, 16 h, 17 h 30.  
**JARDIN DES PLANTES (AMPHITHÉÂTRE DE PALÉONTOLOGIE).** (43-57-57-89). O. Le Buffon des familles : 18 h 30.  
**LA BRUYÈRE.** (48-74-76-99). Les Armoires : 21 h.  
**LE GRAND EDGAR.** (43-20-90-09). Bim dégagez amour des oreilles, s'il vous plaît : 20 h. Pierre Pichon : 21 h 45.  
**LES DÉCHÂRNEURS.** (42-36-00-02). Le Fantôme du Harrow Show : 21 h.  
**LUCERNARE FORUM.** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h.  
**MADELEINE.** (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h.  
**MARIE STUART.** (45-08-17-80). Condamnations sur le voyageur : 20 h 30.  
**MICROMÈRE.** (47-42-95-27). Ma cuisine de Vézère : 20 h 45.  
**MONTFARNASSE.** (43-22-77-74). Le Sexe : 21 h.  
**NOUVEAUTÉS.** (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.  
**ODON-COMÉDIE-FRANÇAISE.** (43-25-70-32). Les Éclats : 20 h 30.  
**ŒUVRE.** (48-74-42-52). Exercices de style : 20 h 45.  
**RANELAGH.** (42-88-64-44). L'Étrange Mister Knight : 21 h.  
**ROSEAU-THÉÂTRE.** (42-71-30-20). O. Jacques Brel le vieux chercheur mes bouillons : 20 h. O. Tokyo Bar : 21 h.  
**THÉÂTRE DE DIX HEURES.** (42-64-35-00). Paradoxe, suivi de Va donc m'embrasse si les ratons : 20 h 30.  
**THÉÂTRE DE L'OMÈRE QUI ROULE.** (43-26-28-61). O. Le Monologue de Molly Bloom, d'après Ulysses : 21 h.  
**THÉÂTRE DE VERDURE DU JARDIN SHAKESPEARE.** (42-54-34-04). O. Ciel Love : 17 h.  
**TINTAMARRE.** (48-57-33-42). O. Le Fau de Bassan met les bons : 18 h 30. Médium : 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30. Barthélémy : 22 h 30.  
**TOURTOUR.** (48-47-82-48). Identités : 19 h. La Femme romaine : 20 h 30.  
**TRISTAN-BERNARD.** (45-23-08-40). Guilty, pièces en un acte : 19 h. Riffidin dans les labours : 21 h.

## Vendredi 16 septembre

### cinéma

#### La Cinémathèque

##### PALAIS DE CHAILLOT

Le Grillon du foyer (1933), de Robert Boudriez, 16 h ; Le Quatrième et l'Unité (1956, v.o.s.), de Grigori Tcheouret, 19 h ; Monsieur Nipels (1954), de René Clément, 21 h.

##### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

(46-26-34-30)

Paris : un arondissement par jour : 8 arondissements : 8 ch. : Éclair Journal, l'Oranger (1988) d'Alain Cavalier, Paléale (1944) de Jacques Becker, 14 h 30 ; Quartier de l'Europe : le Parc Monceau (1978) de Patrick Bessard, les Enfants terribles (1949) de Jean Pierre Melville, 16 h 30 ; A Telysio : Actinella Gaudon, la Repensante (1988) d'Alain Cavalier, la France accueille une reine (1957) de la presse filmée, l'Élysée au début du ponton (1985) de Marianne Lamour et Jacques Audou, 18 h 30 ; Jazz du côté des champs : le 8 arondissement à travers Gaudon (1910-1920), Drole d'Ellington à la salle Pleyel (1958) de Claude Lorrain, As-cœur pour l'échafaud (1957) de Louis Malle, 20 h 30.

#### Les exclusivités

**LES AILES DU DÉSIR (Fr.-Al. v.o.) :** UGC Champion, 5 (43-26-84-63).  
**AMÈRE RÉCOLTE (AIL. v.o.) :** Utopia Champion, 5 (43-26-84-63).  
**LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) :** UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).  
**AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Al. v.o.) :** Les Montparnasse, 14 (43-27-52-57).  
**BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) :** Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-25-58-00) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-40-81) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaumarchais, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Parvatis, 13 (43-31-36-86).  
**LA BÊTE DE GUERRE (A. v.o.) :** Forum Horizon, 1 (45-08-37-57) ; UGC Danton, 6 (43-25-10-30) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 6 (47-42-60-33) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37-47-47).  
**HEROS (A. v.o.) :** George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 11 (43-59-19-08) ; Trois Perennies, 14 (43-20-30-19).  
**BLOODSPORT (A. v.o.) :** Hollywood Boulevard, 6 (47-70-10-41) ; Patis Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**BOUQUIN L'ANGE (Fr.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; UGC Normandie, 6 (43-25-10-30) ; v.f. : Rex (La Grand Rex), 2 (42-36-83-83) ; Gaumont Alibi, 2 (43-27-84-90) ; Minima, 14 (43-20-49-20).  
**LE GRAND CHEMIN (Fr.) :** L'Espresso, 6 (45-44-37-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**MAINS PRAY (A. v.o.) :** Forum Orient Express, 1 (43-37-47-47) ; Épis de Bois, 2 (43-37



NORAIRE	FOYERS AVANT REARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	45.2	Stève Barthe 20.9	Actual. région. 8.0	Actual. région. 4.5	Top 50 4.2	Humour 3 mil. 4.2	Télex bréides 2.4
19 h 45	52.1	Place forance 28.2	A tout être 8.0	Actual. région. 4.2	Nuits part. 3.3	Humour 3 mil. 4.1	Télex bréides 3.2
20 h 16	62.2	Journal 30.5	Journal 12.2	La classe 8.6	Nuits part. 1.6	Journal 4.3	Cosby show 3.6
20 h 55	68.2	L'ennemi 27.0	Mart pour 15.6	Lady then 7.9	Compos 3.6	'American giglin 10.6	La Berka 4.6
22 h 8	62.6	L'ennemi 27.6	Mart pour 15.5	Journal 1.7	Agnt brûle 1.4	American giglin 3.5	La Berka 4.7
22 h 44	29.1	Allure 13.3	Référence 8.6	Ondes 1.7	Agnt brûle 1.5	Martini 1.5	La Saint 1.5







# Economie

## Le plan-emploi du gouvernement

### SOMMAIRE

■ Plan emploi : les mesures sociales décidées par le gouvernement posent le problème du coût pour l'entreprise, des bas salaires qui sont le plus souvent ceux du personnel non qualifié (lire ci-contre).

■ La Financière Agache a annoncé qu'elle détenait 32 % du capital de LVMH (lire page 30).

■ Pour Pierre Bérégovoy, « l'innovation financière reste à l'ordre du jour ». Conséquences : les organismes de placement collectifs pourrissent acquérir des créances bancaires (lire page 29).

■ En raison de l'hostilité de plusieurs syndicats, le rapport Chotard risque de ne pas être approuvé par la section des affaires sociales du Conseil économique et social (lire page 28).

■ André Sainjon n'est plus secrétaire général de la Fédération CGT de la métallurgie. Sa démission est une « profonde déchirure » (lire page 28).

■ Comme chaque jour, l'évolution des marchés financiers (lire pages 30-31).

### Le volet social comporte de nombreuses améliorations

Après la présentation générale du plan emploi par M. Michel Rocard, il revenait le 15 septembre à M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, de commenter le volet social de l'action gouvernementale.

« Quand on veut entraîner, on ne bouleverse pas, on écoute et on adapte », explique M. Soisson pour justifier les améliorations apportées à un dispositif qui, pour l'essentiel, ne change pas. Ce qui ne l'empêche pas d'être particulièrement satisfait des mesures annoncées, qui correspondent, a-t-il affirmé lors de sa conférence de presse, à son « état d'esprit à l'origine », quand il décida de rejoindre le gouvernement Rocard. « On comprend mieux le choix qu'a fait le premier ministre en me nommant là », devait ajouter plus tard le ministre.

Dans la pratique, le dossier de la réhabilitation de la formation en alternance devrait s'ouvrir la semaine prochaine par une succession de rencontres bilatérales avec les partenaires sociaux, qui pourraient ensuite négocier entre eux. Le marché proposé est simple. En contrepartie de la confirmation de l'exonération de charges sociales pour le contrat de qualification, réclamée par les chefs d'entreprise (l'exonération est actuellement assurée jusqu'à la fin de l'année), le gouvernement voudrait voir le CNPF et les syndicats s'entendre sur une « moralisation » du stage SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle) qui a beaucoup dévié. Par exemple, la suggestion porte sur la réévaluation d'environ 30 % de la rémunération versée qui, selon l'âge, varie de 17 à 27 % du SMIC. Des contraintes plus fortes pourraient être décidées pour éviter les abus de recours au SIVP.

M. Soisson, qui a annoncé la création, en accord avec M. Bernard Kouchner, d'une commission chargée de se préoccuper de la vie quotidienne des chômeurs, entend profiter de ces discussions pour aborder d'autres thèmes proches. Il voudrait proposer des actions en faveur des chômeurs de longue durée et évoquer la situation des TUC (travaux d'utilité collective). Ce dernier programme va faire l'objet d'un premier recensement. L'Etat prendra à sa charge les trois quarts du coût de la formation pour 40 000 jeunes tucistes qui n'ont aucune qualification. Ce dis-

positif n'est pas obligatoire, ni pour l'organisme employeur ni pour le jeune, mais il met en évidence une situation préoccupante. Sur 360 000 jeunes accueillis en TUC dans l'année, un tiers n'ont pas de qualification et 10 000 seulement sont formés pendant leur stage.

A chaque fois, les dispositifs existants ou les mesures nouvelles seront étalés en formation, les procédures étant assouplies, individualisées et modulables. Ainsi les cinq programmes accueils de stages pour les jeunes sont réunis en une seule formule qui offrira des modules de formation allant de 250 à 1 200 heures selon les cas. De même, 40 000 stages pour les chômeurs permettront d'agir préventivement dès les premiers mois d'inscription à l'ANPE avec des formations de 150 heures.

### Les entreprises intermédiaires

Par ailleurs, l'expérience menée sur les nouvelles qualifications pour les jeunes est difficile, sur une idée de M. Bertrand Schwartz, sera poursuivie et étendue à 10 000 bénéficiaires. Parallèlement, réapparaissent les entreprises intermédiaires, créées en 1985 par M. Michel Delebarre, et oubliées ensuite. Elles sont à nouveau soutenues. Dans le même sens, le réseau des 104 missions locales, stagnant depuis 1986, va être réactivé. Cinquante missions locales nouvelles seront ouvertes en 1989.

Parmi les mesures d'ordre général, la plus importante concerne le crédit d'impôt formation, prévu par la loi de décembre 1987 mais dont l'application tarde. Pour les dépenses de formation en faveur des salariés les moins qualifiés, le taux de crédit d'impôt sera porté à 35 % de leur accroissement, et le plafond de 1 million de francs ne sera pas pris en compte. En outre, d'autres dispositions prévoient des contrats d'études professionnels pour la définition des métiers et leur formation ou la mise en place de centres d'observation.

Au total, les actions sociales prévues dans le plan emploi mobilisent 3 009 milliards supplémentaires et devraient permettre, en 1989, de disposer de 1 530 000 places de stages, répartis entre les actions de formation et celles d'insertion, dont 530 000 correspondant au traitement social proprement dit.

A. L.

### M. Michel Rocard répond à ses détracteurs

M. Raymond Barre, « d'une certaine manière, a raison » lorsqu'il qualifie le plan gouvernemental de lutte contre le chômage de « touffu », a affirmé, le vendredi 16 septembre sur Europe 1, M. Michel Rocard, qui faisait allusion aux propos tenus par l'ancien premier ministre, la veille, à l'occasion de la journée parlementaire de l'UDC. « J'attaque sur tous les fronts », a précisé le chef du gouvernement, donc c'est touffu par définition. « Je l'ai voulu ainsi précisément », a conclu M. Rocard, parce qu'il n'y a pas de recette miracle et parce qu'il n'y a pas de lutte pour l'emploi possible sans attaquer de tous côtés.

Auparavant, le premier ministre a estimé que M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, « ne manque pas d'air » lorsqu'il critique ce train de mesures sociales, car, a-t-il poursuivi, « on ne peut pas dire que les résultats [du précédent gouvernement] aient été merveilleux en matière de création d'emploi ». L'ancien ministre du budget avait ainsi commenté, la veille, le plan du gouvernement : « C'est tard et c'est peu ». « C'est plutôt de l'homophobie au lieu du remède de cheval dont nous avons besoin », avait-il déclaré au cours de son point de presse hebdomadaire, en concluant : « Toutes ces mesures, même si certaines sont bonnes, ont un air de déjà vu ».

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a, pour sa part, jugé « bonnes », jeudi sur France-Inter, les mesures adoptées par le conseil des ministres. Il a toutefois regretté que celles-ci « ne soient pas accompagnées d'une politique économique et fiscale en conformité avec les politiques menées dans les autres pays européens ».

M. André Rossinot, président du Parti radical, a, quant à lui, qualifié, jeudi à Lyon, d'« hésitant » le plan gouvernemental, se félicitant que « les socialistes reconnaissent enfin que l'on règlera le problème du chômage en faisant appel à l'entreprise ».

### Bas salaires, salaires coûteux...

(Suite de la première page.)

On comprend pourquoi achoppent depuis longtemps toutes les discussions sur le thème des effets économiques entraînés par le niveau des bas salaires : une rémunération directe (4 000 F) trop faible pour être mise en cause, un coût global probablement trop élevé pour l'entreprise dans la mesure où il concerne presque toujours de la main-d'œuvre non qualifiée, des cotisations élevées mais dont autre système de protection sociale a un urgent besoin pour équilibrer ses comptes.

Si les mesures décidées par MM. Michel Rocard et Jean-Pierre Soisson font changer quelque chose au cours de l'année prochaine, c'est-à-dire accélèrent un tant soit peu le processus de création d'emplois, alors la question posée recevra une réponse positive.

En présentant les mesures « emploi », M. Rocard a insisté sur le fait qu'elles avaient valeur de test, d'expérience. En ce sens, les objections que lui ont adressées certains ministres méconnaissent la logique de la démarche. Car si les réductions de charges consenties par l'Etat avaient été accordées en contrepartie d'un engagement d'embauche de la part du patronat,

comme le voulait, semble-t-il, M. Michel Charasse, ministre du budget, alors l'expérience perdrait du même coup tout intérêt, toute valeur. Il aurait été impossible de savoir si une baisse du coût global de la main-d'œuvre peu qualifiée avait déclenché spontanément un mouvement d'embauche. En d'autres termes, le marché, qui, sur ce point, peut seul dire où est le point d'équilibre entre coût du travail et rentabilité, n'aurait pas fourni de signe, n'aurait pas apporté de réponse valable.

### Le niveau du SMIC en question

Le reproche qu'on peut adresser au gouvernement est d'une autre nature : la question posée au marché est-elle suffisamment claire ? En ce qui concerne l'embauche d'un premier salarié, oui, puisque le coût du travail pour l'entrepreneur sera réduit de 35 %. Le seul doute qu'on puisse avoir porte sur la durée de l'exonération : deux ans. Est-elle suffisante pour inciter l'entrepreneur à se décider ? C'est probablement une durée minimale dans la mesure où il faut plusieurs mois pour qu'un employé ou un ouvrier non qualifié soit formé et devienne efficace.

La réponse fournie par le marché à l'autre mesure de réduction du coût du travail risque d'être beaucoup plus incertaine. Le déflationnement et l'abaisssement du taux de cotisations des allocations familiales ne représentent qu'une économie assez faible : 1,2 % de la masse salariale (cotisations comprises) pour une entreprise dont tout le personnel serait payé au-dessous du plafond, c'est-à-dire jusqu'à 10 100 F par mois (à partir de 13 000 F, le coût du travail sera majoré pour la firme du fait du déflationnement).

Le gain sera-t-il assez important pour déclencher un mouvement de création d'emplois statistiquement décelable ? C'est d'autant moins probable que l'économie française a recommencé, depuis deux ans, à créer des emplois (1) : comment isoler un flux supplémentaire dans le mouvement en cours ? Autant vouloir distinguer dans un ruisseau ce qui vient de telle source ou de telle autre.

Cette non-réponse probable — ou plutôt l'incertitude qui subsistera sur ce point — est regrettable car, à l'évidence, la mesure qui vient d'être prise va dans le bon sens. Le poids des cotisations d'allocations familiales (135 milliards de francs par an) ne devrait plus être pris en charge exclusivement par les entreprises : les études qui ont été faites sur ce point sont éloquentes. La seule raison qui ait empêché jusqu'à présent des allègements significatifs est leur coût exorbitant pour l'Etat : 15 milliards pour une baisse d'un point. Ce qu'on peut donc reprocher au gouvernement est d'avoir un peu gaspillé ses atouts en les éparpillant. Mieux aurait valu économiser quelques milliards en ne supprimant pas le taux de TVA à 7 % — mesure que la préparation du marché unique de 1993 n'exigeait nullement — ou la taxe sur les encours bancaires, pour les consacrer à une baisse plus significative du taux des cotisations des entreprises pour les allocations familiales. A viser trop d'objectifs à la fois, le vote est évidemment de n'en atteindre aucun. Vouloir sérieusement peser sur les coûts des bas salaires pour savoir s'ils constituent un obstacle à l'embauche ?

Une autre contradiction va peser sur le plan emploi du gouvernement. Entre 1970 et 1980, le pouvoir d'achat du SMIC a progressé de 61 %, c'est-à-dire nettement plus vite que celui du salaire horaire ouvrier (+ 48 %). De 1980 à 1988, cet avantage donné au SMIC sur le salaire ouvrier a été nettement moins net mais s'est tout de même maintenu (+ 12,3 % par an de hausse nominale moyenne pour le SMIC, + 8,3 % pour le salaire ouvrier). Plus le SMIC est relevé — pour des raisons sociales évidentes, — plus le coût de la main-d'œuvre non qualifiée s'accroît, la rendant par là même de moins en moins attractive pour nombre d'entrepreneurs individuels.

Le problème posé n'est donc pas seulement celui de la réduction des charges sociales pesant sur les salaires mais aussi celui de l'évolution du TUC et de son niveau. Les TUC (pour les collectivités locales et les associations), les SIVP (pour les entreprises) ont, d'une certaine façon, abouti à créer des sous-SMIC. Faut-il aller plus loin et revenir à un salaire minimum différent selon les régions, peut-être même à un véritable « SMIC jouge » ?

Qu'elle choque ou non, la question est implicitement posée par les mesures gouvernementales pour l'emploi.

ALAIN VERNHOLES.

(1) En 1987, l'économie française a créé soixante-dix mille emplois. Elle en a encore créé cinquante-deux mille au premier semestre 1988.

### RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

## APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'UNION DES BANQUES DE DÉVELOPPEMENT LANCE UN APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR :

- L'évaluation de son potentiel humain
- L'élaboration du plan Directeur du Personnel.

### I. OBJET :

- Application de l'organigramme
- Évaluation des Ressources Humaines
- Élaboration d'un plan Directeur du Personnel.

### II. ÉLIGIBILITÉ :

La participation à l'Appel d'Offres est limitée aux Cabinets Mauritaniens et Étrangers justifiant d'une expérience professionnelle dans le domaine bancaire et tout particulièrement de Banques Mixtes, Banques Commerciales et de Développement en Afrique.

### III. LIEUX D'ACQUISITION DES DOSSIERS :

Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré à compter du 15 septembre 1988 aux adresses suivantes :  
- Siège U.B.D. - Avenue de l'Indépendance à Nouakchott.  
- Représentation de la S.N.J.M. s.m.s. 5, rue Scribe 75009 Paris - Téléphone : 47-42-14-70.  
contre paiement de la somme de 10 000 U.M. ou 1 000 F.F. par chèque bancaire certifié au nom de l'U.B.D.

### IV. DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Les offres doivent être déposées sous double enveloppe cachetée au Siège de la Banque avenue de l'Indépendance à Nouakchott - (République Islamique de Mauritanie) contre récépissé au plus tard le 16 octobre 1988 à 12 heures précises (heure locale).

- L'enveloppe extérieure doit porter la mention : A NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES POUR :
- L'évaluation du potentiel humain et
- L'élaboration du plan Directeur du Personnel
- L'enveloppe intérieure sur laquelle est inscrit le nom du soumissionnaire doit contenir les documents suivants :
- une offre technique
- une offre financière globale et détaillée conformément aux termes de référence.
- une caution provisoire égale à 1 % du montant de l'offre.

### V. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à l'U.B.D. - B.P. N° 219 NOUAKCHOTT - Téléphone : 520.61 - Téléc : 564 BADEC MTN.

**ODOUL** AGENT DE J+1 DÉMICO  
**Garde-meubles**  
42 08 10 30  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

### La politique industrielle

## M. Fauroux joue les PME et les régions

« L'économie française se porte bien (...). Nous avons les profits, nous avons les investissements, nous manquons encore les emplois et les exportations (...). Il faut donc une politique plus volontariste, plus efficace », a déclaré M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, en présentant à la presse, jeudi 15 septembre, sa nouvelle politique industrielle. Une politique axée sur les petites et moyennes entreprises et sur le redéploiement régional de l'action gouvernementale. « C'est au niveau de la France industrielle profonde qu'on peut trouver un gisement d'investissement, d'emplois, de productivité et d'exportation », a-t-il expliqué, en assurant qu'il reste « encore beaucoup à faire ». « Le climat est bon, encore faut-il l'utiliser... »

Estimant que les crédits de politique industrielle du ministère (440 millions de francs, soit 10 % de plus que l'an dernier) étaient insuffisants pour mener l'action nécessaire, M. Fauroux a annoncé qu'il avait décidé, avec le ministre de l'Intérieur, de centraliser autour des sous-préfets l'ensemble du dispositif de soutien aux PME locales. Les sous-préfets se verront ainsi confier une « mission prioritaire dans le domaine du développement économique et de la création d'emploi », et seront chargés à la fois de faire connaître aux chefs d'entreprise les procédures existantes, et d'être à l'écoute des besoins, en liaison avec les directions

régionales de l'industrie, les banques et les divers organismes ayant des antennes locales, comme l'Association nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR).

« Il faut multiplier les poignées et les oreilles », a déclaré M. Fauroux, précisant que, outre les crédits de politique industrielle stricto sensu, l'action publique en faveur des PME pourrait utiliser une partie (au moins 3 milliards) des ressources des Comptes de développement industriel (CODEVI) ainsi que les crédits de l'ANVAR, ceux des centres techniques professionnels, ceux destinés à l'établissement des normes de qualité et enfin les Fonds régionaux d'aide aux initiatives pour l'emploi (FRIL), dotés par l'Etat de 250 milliards de francs.

« Il ne s'agit pas de distribuer des fonds tous azimuts, mais de mettre à la disposition des PME une panoplie d'aides adaptées à leur cas », a précisé M. Fauroux. M. François Douhin, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, qui assistait à la conférence de presse, a ajouté qu'il espérait la création de vingt mille à trente mille emplois grâce à l'orientation totale des charges patronales pendant deux ans, octroyée par l'Etat pour l'embauche d'un premier salarié par les artisans ou commerçants.

Quant aux grandes entreprises, « je n'ai plus de grands soucis de ce côté-là », a assuré M. Fauroux, estimant

que ces groupes « n'ont plus autant besoin de l'Etat », sauf en matière de réflexion stratégique. « Les présidents qui ont œuvré pour le redressement des résultats commencent à avoir des idées stratégiques. C'est une période dangereuse », a expliqué le ministre, annonçant qu'il allait lancer une réflexion sur la restructuration de la chimie, associant les dirigeants des entreprises concernées et quelques experts, dans l'optique de l'ouverture européenne et de la mondialisation du marché. « Je ne veux pas faire de Mécène, je réfléchis avant d'agir, cela prendra des mois », a-t-il ajouté.

Enfin, M. Fauroux, interrogé sur les rumeurs faisant état d'un remplacement anticipé du président d'Elf Aquitaine a assuré qu'« aucune succession (n'était) ouverte ». « Il y a des mandats qui courent et aucune raison de les interrompre sauf défaillance », a-t-il ajouté.

« Il n'y a pas de raison que l'échéance des mandats [des PDG des grandes entreprises publiques] coïncide avec les échéances parlementaires ».

VERONIQUE MAURUR.

### L'inflation en France

## Hausse de 0,3 % des prix en août

Selon l'estimation provisoire de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,3 % en août 1988. En glissement annuel, l'inflation s'établit ainsi à 2,8 %, limitant l'écart avec la hausse des prix allemands à 1,6 point, contre 1,7 point en juillet. Sur douze mois, la progression des prix à la consommation, en France, reste inférieure à la moyenne de la Communauté européenne. De 0,5 point en juillet, cet avantage devrait, selon les premières indications disponibles, s'être maintenu en août.

Commentant les résultats du mois dernier devant l'Association française des trésoriers d'entreprise, le ministre de l'Economie, M. Pierre Bérégovoy, a indiqué, le jeudi 15 septembre au soir, que son objectif, une inflation se situant entre 2,5 % et 3 %, devrait être respecté cette année. Il a toutefois rappelé à l'ordre les professions de services, les hausses de prix dans ce secteur étant « plus du triple de celle des produits manufacturés ».

U.S. News

Jamais Pan ne vous a o les U.S.A à de si petits

RA



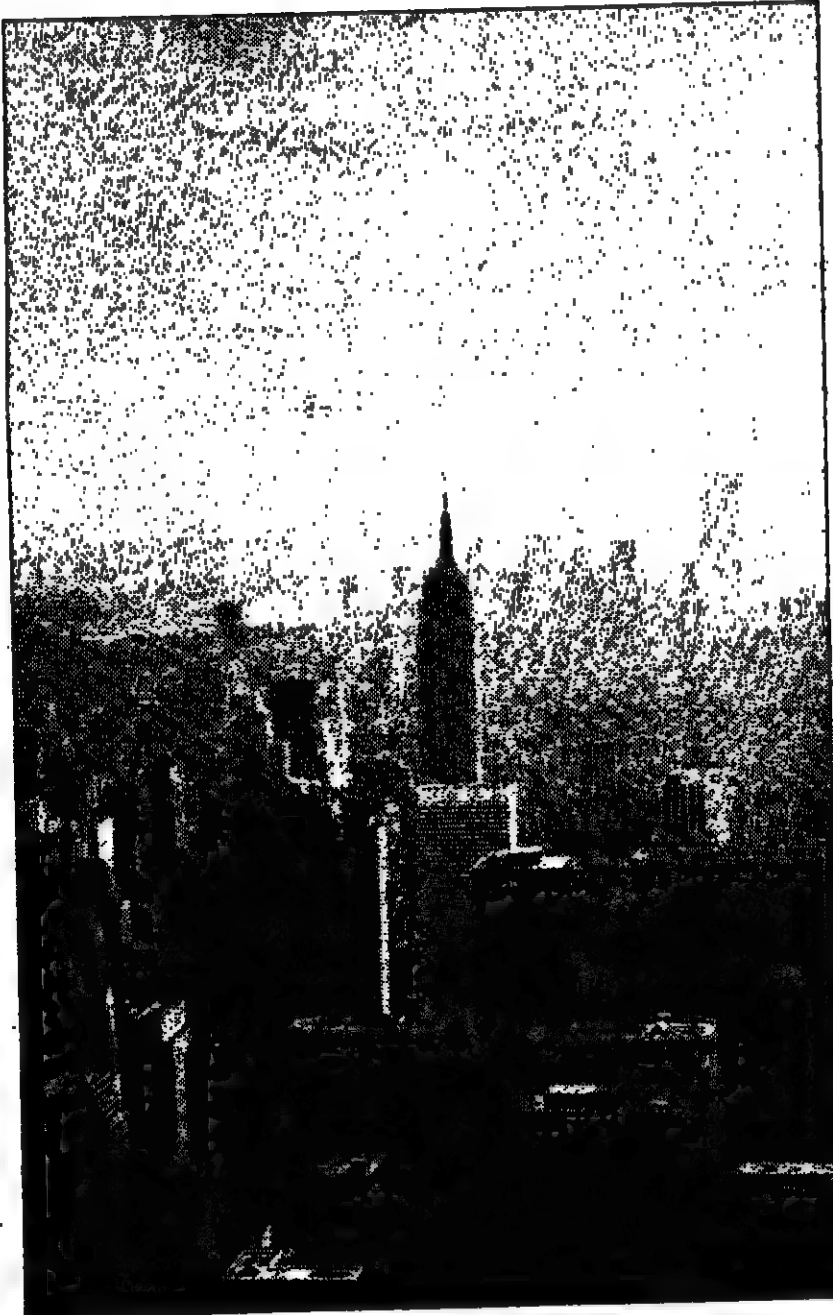
# Pan Am U.S. Super Price.\* New York 2990 F

**Jamais Pan Am  
ne vous a offert  
les U.S.A.  
à de si petits prix.**

"Pan Am U.S. Super Price" est un véritable événement. Jamais Pan Am ne vous avait proposé de meilleures occasions pour partir aux États-Unis. "Pan Am U.S. Super Price" est une offre spéciale qui s'étend du 15 octobre 1988 au 9 mars 1989 et qui vous permet de séjourner de 7 à 45 jours en territoire américain.

Petit détail important, le nombre de sièges offerts à ce tarif est limité, aussi réservez vos places dès aujourd'hui.

Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.



New York	2990 F
Boston	2990 F
Albany	3560 F
Hartford/Springfield	3560 F
Buffalo	3560 F
Baltimore	3560 F
Cleveland	3560 F
Cincinnati	3560 F
Detroit	3560 F
Philadelphia	3560 F
Pittsburg	3560 F
Providence	3560 F
Rochester	3560 F
Syracuse	3560 F
Washington, DC	3240 F
Nashville	3800 F
Chicago	3800 F
Charlotte	3800 F
Indianapolis	3800 F
Norfolk	3800 F
Raleigh/Durham	3800 F
Atlanta	4125 F
Austin	4125 F
Dallas/Ft. Worth	4125 F
Houston	4125 F
Miami	3990 F
Minn/St. Paul	4125 F
New Orleans	4125 F
Orlando	3990 F
San Antonio	4125 F
Salt Lake City	4125 F
Tampa/St. Pete	3990 F
Los Angeles	4590 F
San Diego	4590 F
San Francisco	4590 F
Honolulu	5420 F

Prix aller/retour au départ de Paris en classe économie. Offre valable du 15 octobre au 19 décembre 1988 et du 25 décembre 1988 au 9 mars 1989. Supplément de prix pour les voyages effectués les vendredi, samedi, dimanche. Les billets doivent être payés 7 jours avant le départ et dans les 48 heures suivant la réservation. Pas de retour les 23, 24 et 25 mars. Pénalités en cas d'annulation. Pour les autres conditions particulières de vente, contacter votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45. Tarifs sujets à l'approbation gouvernementale. \*Super Prix Pan Am pour les U.S.A.

**N° 1 sur l'Atlantique.**

# PAN AM®

هكذا من الأصل



# Économie

## SOCIAL

Après sa démission du secrétariat général de la métallurgie CGT

### La « déchirure » de M. Sainjon

M. André Sainjon semblait encore en état de choc, lors de la conférence de presse qu'il a tenue le jeudi 15 septembre, une semaine après avoir démissionné de ses fonctions de secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT (le Monde du 16 septembre). Comme étonné, et même très ébranlé, par sa propre abdication, il a évoqué d'emblée la « profonde déchirure » qu'il éprouve. M. Sainjon a franchi le Rubicon. Il sait que, à la CGT, ses amis d'hier lui tourneront le dos demain. Mais il hésite encore à en tirer les conséquences, à évoquer précisément l'ampleur de ses divergences. Comme si, en vidant son sac une bonne fois, il craignait de renier ce qu'il avait fait de sa vie jusqu'à aujourd'hui.

« Je ne parviens pas en guerre contre la CGT », a-t-il lancé, en ajoutant, comme pour se justifier : « Je suis ce que je suis grâce à la CGT ». Dans sa déclaration liminaire, comme dans ses réponses aux questions, il a balancé entre la critique et la fidélité. Ainsi, il a affirmé qu'il avait été « en parfait accord » avec les orientations du congrès de sa fédération en novembre 1986, alors qu'il était déjà en difficulté, ce congrès ayant situé « les responsabilités patronales et gouvernementales » et montré « l'apport décisif des luttes ». Il a même souligné que « la ligne de la CGT est bonne car c'est une ligne de classe, de masse démocratique ».

- 83% en treize ans

Fier de s'être engagé « totalement » dans les luttes de sa fédération ces dernières années, en citant l'exemple de Citroën-Aulnay, il a même souhaité que ses amis restent dans sa fédération et que celle-ci surmonte ses difficultés (1). Il a voulu aussi rester soigneusement sur le terrain syndical, en précisant qu'il n'avait pas l'intention de démission-

ner du comité central du PCF. Il s'est même refusé à opposer « action de masse et action coup de poing », et, interrogé sur son apparente tiédeur dans la défense des « dix de Renault-Billancourt », il a donné raison à la CGT tout en rappelant qu'elle devait « tenir compte des autres revendications ».

M. Sainjon ne voulait plus être « un obstacle ». Mis en minorité à la tête de son propre fédération, il avait le choix entre se soumettre ou partir. Il est parti. De telles préférences de langage n'ont pas empêché M. Sainjon d'évoquer, en gros, ses difficultés. En mai dernier, a-t-il révélé, il avait présenté un rapport au comité exécutif, qui « n'a pas été discuté », sur la chute des effectifs de sa fédération : - 83% en treize ans ! Le nombre de syndiqués actifs est tombé de 423 000 en 1974 à 74 000 en 1987 (auxquels il faut ajouter près de 20 000 retraités). Parmi les fédérations de la CGT, la métallurgie s'est vu ravir la première place par l'énergie... Une chute qu'il explique par la perte de dizaines de milliers d'emplois, mais aussi par le « décalage important entre l'appareil fédéral et la réalité vécue de nos militants dans les syndicats d'entreprises ».

Face à cette situation, M. Sainjon a proposé, en vain, « un renforcement du travail collectif » et la convocation d'une « conférence nationale des syndicats de la métallurgie afin (...) qu'ils puissent exprimer leurs besoins quant à l'outil fédéral qu'il leur faut ». Propositions de reconquête syndicale qui ont échoué sur les réels du débat interne. « L'examen de la situation, a-t-il indiqué, fait au secrétariat, au bureau et comité exécutif fédéral en juin dernier a mis en avant des critiques graves à mon égard quant à mon activité, mes méthodes de direction et surtout mon dépassement politique. Celles-ci sont, à mon avis, l'aboutissement d'une dégradation des rapports d'intérieur même de l'organisation, appuyée par une longue campagne trouvant sa source chez

l'adversaire, mais relayée malheureusement au sein de l'organisation ». Il a parlé de « propos dur, inadmissibles », en fustigeant les campagnes visant à le faire passer pour « social-démocrate ou rénovateur ».

Le 15 septembre, au matin, M. Krasicki avait à l'esprit, fait part de ses regrets : « Je n'aime pas perdre des militants. Cela ne me fait pas plaisir. Je suis personnellement peiné ». Le secrétaire général de la CGT, dont le départ au congrès confédéral de mai 1989 est de plus en plus probable, n'a en effet rien à gagner de la démission de M. Sainjon. Mais M. Krasicki avait déploré que M. Sainjon ait démissionné, sans que rien l'y oblige et « sans aller discuter avec ceux qui l'ont élu ». Réponse de l'intéressé : « Je conteste cette interprétation car le débat a commencé avant même le congrès de la métallurgie. Personne ne peut nier les oppositions que j'ai rencontrées à l'époque. Si Henri me reproche de ne pas avoir discuté avec lui avant de prendre ma décision, c'est parce que, peut-être à de mon acte et que je ne voulais pas engager l'organisation ».

Malheureux de s'en aller, malheureux de constater les « importantes différences de vues » qui sont apparues dans sa fédération « dans la pratique syndicale, dans la conception et les méthodes de travail, dans la conduite des luttes », M. Sainjon se raccroche à ses espoirs déçus : « Ce n'est qu'avec les militants, sans exception, avec toutes leurs sensibilités et leurs opinions diverses que la CGT aura les ressources nécessaires pour que le syndicalisme de masse et de classe se renforce ».

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Lors de la réunion du comité exécutif de la métallurgie, le 16 septembre, qui doit être M. Jean Demaison au secrétariat général, M. Bernard Meunier, le dernier proche de M. Sainjon au secrétariat (sept membres), doit démissionner.

(Publié)

## ALGER

### PALAIS DES EXPOSITIONS

du 10 au 22 octobre 1988

### 5<sup>e</sup> Foire de la Production Nationale

Sur 21 000 m<sup>2</sup> d'exposition tous les produits et services algériens à l'exportation

ONAFEX : Palais des Expositions

Pins Maritimes - El Mohammadia ALGER  
Tél. : 76-31-00-04 Telex 64 212

## Le Conseil économique et la réforme de la Sécurité sociale

### Le projet d'avis de M. Chotard risque d'être rejeté

Le sort du projet d'avis du Conseil économique et social (CES) sur la Sécurité sociale rédigé par M. Yvon Chotard (CNPF) apparaît de plus en plus incertain. La discussion de l'avant-projet, le mercredi 14 septembre, par la section des affaires sociales du CES, a fait apparaître en effet de vives critiques sur le texte du rapporteur, dont certaines traduisent des oppositions irréductibles ou des inquiétudes trop fortes pour ne pas aboutir à des votes négatifs.

Parmi les sujets de clivage les plus sérieux figure la proposition de transformer l'assurance-vieillesse, actuellement constituée par annuités, en système par « points » proportionnel aux cotisations versées. Cette proposition rencontre l'opposition résolue non seulement de la CGT, mais de Force ouvrière, qui craint une remise en cause du régime. D'autres, comme la CFDT, sans être hostiles, tiennent à ce que des garanties soient accordées sur l'évolution des pensions et veulent poser le problème de l'ensemble des régimes de retraites, dont le déficit va s'aggraver dans les prochaines années.

La conception de l'aide aux familles et son financement ont aussi été critiqués : beaucoup ont reproché au rapporteur de réduire les prestations familiales à un objectif purement démographique. Mais c'est surtout la dissociation entre ce qui relève de la solidarité « interne » (financé par cotisations sur les salaires) et ce qui relève de la solidarité nationale, qui serait financé par un prélèvement à la source sur tous les revenus, qui est contestée. La FEN, la CFDT et la Mutualité estiment en outre qu'il faut dans l'aide aux familles tenir compte de la fiscalité, et en particulier du « quotient familial ».

Enfin, le relèvement jusqu'à 5,15 % de la cotisation maladie des retraités a été combattu vigoureusement non seulement par la CGT, mais par FO, qui a estimé qu'un tel relèvement, s'il s'accompagnait d'un prélèvement sur les revenus, aboutirait à faire payer les retraités deux fois. Beaucoup de membres du CES, y compris parmi les socialistes, acceptent un relèvement de cette cotisation, mais ils souhaitent qu'aucun chiffre ne soit fixé, toujours dans le souci d'éviter toute baisse des retraites.

C'est un des paradoxes du débat. Il n'y a pas, si l'on excepte le cas de la CGT, qui même depuis le départ un combat sans faille contre tous les aspects du projet d'avis, d'oppositions globales. Ainsi, l'idée d'établir un prélèvement sur tous les revenus est admise par la plupart des organisations syndicales, mais le désaccord persiste sur sa destination : financement provisoire destiné à équilibrer les comptes en attendant une baisse du chômage, ou début d'une réforme de financement de la Sécurité sociale (avec encore des

désaccords sur les prestations concernées).

De même y a-t-il, CGT exceptée, un certain consensus sur l'idée de mieux fixer les responsabilités respectives de l'Etat et des partenaires sociaux dans la gestion du régime général (avec quelques marges de liberté à l'intérieur des cotisations et des prestations définies par l'Etat).

Pourtant, le projet d'avis risque fort d'être rejeté : il apparaît aujourd'hui qu'il ne recueillera, chez les partenaires, que les voix de la CGC et de la CFTC. Si, comme les artisans et les professions libérales, le patronat votera pour, les critiques ne manqueront pas, au moins en séance plénière, sur la nécessité de demander une baisse des cotisations des entreprises.

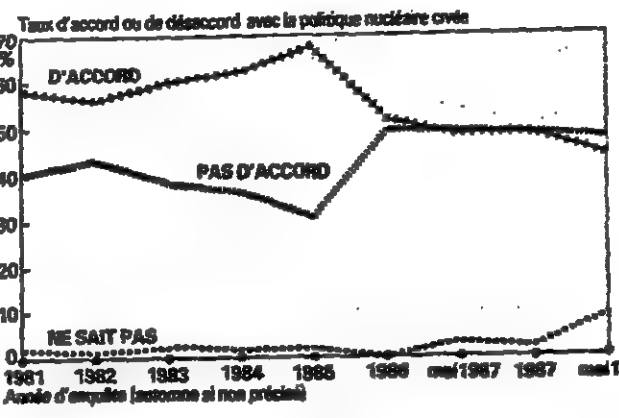
C'est l'autre paradoxe du rapport : M. Chotard, si désireux soit-il d'obtenir un consensus, ne peut aller beaucoup

plus loin sans risquer de perdre le soutien de ses pairs. Rares sont en effet des employeurs à fait autant de concessions (par exemple, en prévoyant que toute baisse des cotisations viendrait entraînée par la modification du financement devrait se faire aussi à due proportion sur la part salariale). Les précisions introduites dans le projet risquent déjà de le rendre contradictoire.

Mais les syndicats ne sont pas disposés à s'engager derrière un représentant du CNPF avant des discussions avec le gouvernement et surtout, à peu de distance de congrès décisifs et du renouvellement des dirigeants. Même en section, l'adoption du rapport dépendra du vote incertain de quelques personnalités qualifiées. A moins que, pour ne pas embêter le pas à la campagne de la CGT, certains syndicalistes décident de s'abstenir pour laisser au projet d'avis sa chance d'atteindre la séance plénière.

GUY HERZLICH.

### Le consensus sur le nucléaire n'existe plus



Le consensus entourant la politique électro-nucléaire française a été durablement affecté par le catastrophe de Tchernobyl au printemps 1986. Comme le montre l'enquête effectuée tous les ans depuis 1981 par le CREDOC pour la direction générale de l'énergie et des matières premières du ministère de l'Industrie (1), la proportion de Français « tout à fait » ou « plutôt » d'accord avec la politique de développement de l'énergie nucléaire, largement majoritaire (58 % à 67 %) jusqu'en 1985, n'a cessé depuis

lors, de diminuer, alors qu'en sens inverse le nombre des opposants au nucléaire ou des indécis se gonfle. Après deux années d'équilibre, les proportions se sont en 1988 inversées : les opposants au nucléaire sont désormais nettement plus nombreux (49 %) que ses partisans (43 %).

(1) Enquête effectuée en mai 1988 auprès d'un échantillon de 2 000 personnes représentatives de la population française.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ ANONYME DE GESTION ET DE CONTRÔLE DE PARTICIPATIONS (SAPARI)  
Obligations 7 % septembre 1988

Les intérêts courus du 22 septembre 1987 au 21 septembre 1988 seront payables, à partir du 22 septembre 1988, à raison de 315 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 35 F (montant brut : 350 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 52,47 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7 F, faisant ressortir un net de 255,53 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 10,30 % 1978

Les intérêts courus du 25 septembre 1987 au 24 septembre 1988 seront payables, à partir du 25 septembre 1988, à raison de 185,40 F par titre de 2 000 F, contre détachement du coupon n° 10 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,60 F (montant brut : 206 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 30,88 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 4,12 F, faisant ressortir un net de 150,40 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les 39 699 obligations comprises dans la série de numéros 169 718 à 212 459, sortis au tirage du 22 juillet 1984, cesseront de porter intérêts et seront remboursés à 2 000 F, coupon n° 11 au 25 septembre 1989 au plus tard.

Ci-après, sont récapitulés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

1981 : 1 à 3 133 et 499 036 à 500 000 ; 1982 : 309 587 à 320 609 ; 1983 : 121 931 à 134 089 ; 1984 : 286 001 à 299 410 ; 1985 : 271 575 à 286 000 et 299 411 à 301 566 ; 1986 : 309 508 à 309 586 et 320 610 à 345 629 ; 1987 : 233 910 à 271 574 et 301 567 à 309 507 et 345 630 à 346 941.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez l'intermédiaire habilité.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 11 % décembre 1977

Les intérêts courus du 25 septembre 1987 au 24 septembre 1988 seront payables, à partir du 25 septembre 1988, à raison de 99 F par titre de 1 000 F, contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 F (montant brut : 110 F).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 16,49 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut, au titre des contributions sociales, soit 2,20 F, faisant ressortir un net de 80,31 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ci-après, les séries sorties aux tirages antérieurs :

1979 : F ; 1981 : B et C ; 1983 : G et H ; 1986 : A et J.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II, loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## POUR L'EUROPE

LES ECOLES DE COMMERCE  
LE GROUPE I : DOCTEURS  
LES CHANCES DE RÉUSSITE

icad  
20 ans d'enseignement  
PROFESSEURS AUX ÉLITES  
20 ans d'expérience  
des dirigeants

RECRUTEMENT DES ÉLITES  
65.51.23.90 et

36.28.28.28  
LE SEUL NUMERO  
SUR 250 000 EN FRANCE

BOIT IN



## Économie

### FINANCES

Les projets de M. Bérégovoy

**Des organismes de placements collectifs pourront acquérir des créances bancaires**

L'innovation financière reste à l'ordre du jour, a déclaré, jeudi 15 septembre à Paris, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, à l'issue de l'Assemblée plénière de l'Association française des trésoriers d'entreprises, l'AFTE. Comme pour soutenir son propos, le ministre d'Etat a annoncé son intention de présenter « devant l'Assemblée nationale, d'ici à la fin de l'année », des textes permettant « la création de supports juridiques et financiers pour la titrisation des créances bancaires » (« le Monde de l'économie » du lundi 12 septembre).

Certains organismes de placement collectifs en valeurs mobilières seront autorisés à « acquérir des créances bancaires ». Pour se financer, ces organismes, des fonds communs de créance, pourront émettre des titres « ayant le caractère d'obligations ou de créances négociables ». Une telle réforme devrait, selon M. Bérégovoy, élargir les possibilités de choix entre « les financements d'intermédiation classique et le financement de marché », « protéger l'épargnant, encourager la concurrence et favoriser la baisse du coût de l'argent ».

A l'occasion de cette manifestation, le ministre a également confirmé qu'il proposerait au Parlement, dans le cadre du projet de loi de finances pour 1989, la suppression de la taxe sur les encours bancaires acquittée antérieurement par les banques, mais qu'il attendait d'elles, en contrepartie, une nouvelle réduction du coût du crédit.

La fiscalité dans les DOM-TOM

**L'octroi de mer, un impôt installé dans l'illégalité depuis un siècle**

SAINT-DENIS (la Réunion)  
de notre correspondant

Un consommateur réunionnais vient de déposer une plainte inédite devant le tribunal de Saint-Denis. Il réclame plus de 44 000 F aux douanes, l'équivalent de la taxe d'octroi qu'il a dû payer pour importer d'Europe une voiture dans ce département français d'outre-mer. Une affaire juridique qui remontera vraisemblablement jusqu'à la Cour internationale de justice, tant le fond du dossier touche un domaine essentiel des relations économiques entre la Communauté européenne et ces départements français.

En théorie, les produits de la CEE entrent sur ces territoires sans être de tous droits de douane. Dans la pratique, un droit d'entrée existe, déguisé sous l'appellation d'« octroi de mer ». Une taxe instituée dans la première moitié du dix-neuvième siècle aux Antilles et à la Réunion. Il s'agissait à l'époque, pour les vieilles colonies, de trouver par elles-mêmes les recettes financières que le budget de l'Etat ne pouvait leur fournir.

La loi de mars 1946 érigeant ces colonies en départements d'outre-mer portait en elle les germes de l'unité douanière entre l'Hexagone et ces terres lointaines. Un décret de 1947 précisait même que l'octroi de mer serait toléré jusqu'à une date fixée par un décret... qui n'a jamais été publié. La Constitution de 1958

ne remet pas en cause ce droit d'entrée, pourtant déclaré anti-constitutionnel et illégal à deux reprises par la Cour de cassation en 1868 et 1885.

Les lois de décentralisation depuis 1982 confirment son existence et l'assimilent à un droit de consommation assis sur les importations entrant dans les départements d'outre-mer. Le dossier n'est donc pas nouveau, et tous les gouvernements se sont contentés jusqu'ici de le gérer en l'état.

En raison de ses implications budgétaires, économiques et sociales, l'octroi de mer est un sujet brûlant. Cette taxe s'applique avec des coefficients différents suivant la nature des produits, sur toutes les importations quelle que soit leur provenance, y compris de l'Hexagone et de la CEE.

Officiellement, l'octroi de mer se justifie comme une protection de la production intérieure des DOM contre la concurrence des importations venues d'Europe. Il est indéniable que l'octroi de mer a favorisé l'apparition de petites unités industrielles de transformation outre-mer. Mais à quel prix ? Depuis une dizaine d'années, de nombreux économistes locaux, des associations de consommateurs et même des hommes politiques mettent en évidence le caractère inflationniste de la taxe. Elle est assise en effet sur le coût assurance-fret de la marchandise importée. La combinaison du fret et de l'octroi de mer aboutit à l'arrivée à la Réunion à des prix largement supérieurs à ceux en vigueur dans l'Hexagone. Bon an mal an, l'octroi de mer procure environ 800 millions de francs de recettes. Un produit en constante augmentation, puisqu'il suit la même progression que les importations. Un budget non négligeable, dont la gestion relève du conseil régional.

En fait, la région ne prélève que 1 % de la recette globale pour des actions à caractère économique. Les douanes, elles, bénéficient également de 1 % du produit. Tout le reste alimente le budget des vingt-quatre communes de l'île. Le nœud du problème se situe donc à ce niveau. En raison de l'incidence de l'octroi de mer sur les recettes communales, les maires sont hostiles à sa suppression. Comme ils sont très fortement représentés au conseil régional, toute réforme ne peut que leur apparaître suspecte.

### Politique de l'autostrade

Un chiffre illustre leur crainte : l'octroi de mer représente à la Réunion 131 % du produit des quatre taxes communales directes. Par ailleurs, il a l'avantage inestimable d'être versé mensuellement et cette fiscalité indirecte échappe totalement au contrôle de l'Etat. C'est aussi grâce à l'octroi de mer que les municipalités se sont engagées dans de grosses dépenses de fonctionnement. Les vingt-quatre communes de l'île emploient en effet plus de dix-huit mille personnes, dont 10 % à peine sont titulaires. Ces effectifs constituent, de fait, de véritables clientèles électorales très influentes dans un département où le taux de chômage bat le record national toutes catégories avec 35 % de la population active.

L'attachement des maires à cette taxe « merveilleuse » les conduit à pratiquer la politique de l'autostrade. Moins on en parle, pensent-ils, plus l'octroi de mer a de chances de survivre. L'acte unique européen après avoir entériné la colonisation, va naître la départementalisation et prospérer sous la décentralisation.

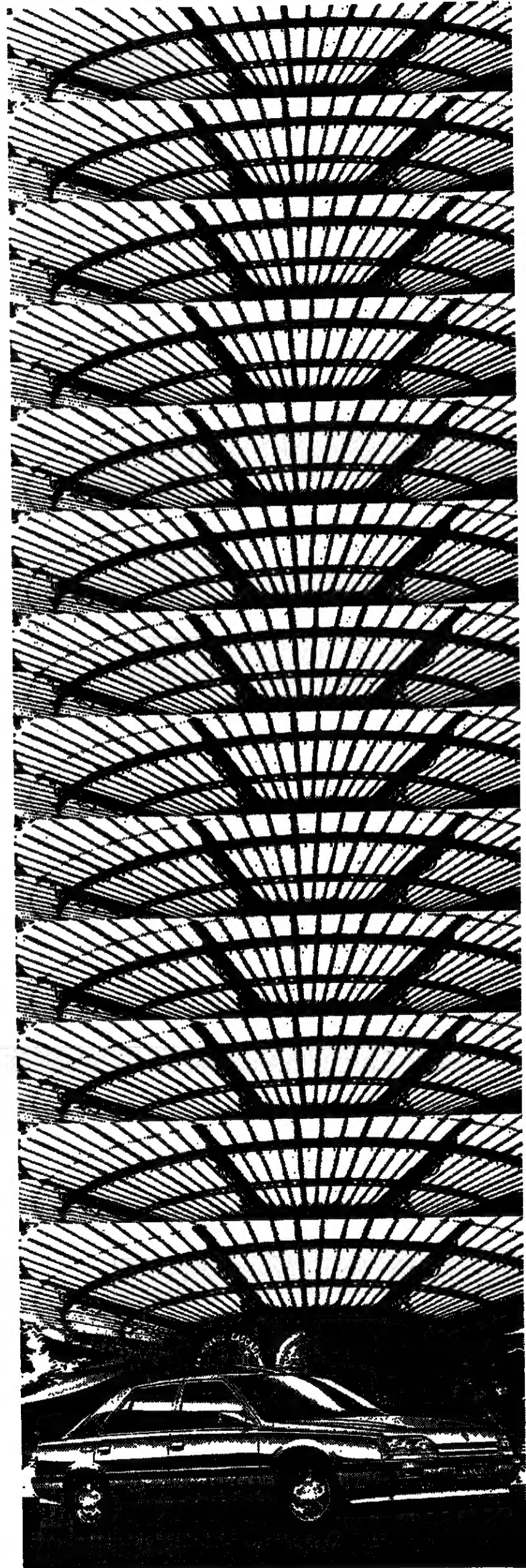
Un point de vue que ne partage pas l'union patronale de la Réunion, qui, dans un récent ouvrage, l'« Octroi de mer : réformer ou périr », souhaite une transformation de ce droit de consommation, soit par sa généralisation aux importations et à la production locale, pour faire sauter la menace européenne, soit par sa suppression et la création d'une TVA additionnelle outre-mer qui tienne compte à la fois des impératifs budgétaires des communes et de la nécessité d'aider la production locale dans sa quête d'une meilleure compétitivité.

ALIX DUJOD.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

# RENAULT 25

## ESSAIS EN CASCADE



DU 13 AU 19 SEPTEMBRE À LA GRANDE CASCADE DU BOIS DE BOULOGNE, DE 10 H À 19 H, VENEZ DÉCOUVRIR ET ESSAYER LES 13 VERSIONS DE LA NOUVELLE RENAULT 25.

SI VOUS SOUHAITEZ PRENDRE RENDEZ-VOUS POUR UN ESSAI, TÉLÉPHONEZ AU NUMÉRO VERT : 05 25 19 89.

**RENAULT**  
DES VOITURES  
À VIVRE

**POUR L'EUROPE DE 1992**  
**LES ÉCOLES DE COMMERCE DU GROUPE I DOUBLENT VOS CHANCES DE RÉUSSITE**

**icad isic**  
20 ans d'enseignement : succès prouvés aux examens d'état + 20 ans d'entreprise : des dirigeants H.E.C.

**FINANCEMENT DES ÉTUDES POSSIBLE À 100 %**  
**RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS**  
(1) 45.51.23.90 et (1) 40.95.10.11

**icad isic** Ecoles de commerce et de gestion du Groupe I Ecoles privées d'enseignement supérieur

DEMANDE DE DOCUMENTATION - ADRESSE POSTALE : GROUPE I - 95, rue La Boétie, 75008 PARIS

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ Niveau d'études : \_\_\_\_\_  
Intérêt pour : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

**36.28.28.28**

LE SEUL NUMÉRO SUR MINITEL  
QUI VOUS DONNE TOUT TOUT TOUT  
SUR 250 000 ENTREPRISES

Nom, adresse, secteur d'activités, produits commerciaux, marques et chiffres d'affaires... mais aussi le nom de leurs principaux dirigeants. En composant le 36 28 28 28 sur votre minitel, vous avez immédiatement accès à une information complète et quotidiennement mise à jour sur 250 000 entreprises françaises. Derrière ce très utile service téléphonique, un seul nom : BOTTIN Entreprises, le grand spécialiste de l'information sur les entreprises. Du jamais vu sur minitel ! 36 28 28 28 sur minitel, au fait, votre société fait-elle partie de BOTTIN Entreprises ? Allez vite la voir !

**BOTTIN** ENTREPRISES

IL N'Y A PAS 36 FAÇONS DE TOUT SAVOIR SUR LES ENTREPRISES

هكذا من الأصل



## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bidz	+ heart	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$ E.-U.	6.3720		- 40	- 25	- 65	- 40	- 180	- 180
\$ can.	5.2085	5.2130	- 126	- 97	- 252	- 221	- 693	- 693
Yen (100)	4.75	4.7560	+ 91	+ 109	+ 215	+ 245	+ 690	+ 765
DM	3.40	3.4020	+ 64	+ 80	+ 142	+ 170	+ 435	+ 500
Fl.	3.0141	3.0175	+ 44	+ 57	+ 108	+ 128	+ 336	+ 387
Fr (100)	16.2625	16.271	+ 140	+ 164	+ 300	+ 360	+ 915	+ 970
£ S.	4.6278	4.6373	- 20	- 30	- 50	- 55	- 832	- 877
L (1 000)	4.5522	4.5642	- 180	- 165	- 345	- 305	- 960	- 980
£ can.	10.61	10.69	- 385	- 340	- 810	- 735	- 2.235	- 2.045

## TAUX DES EUROMONNAIES

	8	5	3 1/4	3 1/8	3 1/16	4 1/8	3 1/4	8 7/16	8 9/16
\$ E.-U.	5	5	5	5	5	5	5	5	5
DM	5 7/8	5 1/2	5 1/4	5 1/8	5 1/16	5 1/2	5 1/8	5 3/16	5 5/16
Fl.	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4
R.A. (100)	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4
£ S.	2 5/8	2 7/8	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16	3 1/16
L (1 000)	10 3/4	12	12	12	12	12	12	12	12
£ can.	11 1/4	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2
F. Comp.	8	8	8 1/4	8 1/16	8 1/16	8 1/8	8 1/4	8 7/16	8 9/16

Les cours proposés sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en Francs de compensation.



Cours relevé  
à 14 h 51

Règlement mensuel										VALEURS									
Compagnie	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	% + -		
3620	C.I.E. 375 *	3824	3820	3820	- 0 10	71	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	71	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1080	B.C.P. T.P. ....	1044	1040	1040	- 0 38	72	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	72	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1080	C.F.P. T.P. ....	1110	1108	1108	- 0 18	73	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	73	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1080	C.I.E. T.P. ....	1110	1108	1108	- 0 18	74	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	74	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	75	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	75	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1264	St-Gabriel T.P.	1283	1280	1280	+ 0 08	76	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	76	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1264	Thomson T.P.	1283	1280	1280	+ 0 16	77	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	77	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	78	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	78	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	79	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	79	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	80	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	80	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	81	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	81	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	82	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	82	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	83	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	83	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	84	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	84	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	85	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	85	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	86	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	86	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	87	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	87	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	88	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	88	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	89	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	89	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	90	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	90	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	91	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	91	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	92	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	92	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	93	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	93	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	94	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	94	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	95	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	95	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	96	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	96	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	97	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	97	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	98	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	98	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	99	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	99	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	100	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	100	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	101	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	101	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	102	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	102	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	103	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	103	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	104	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	104	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	105	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	105	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	106	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	106	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	107	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	107	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	108	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	108	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	109	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	109	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	110	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	110	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	111	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	111	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	112	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	112	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	113	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	113	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	114	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	114	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	115	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	115	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	116	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	116	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	117	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	117	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	118	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	118	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	119	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	119	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	120	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	120	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	121	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	121	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	122	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	122	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	123	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	123	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	124	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	124	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	125	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	125	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	126	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	126	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	127	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	127	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	128	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	128	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	129	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	129	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	130	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	130	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	131	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	131	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	132	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	132	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	133	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	133	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	134	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	134	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	135	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	135	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	136	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	136	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	137	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	137	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	138	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	138	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	139	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	139	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	140	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	140	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30		
1370	Rhone-Poul. T.P.	1375	1370	1370	- 0 06	141	De Beers	63 60	61 75	61 75	- 2 30	141	De Beers	63 60	61 75	61			

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

15/9

VALEURS	% du sm.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net
<b>Obligations</b>																	
Emp. 0,80 % 77	126 40	2 821	Changin (St)	678		Local	745		Tour-Anglois	198		Financ. Régions	800 82	674 58	Financ. Régions	800 82	674 58
5,00 % 78/83	106 20	1 789	Changin (St)	678		Local	745		Tour Eiffel	350		Financ. Régions	822 25	551	Financ. Régions	822 25	551
10,00 % 78/84	106 20	0 386	C.L.C. (France) de	148		Local	148		Union S.M.D.	513		Financ. Régions	838 58	828 77	Financ. Régions	838 58	828 77
12,25 % 80/80	106 84	3 848	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
12,25 % 81/89	101 84	3 848	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
12,25 % 82/89	101 84	3 848	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
14 % 82/89	112 20	4 364	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
14,00 % 83/83	113 80	3 824	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
14,00 % 84/84	118 95	8 822	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
12,20 % 84/84	112 80	11 500	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
11 % 85/85	112 40	8 281	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
10,25 % 85/88	107 45	5 313	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
OAT 12,75 % 83	1941		C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
OAT 10 % 2000	105 70	3 086	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
OAT 8,50 % 1997	107 70	7 567	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
OAT 8,50 % 1998	104 98	6 186	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 %	151		C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		1996	1886		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148		U.A.P.	289		Financ. Régions	819 95	819 95	Financ. Régions	819 95	819 95
Cl. Franco 3 1/2 %	102 85	1 971	C.L.C. (France) de	148		Local	148										

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

45-55-91-82, poste 4330



..